

cahiers

LEON TROTSKY

9

JANVIER 1982

INSTITUT LÉON TROTSKY
PUBLICATION TRIMESTRIELLE.

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky[...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis à jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Jean-François Godchau, président, Pierre Broué, directeur scientifique, Isabelle Longuet, trésorière, Michel Dreyfus, Jean Risacher.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*

Jean-Paul Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble.

Prix au numéro France : 35 F Étranger : 40 F
Abonnement pour quatre numéros France : 120 F Étranger : 140 F

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de : JOUBERT - C.L.T.

NUMÉROS DISPONIBLES (Port en sus)

C.L.T. n° 1	20 F
C.L.T. n° 2	20 F
C.L.T. n° 3 (Numéro spécial sur les Procès de Moscou dans le monde)	35 F
C.L.T. n° 4	20 F
C.L.T. n° 5	30 F
C.L.T. n° 6 (Premier numéro spécial sur les Trotskystes en U.R.S.S.)	35 F
C.L.T. n° 7/8 (Deuxième numéro spécial sur les Trotskystes en U.R.S.S.)	40 F

(Commandes et versements à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*).

N° ISSN 0181 0790

cahiers LEON TROTSKY

N° 9

Janvier 1982

SOMMAIRE

Lola DALLIN	3
Elio GABAI	5
Stanley PLASTRIK	6
Présentation	7
Gérard ROCHE. - La rupture de 1930 entre Trotsky et Rosmer : « Affaire Molinier » ou divergences politiques ?	9
Pietro MESSINA. - Crise politique ou provocation ? L'affaire Feroci en 1933.	21
Jean-Paul JOUBERT. - Trotsky et le Front populaire	27
Michel DREYFUS. - Des femmes trotskystes et pacifistes sous le Front populaire	53
Pierre BROUÉ. - La « Réconciliation » avec Raymond Molinier. ...	61
Pierre FRANK et Raymond MOLINIER. - A propos de la crise du mouvement trotskyste en France dans la période d'avant-guerre .	69
Gilles VERGNON. - Du nouveau sur l'histoire du P.C.F. ?	75
DOCUMENTS	
Un document sur la fédération unitaire de l'enseignement : Lettre de Gilbert SERRET	86
Trotsky et le Front populaire. - Procès-verbal du S.I. du 12 juillet 1935.	89

La visite de R. Molinier et J. Desnots à Hønefoss	
I. Entrevue avec R. Molinier et J. Desnots	92
II. Déclaration sur la visite de R. Molinier et Le Ricard à Hønefoss, 15-16 juillet 1936 (Shachtman)	100
M[arcel] H[IC] – I[van] C[RAIPEAU]. – Rapport sur la France.	105
G.R. – Un texte inédit d'André Breton sur le premier procès de Moscou	111
Déclaration d'André BRETON au meeting du P.O.I. en décembre 1936.	113

*
* *

L'Actualité bibliographique

I. Comptes rendus et revues	
P. Broué, <i>L'Assassinat de Trotsky</i> (J.-F. G.)	115
Du nouveau sur les tueurs du G.P.U. (J.-P. J.)	116
<i>Tracts surréalistes</i> (G.R.)	119
J.-J. Marie, <i>Trotsky, le trotskysme et la IV^e Internationale</i> (O.G.)	121
Léon Trotsky, <i>A Bibliography...</i> by W. Lubitz (M.D.)	122
A. Marazzi, <i>Trotsky in Italia, Bibliografia</i> (M.D.)	123
II. Notes de lectures.	124

Lola DALLIN

(1898-1961)

Lilia (Eliena) Ia. Ginzberg, qui fut *Lola* pour Sedov et les trotskystes, est morte d'un cancer à New York le 31 juillet 1981, dans des conditions particulièrement atroces.

Elle était née à Libava (Libau) en Lettonie le 25 juillet 1898, et y avait fait ses études jusqu'en 1914 où sa famille se fixa à Oriol où elle termina le lycée. Elle commença ensuite des études de droit à Saratov et y épousa un militant menchevique, Samuel Estrine, qu'elle accompagna à Moscou où elle termina ses études et devint avocate. Quand Estrine décida en 1922 de quitter l'Union soviétique, elle l'accompagna en Allemagne.

La jeune femme, qui parlait couramment quatre langues, travailla d'abord à la légation commerciale de l'U.R.S.S. puis dans l'institut d'histoire du menchevik russe Nikolaïevsky. C'est là qu'elle rencontra Léon Sedov, le fils de Trotsky, qui avait évidemment recours à la bibliothèque de l'historien. Nous savons qu'ils se lièrent d'une vive amitié, mais nous ignorons quand et où – en Allemagne ou bien en France après 1933 – la jeune femme, tournant le dos au menchevisme qui avait été jusque là son univers, devint « bolchevik-léniniste », collaboratrice de confiance du fils de Trotsky et pilier de la « section russe ».

C'est en 1935 qu'elle fit la connaissance de M. Zborowski, alias *Étienne*, un nouveau collaborateur de Sedov : c'était un agent du G.P.U. infiltré. Lola ne vit en lui que le camarade et fut, pour lui aussi, l'amie plus âgée, protectrice et un peu maternelle qu'elle était pour Sedov. Lors du vol, par le G.P.U., des archives de Trotsky – sur la base des indications données par Étienne – ce fut Lola qui fut soupçonnée et, en tout cas, longuement interrogée par les policiers français. Elle était du petit nombre des initiés qui connurent l'hospitalisation de Sedov dans une clinique tenue par des Russes blancs : c'était sa propre belle-sœur, médecin, qui avait envoyé le jeune homme dans cette officine suspecte. Les soupçons n'épargnèrent pas Lola. Chacun, dans le groupe russe – et sans oublier Zborowski –, dénonçait son voisin comme « agent », et Lola était la cible de Victor Serge, qui pressentait un agent dans le groupe mais tirait à côté de la cible. Elle continua son travail, assura de son mieux la succession de

Sedov, la parution du *Bulletin de l'Opposition* (Paulsen dans l'organisation, elle signait L. Yakovlev dans le *Bulletin*). Elle se rendit à Coyoacán en 1939, commença avec Natalia une amitié que seule la mort défit. Mais elle était toujours la dupe de Zborowski et conseilla à Trotsky de ne pas tenir compte de la mise en garde anonyme que lui avait envoyée Orlov, l'ex-agent du G.P.U. Elle pensait que la lettre émanait du G.P.U. qui cherchait à isoler Trotsky de ses collaborateurs russes.

Séparée depuis des années de Samuel Estrine, Lola avait refait sa vie avec un autre menchevik, Alexandre Dallin. Ensemble ils réussirent en 1940 à gagner les États-Unis. Elle s'employa aussitôt – et avec succès – à assurer la venue dans ce pays de celui qu'elle tenait toujours pour son camarade et ami, et celui de Sedov, Étienne. Elle se sépara sans bruit de la IV^e Internationale. Quand, après la guerre, Orlov lui révéla qu'Étienne était un agent du G.P.U., elle refusa de le croire. Elle assura même qu'elle ignorait où ce trouvait cet homme qu'elle avait aidé à entrer aux États-Unis, et, dans certains milieux, on n'a pas fini de lui reprocher ce réflexe défensif de scepticisme.

Lola, qui vivait à New York, conservait une grande activité intellectuelle. Pierre Broué et Jean-Paul Joubert, qu'elle avait longuement reçus en février 1980, nous ont dit l'impression profonde qu'ils ont eu de cette vieille dame minuscule en laquelle rayonnait encore une beauté classique et un esprit d'une exceptionnelle promptitude. Elle consentit à écrire, à la demande du Socialist Workers Party, quelques dizaines de pages de souvenirs sur sa collaboration avec Léon Sedov, son ami Ljova... Enfin – et c'est seulement parce qu'elle est morte qu'on le sait, elle a, depuis 1937, fidèlement assumé les frais de la sépulture de Ljova et de l'entretien de sa tombe au cimetière de Thiais.

L'Institut Léon Trotsky lui rendra hommage en publiant dans un prochain *Cahier* son dernier travail. Il ne l'oubliera pas non plus quand, avec bien d'autres camarades, il ira rendre hommage à Sedov sur cette tombe qu'elle n'oublia jamais.

*
* *

Elio GABAI

(1915-1981)

Elio Gabai est mort le 7 septembre dernier, d'un cancer, après des rechutes et des rémissions étalées sur trois ans.

Il était né à Vienne de parents juifs sépharades installés dans l'Empire Ottoman, un père né à Constantinople, une mère à Roustchouk en Bulgarie. Il vécut en Italie, en Belgique et finalement en France. En 1931, il n'avait que seize ans, mais il avait choisi sa voie : marxiste, il avait décidé de militer pour la fin de l'exploitation. Faucon rouge dès l'époque du lycée (il fréquenta Condorcet), lycéen socialiste, il adhéra aux Jeunesses, avec son ami Paul Parisot, dès qu'il devint étudiant, dans le 17^e. Et en 1934, il avait 19 ans, il rejoignit avec ses camarades le G.B.L. (Groupe bolchevik-léniniste), le noyau des trotskystes entrés dans la S.F.I.O. qui éditaient *La Vérité*.

Après l'exclusion des Jeunesses socialistes de l'Entente de la Seine et de ses dirigeants, Gabai fut de ceux qui œuvrèrent à transformer le noyau parisien des J.S. en Jeunesses socialistes révolutionnaires (J.S.R.). Il fut élu au C.C. des J.S.R. à leur congrès des 30 et 31 mai 1936, entré au même moment au P.O.I. qui se constituait. Il fut dès lors l'un des plus jeunes et des plus actifs dirigeants de cette organisation de jeunesse qui combattait pour construire la IV^e Internationale : membre du bureau politique des J.S.R. en 1937, membre du « secrétariat international » des organisations de jeunesse sous le nom de GABARD, il était un des orateurs les plus connus des meetings révolutionnaires. Il assurait depuis 1937 les liaisons avec la province et gagnait sa vie comme journaliste, rédacteur au service étranger de l'agence Havas, où il fit engager sa femme, Georgette Itkine et son camarade de parti, Marcel Hic, avant d'être mobilisé en 1939.

A sa démobilisation en 1940, Elio Gabai fut l'un de ceux qui réalisèrent l'idée de l'un des leurs – Marcel Bleibtreu – en créant à Marseille une entreprise coopérative le « Croquefruit », dont 90 % des travailleurs étaient des intellectuels ou des artistes, et dont le directeur commercial était le beau-frère d'Elio, le grand acteur et metteur en scène Sylvain Itkine, massacré en 1944 par miliciens et gestapistes. Déjà licencié de philo, Elio entreprenait une licence d'allemand. En 1942, Georgette et lui revenaient à Paris et reprenaient le contact avec les amis des J.S.R. et du P.O.I.

Revenu à Havas en 1945, rédacteur à l'A.F.P., correspondant en Allemagne de la radio française, Gabai cessa de militer à cette époque : il élevait, en plus de ses deux garçons, la fille de Sylvain. Quittant le journalisme, il devint enseignant, professa à Lavoisier, Chaptal, puis, à partir de 1968 à l'Université de Tours. Il avait pris sa retraite en 1977.

Mais il n'avait pas baissé les bras. De nombreux amis se souviennent de l'avoir vu, toujours précis et d'une grande finesse, intervenir lors de la réunion constitutive du C.E.R.M.T.R.I. où se trouvait réunie la documentation sur les années de sa jeunesse de militant trotskyste – et qui était totalement son affaire. Il travailla énormément sur Lassalle et les origines du socialisme

allemand, réalisa un numéro spécial des *Temps modernes* sur l'Allemagne, traduisit pour les éditions du Seuil *La Haine et la Honte*. Il signait *Elie Gabey*.

Elio n'était plus ce qu'on appelle un militant actif, mais il n'était pas retiré et militait, avec ses moyens – et notamment une santé chancelante – dans le même sens que pendant ses années d'adolescence : l'esprit ouvert et inébranlablement fidèle à ses premiers engagements, d'une grande rigueur morale et doué d'un très vif sens de l'humour, ce camarade d'un courage politique sans faille était également fait de modestie, de générosité et de gentillesse. Il nous manquera comme il manque aux siens.

A Georgette, ancienne collaboratrice du comité parisien de lutte contre le procès de Moscou qui avait déjà perdu en 1944 ses deux frères, Lucien et le grand Sylvain Itkine, puis en 1978 son fils Pascal, mort accidentellement, à Emmanuel son fils, à Carine Itkine-Hénon, la fille de Sylvain dont il fut le père attentif, l'Institut présente ses condoléances et celles de ses lecteurs.

. . .

Stanley PLASTRIK

(1915-1981)

Il était entré tout jeune dans le mouvement socialiste, les Young People Socialist League, puis, par eux dans le mouvement trotskyste. Il se faisait appeler Sherman Stanley dans le Socialist Workers Party à l'époque lointaine de l'immédiat avant-guerre où il écrivait à Trotsky sur le « régime interne » du parti aux États-Unis et les mesures à prendre pour construire la IV^e Internationale en Inde.

Il rompit avec le S.W.P. et la IV^e Internationale pour constituer, derrière Max Shachtman, en 1940, le Workers Party. Pour certains, c'était déjà une retraite. Pas pour lui : il s'embarqua immédiatement après la naissance du W.P. pour une tournée mondiale au cours de laquelle il tenta de faire rallier à l'organisation les sections chinoise, indienne et autre de la IV^e Internationale.

Avec l'entrée en guerre des États-Unis, il fut mobilisé et envoyé sur les champs de bataille européens. Il était toujours militant très actif. Quelques français entre deux âges n'ont sans doute pas oublié ce G.I. qui se faisait appeler *Henry Judd* et qui leur apporta en 1944 ou 1945 ce qui était pour eux – et pour lui – « le trotskysme ».

Stanley Plastrik consacra ultérieurement son activité, avec un groupe issu comme lui de l'ancienne organisation de Shachtman, à la revue *Dissent* qui cherchait un point d'appui dans le mouvement syndical et luttait pour un horizon international. Des amis nous disent qu'il animait, à *Dissent*, une minorité critique active.

Stanley Plastrik est mort, nous ne savons pas encore de quelle façon. Mais nous le saluons et nous nous inclinons devant ses parents et amis.

Présentation

Les Cahiers Léon Trotsky présentent leur neuvième numéro, « Le courant trotskyste dans le mouvement ouvrier en France de 1929 à 1940 », dont la préparation a été menée sous la responsabilité de Jean-Paul Joubert.

*Une fois de plus les « papiers d'exil » conservés à la Houghton Library du Collège de Harvard ont été précieux. La correspondance entre Trotsky et les Rosmer sert de base à l'article de Gérard Roche sur leur rupture en 1930. La correspondance entre Trotsky et Leonetti éclaire un épisode jusque-là obscur de l'Opposition de gauche, grâce à P. Messina. Procès verbaux du S.I., correspondance de Trotsky avec Rous et Leonetti notamment, ont fourni des matériaux neufs à l'étude de Jean-Paul Joubert sur Trotsky et le Front populaire. Plusieurs documents de Harvard sont reproduits dans la partie documentaire de ce numéro : le procès-verbal de la discussion du S.I. en 1935 où les dirigeants de l'Opposition internationale font le procès de l'analyse de Trotsky dans *Où va la France ?*, le procès-verbal établi par Shachtman de la rencontre entre Trotsky, Molinier et Desnots à Hønefoss le 16 juillet 1936, le discours de Breton au meeting du P.O.I. du 17 décembre 1936, enfin un « rapport sur la France » de Marcel Hic et Ivan Craipeau... d'août 1940.*

Pourtant les collaborateurs de l'Institut Léon Trotsky ne se sont pas bornés à continuer l'exploitation de leur séjour à Harvard. Deux fonds d'archives privés ont été mis à contribution : celui de Betty Hamilton a permis à Pierre Broué de présenter les « lettres de famille » qui marquent la « réconciliation » entre l'« Oncle » Trotsky et ses « neveux » Frank et Molinier, et celui de Gaston Davoust nous permet de présenter une lettre de Gilbert Serret dans laquelle ce militant ardéchois présente « sa » Fédération unitaire de l'enseignement.

C'est parce que les Œuvres de Trotsky ont publié et publieront encore des pages sévères de Trotsky contre Pierre Frank et Raymond Molinier que nous avons également souhaité une contribution de ces deux militants sur les problèmes qui ont divisé avant la guerre la section française : nous

avons été heureux de l'accueillir et nous souhaitons de continuer à en susciter de semblables.

Plusieurs articles de discussion et de comptes rendus complètent ce numéro dans une partie bibliographique que nous souhaiterions réorganiser et repenser afin de la rendre plus directement utile à nos lecteurs et à leurs recherches.

Enfin nous sommes heureux de pouvoir annoncer que le numéro 11 des Cahiers Léon Trotsky sera consacré à l'Amérique latine et le numéro 10 à l'Espagne. Nous méditons deux numéros spéciaux, l'un sur les partis socialistes à la fin des années trente, intégrant les problèmes dits de l'« entrisme », et l'autre sur Trotsky et les trotskystes face aux problèmes de la seconde guerre mondiale. Mais il faut pour que nous y parvenions que nos abonnés nous restent fidèles et nous gagnent de nouveaux abonnés. D'avance, merci à tous.

Institut Léon Trotsky.

Gérard ROCHE

La rupture de 1930 entre Trotsky et Rosmer : « Affaire Molinier » ou divergences politiques ?

La correspondance entre Trotsky et Rosmer, trouvée dans les « papiers d'exil » et dont une partie importante va être éditée*, permet d'aborder avec un éclairage neuf des questions souvent débattues et parfois rebattues. L'une des plus importantes en même temps que des plus intéressantes concerne la rupture de Rosmer avec la Ligue communiste et son retrait de l'Opposition de gauche internationale dont il avait été jusqu'à présent le véritable chef d'état-major : une rupture politique d'autant plus profonde qu'elle s'est accompagnée d'une interruption complète des relations personnelles entre Trotsky et Rosmer qui allait se prolonger pendant presque six ans.

« Un retard inadmissible... »

L'un des mérites de cette correspondance est notamment de nous montrer qu'avant l'explosion de la crise – autour de Molinier – en juin 1930, une série de désaccords mal formulés s'étaient déjà manifestés entre Trotsky et Rosmer à propos de la question capitale de l'organisation internationale de l'Opposition de gauche.

C'est en effet le 13 octobre 1929 que Trotsky a adressé à Rosmer un projet d'appel à la convocation d'une conférence internationale précisant que « la chose la plus importante » est de ne pas perdre de temps¹. Il revient à la charge dès le 24 octobre, puis, le 13 décembre, écrit que ce qui l'inquiète le plus est « la stagnation avec le bureau international » : il

* Dans la collection « Témoins » chez Gallimard.

1. Lettre de Trotsky à Rosmer, 13 octobre 1929, 9840, avec la permission de la Houghton Library.

croit déceler sur cette question une opposition « surtout de la part des camarades de *La Lutte [de Classes]* » (Naville). La crainte de la centralisation, relève-t-il, crée chez nombre d'éléments de l'Opposition « une tendance menchevique dans le domaine de l'organisation »². Au début de janvier, c'est à Marguerite Rosmer qu'il confie ce qu'il appelle « sa perplexité ». La réponse de Marguerite, « Alfred et moi, nous vous écrivons dans quelques jours sur le Bureau international »³ est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Trotsky écrit – le 20 janvier 1930 – une longue lettre manuscrite, véritable réquisitoire non seulement contre le retard concernant la conférence et le bureau international, mais contre l'orientation politique et le fonctionnement de *La Vérité* :

« La chose traîne depuis l'été malgré la décision faite et même signée à Prinkipo. Pendant des mois, c'était van Overstraeten qui sabotait l'affaire. Et depuis ? J'ai envoyé un projet de circulaire il y a au moins deux mois. On a proposé de remettre toute l'initiative à *La Vérité*. J'ai consenti tout de suite. Tout le monde attend l'initiative promise. Et maintenant, on me propose d'attendre quelques jours pour avoir une lettre "sur" le Bureau international [...] Je ne connais pas les raisons de ce retard inadmissible. »⁴

Finalement, il s'abstient d'expédier cette lettre. L'appel à la conférence internationale de l'Opposition paraît dans *La Vérité* le 21 février 1930. Rosmer écrit, sans plus de précisions, à Trotsky, qu'il y a eu « des résistances ». Cette réserve ne dissimule-t-elle pas des hésitations politiques qui vont finalement apparaître au grand jour à la conférence même ?

La conférence internationale du 6 avril 1930

Shachtman a rendu visite à Trotsky à Prinkipo et il est revenu en passant par l'Allemagne. C'est par lui que Trotsky force la main à Rosmer, puisque c'est lui, à son arrivée à Paris, qui explique à Rosmer que les conditions sont remplies pour la tenue de la conférence. La plupart des groupes de l'Opposition de gauche y sont représentés, notamment l'Opposition unifiée allemande constituée une semaine auparavant ; le groupe bordiguiste, qui tient à garder ses distances n'a délégué que des observateurs.

2. Lettre de Trotsky à Rosmer, 24 octobre 1929, 9843, avec la permission de la Houghton Library.

3. Lettre de Marguerite Rosmer à Trotsky, 14 janvier 1930, 4470, avec la permission de la Houghton Library.

4. Lettre de Trotsky à Marguerite Rosmer, 20 février 1930, 9918, avec la permission de la Houghton Library.

La conférence, sous la présidence de Rosmer, se déroule en deux temps : la matinée est consacrée à la constitution d'un secrétariat international et à la mise au point technique du *Bulletin international*. Dans l'après-midi, les délégués exposent l'un après l'autre la situation politique dans leur pays et les progrès de l'Opposition.

Rosmer informe Trotsky d'un certain nombre de difficultés. Ainsi Gorkin quitte-t-il la conférence l'après-midi pour assister à la représentation d'une pièce de théâtre dont il est l'auteur. Ainsi le délégué belge Hennaut repart-il avant la fin.⁵ Mais le procès-verbal révèle la profondeur des désaccords qui portent sur la conception même de l'Opposition. Hennaut et les bordiguistes s'étonnent de l'absence du Leninbund – avec lequel la rupture est consommée depuis des mois – et une vive discussion se déroule entre les deux délégués belges, Hennaut plaidant pour un regroupement large, cependant que Lesoil rétorque qu'il faut « grouper ceux qui sont décidés à marcher de l'avant et non ceux qui viennent pour discuter ». Ce dernier propose même de tracer « une démarcation très nette entre les groupes qui sont d'accord avec le travail de l'Opposition russe et les autres ».

C'est le même désaccord qui se manifeste sous une autre forme quand Rosmer propose la formation d'un secrétariat international comprenant des représentants des oppositions russe, allemande, française et belge. Hennaut se dérobe arguant que l'opposition belge « n'a pas la force » et qu'un travail international est impossible « s'il porte préjudice au travail national ».⁶ En fait, le débat sur la Belgique l'après-midi laisse clairement prévoir la scission de la section belge entre « Bruxelles », autour de Hennaut et van Overstraeten, et « Charleroi », le fief de Lesoil.

Finalement, la conférence désigne un secrétariat qui comprend Rosmer, Andrés Nin, Obin (Mill) et Léon Sedov (sous le nom de Markine). Elle adopte une résolution sur l'exécution de Blumkine et un télégramme à Trotsky. En revanche, elle n'adopte pas de résolution générale, alors même que Trotsky a préparé un projet, apporté par Shachtman. Visiblement gêné, Rosmer écrit à Trotsky :

« Vers la fin de l'après-midi, nous nous consultâmes, Shachtman, Naville et moi – nous nous trouvâmes spontanément d'accord pour penser qu'il n'était pas possible d'aller plus loin, pour cette fois, que la constitution du secrétariat ».⁷

5. Lettre de Rosmer à Trotsky, 20 avril 1930, 4408, avec la permission de la Houghton Library.

6. « Séance du secrétariat international », 6 avril 1930, 16421, avec la permission de la Houghton Library.

7. Lettre de Rosmer à Trotsky, 20 avril 1930, 4408, avec la permission de la Houghton Library.

Trotsky est très mécontent du travail de cette conférence « muette », « une grande déception pour moi à tous égards », écrit-il à Shachtman le 16 avril.⁸ Le 13, il a écrit :

« J'ai reçu du camarade Naville la communication que, par suite de "la demi-défection des Italiens et des Belges", on n'a ni adopté un manifeste ni créé un bureau. Or, si j'ai bien compris, — à la suite de la demi-défection des autres... on l'a solidement complétée. »⁹

Rosmer, de son côté, se défend mal :

« On peut bien comprendre que vous nous trouviez trop timides, mais nous sommes forcément impressionnés par le milieu et par les conditions dans lesquelles nous travaillons. »¹⁰

Les débuts de la crise dans la Ligue communiste

Après les mois de délimitation et ruptures qui ont précédé le lancement de *La Vérité*, l'Opposition de gauche s'est renforcée et les lettres de Rosmer apportent l'une après l'autre à Trotsky de bonnes nouvelles. En novembre et décembre 1929, c'est la constitution à Paris de groupes d'ouvriers juifs et hongrois. Le 9 mars 1930, une rencontre, à Morvilliers, entre Rosmer et le dirigeant des enseignants de la C.G.T.U., Maurice Dommanget, est le prélude à la fondation de l'opposition unitaire, axée sur la Fédération de l'enseignement mais avec de solides positions dans le prolétariat du Nord. Début avril, Rosmer annonce à Trotsky le contact avec un important groupe indochinois ; enfin, c'est le noyau des « trois », dirigeants du P.C.I. en exil, Tresso, Ravazzoli et Leonetti, qui prend contact avec Rosmer et constitue bientôt la Nouvelle Opposition italienne (N.O.I.).

Le lecteur attentif peut cependant relever dans les lettres des Rosmer des indications sur les difficultés internes de l'Opposition française, essentiellement sur l'antagonisme entre les deux petits groupes de Pierre Naville et de Raymond Molinier. En septembre 1929, Rosmer signale : « entre Naville-Gérard et le groupe Molinier, ça ne va pas et on se regarde du mauvais œil ». Ses préférences sont claires : « Côté Naville-Gérard, on est très bien, très actif, très dévoué, on accepte toutes les besognes », mais, du côté Molinier, « on est très gentil, mais on n'est pas très capable politiquement »¹¹. Sur ce plan, le jugement de Trotsky ne coïncide pas avec celui de Rosmer. Il s'est déjà à plusieurs reprises accroché avec

8. Lettre de Trotsky à Shachtman. Archives Glotzer.

9. Gérard Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 88.

10. Lettre de Rosmer à Trotsky, 20 avril 1930, 4408, avec la permission de la Houghton Library.

11. Lettre de Rosmer à Trotsky, 25 décembre 1929.

Naville sur des questions politiques. Il a critiqué certains de ses articles de *La Vérité* qu'il estime entachés d'« intellectualisme ». Il le dit insuffisamment pénétré de la mentalité ouvrière. Il a critiqué ses conceptions de l'organisation et ce qu'il appelle son « souvarinisme » et lui a reproché ce « dédain » qu'il manifesterait à l'égard de certains militants. Il ne cache pas en revanche qu'il est séduit chez Molinier par son dynamisme, des capacités d'organisateur qu'il a pu apprécier à Prinkipo même, et, d'accord avec Rosmer d'ailleurs, il a balayé en 1929 les « ragots » et les « calomnies » concernant les affaires et l'activité passée de Molinier.

Lors de la fondation, en avril 1930, de la Ligue communiste (Opposition de gauche), une commission de sept membres a été élue. Elle comprend Rosmer, Naville, Gourget, Mill, D. Lévine, Gérard [Rosenthal] et Pierre Frank. C'est en accord avec Naville que Rosmer a proposé d'écarter Raymond Molinier. Trotsky est très mécontent de cette initiative : selon lui, non seulement Rosmer a « évincé » Raymond Molinier, mais encore il a « doublé » Naville par Gérard Rosenthal¹². Or il souhaitait la présence de Molinier à la direction, un équilibre entre les tendances qui permettrait de surmonter les dissensions. Ce désaccord reste du domaine de la discussion privée entre Trotsky et Rosmer. En tout cas, de cette date, les relations entre Molinier et Rosmer sont devenues plus difficiles.

Les relations internes de la Ligue vont s'envenimer avec la manifestation des militants indochinois à l'Élysée et l'expulsion consécutive de la majorité des militants responsables de leur groupe. Pour protester contre la répression qui s'abat dans leur pays, les militants nationalistes, communistes, oppositionnels indochinois organisent en France des comités de lutte. Celui de Paris, dirigé par Ta Tu Thau, réussit une manifestation-surprise à l'Élysée le 22 avril : douze militants indochinois sont arrêtés, ainsi que Gérard Rosenthal, qui les accompagnait. D'autres sont arrêtés le 25 mai au cours de la manifestation au Mur des Fédérés. Le 30 mai, dix-neuf militants indochinois, expulsés de France, sont renvoyés à fond de cale en Indochine. C'est incontestablement un coup dur, que les organisateurs, forts de leur nationalité française, n'avaient pas envisagé.

La responsabilité de la direction de la Ligue est évidemment engagée, bien qu'elle n'ait pas été informée des projets du groupe indochinois qui ont appelé Rosenthal au dernier moment et n'ont pu joindre Molinier. Frank soulève à la C.E. la question indochinoise et demande un débat devant l'assemblée parisienne. Rosmer proteste, il veut bien discuter de la question indochinoise mais n'admet pas qu'un

12. Lettre de Trotsky à Rosmer, 26 juin 1930, 9867, avec la permission de la Houghton Library.

membre de la C.E. puisse mettre la C.E. « en accusation » devant le groupe de Paris. Il écrit à Trotsky que Molinier est devenu agressif, à propos de cette affaire, non pas au moment où les événements se déroulaient, mais quand la répression s'est abattue.

Après d'après discussions, la C.E. décide donc à la majorité d'éliminer Molinier du secrétariat de la région parisienne et de le « blâmer », afin, écrit Rosmer, de « lui ôter toute envie de recommencer »¹³. Molinier, qui a semblé d'abord s'incliner de bonne grâce, revient ensuite à une attitude « agressive » et poursuit une critique systématique de la direction. L'affaire, désormais, touche aux relations entre Rosmer et Trotsky puisque le premier écrit au second : « R. Molinier a pris cette attitude parce qu'il prétend avoir votre appui. »¹³

Une discussion tendue

L'essentiel de la correspondance de juin 1930 est consacré à la personnalité et l'activité de Molinier. Rosmer dit qu'il l'a écarté, parce qu'il ne l'a « jamais pris au sérieux », et lui reproche de manifester la prétention de « se mêler à tout, de tout connaître et même de tout critiquer »¹³. Il ajoute : « quand les hommes d'affaires prétendent jouer un rôle politique de premier plan – surtout quand ils sont des illettrés – ça ne peut pas marcher ». Pour lui, on peut à la rigueur laisser Molinier dans le domaine de l'organisation où « il peut rendre des services ».

Ce n'est pas du goût de Trotsky qui entend bien que Molinier participe à la direction et l'élaboration politique. Les phrases malheureuses de Rosmer ne pouvaient que conforter Trotsky dans l'idée que la Ligue était en réalité dirigée par un petit noyau prenant « entre trois » les décisions et évitant de discuter les problèmes politiques qu'il soulevait lui-même dans ses lettres à Rosmer. Marguerite cherche à le détromper : non, tout ne se décide pas avec Naville et Gérard, mais « Gourget, Frank et tous les camarades de la commission exécutive sont mis au courant de toutes les questions »¹⁴. Elle ajoute que si Molinier « ignore beaucoup de choses, il doit s'en prendre à lui-même », qu'il est « tellement agité qu'il est même incapable de lire *La Vérité* correctement »¹⁴.

A la fin juin, la situation paraît totalement bloquée. Rosmer, épuisé physiquement et moralement, est contraint de prendre deux mois de repos. Marguerite écrit qu'« il ne veut plus travailler avec Raymond et son équipe »¹⁴.

13. Lettre de Rosmer à Trotsky, 24 juin 1930, 4412, avec la permission de la Houghton Library.

14. Lettre de Marguerite Rosmer à Trotsky, 27 juin 1930, 4480, avec la permission de la Houghton Library.

Au cours des deux mois suivants, Rosmer, qui a cessé toute activité militante, n'interrompt pas cependant sa correspondance avec Trotsky, mais l'axe de leurs échanges se déplace.

Naville accuse Frankel d'avoir contribué à aggraver les difficultés intérieures de la Ligue en donnant à Trotsky un tableau « scandaleusement partial et injuste »¹⁵. Et Rosmer écrit à Trotsky qu'il pense que l'origine des divergences se trouve « dans la représentation inexacte que vous vous faites de notre groupe, des hommes et des différends d'après vos connaissances personnelles et d'après des informations très discutables que vous acceptez sans les vérifier »¹⁶. Il s'inquiète de l'« antinavillisme » de Trotsky qu'il trouve « bien dangereux », et dont nous savons, par le témoignage de Jean van Heijenoort, qu'il était pourtant beaucoup plus nuancé que celui de son entourage de Prinkipo, à commencer par Sedov¹⁷.

Les choses se compliquent du fait de Rosmer qui a communiqué à Naville une lettre de Frankel : Naville s'est plaint à Trotsky d'être victime de « tout un système de dénigrement », d'une « information déloyale et malhonnête » en accusant nommément Frankel et Sedov¹⁸. Trotsky reproche vivement à Rosmer son procédé. Il se défend d'avoir été influencé dans son appréciation sur Naville dont il dit admettre « les excellents côtés ». Il reconnaît avoir employé à son sujet des expressions brutales qui « dépassaient de beaucoup sa pensée » :

« Je me suis dit, Rosmer comprendra, des exagérations pareilles dans une lettre entre amis n'expriment que le besoin de souligner quelque chose, d'attirer l'attention. »¹⁸

Il adjure Rosmer de ne pas prendre le tout au tragique : il faut « arrêter un processus qui s'embrouille » et passer à l'ordre du jour, ce qui signifie l'examen des divergences politiques obscurcies jusque là par les questions de personnes.

La Rupture

A l'été 1930, Naville et Molinier se rendent à Prinkipo, à la demande de Trotsky, pour régler le conflit. Les discussions menées avec eux, Trotsky, Frankel et Sedov aboutissent à l'accord appelé « la paix de

15. Lettre de Rosmer à Trotsky, le 2 juillet 1930, 4415, avec la permission de la Houghton Library.

16. Lettre de Rosmer à Trotsky, le 3 juillet 1930, 4416, avec la permission de la Houghton Library.

17. Jean van Heijenoort, *Sept ans auprès de Léon Trotsky*, p. 46.

18. Lettre de Trotsky à Rosmer, 27 juillet 1930, 9871, avec la permission de la Houghton Library.

Prinkipo », qui sera de courte durée. Entre septembre et octobre, les rapports s'enveniment de nouveau. Rosmer, après deux mois de repos, est revenu sans reprendre sa place à la direction de la Ligue ni à *La Vérité*. Le 27 septembre, Marguerite informe Trotsky : « Alfred n'est pas encore en état de se plonger dans l'atmosphère orageuse et infernale créée par Molinier. »¹⁹

Trotsky, alarmé par une lettre qui parle de la démission de Rosmer lui écrit : « On m'écrit que vous avez démissionné [...] Quelles sont les divergences ? avec qui ? sur quelles questions ? ». Très amical, il propose à Rosmer de venir passer quelques semaines avec lui, souligne combien il tient à préserver leur amitié :

« S'il y a des divergences politiques entre nous, on va essayer de les régler. Si l'on ne réussit pas – ce que je ne veux pas croire – on cesse la collaboration politique sans entraver l'amitié personnelle. »²⁰

Rosmer répond télégraphiquement : « Ni démission, ni divergences politiques ». Dans la lettre qui suit, il précise qu'il a seulement demandé, lorsque *La Vérité* est passée à six pages, que son nom ne soit plus mentionné comme celui de rédacteur en chef du journal, puisqu'il ne l'est plus depuis six mois. Tout indique pourtant qu'il s'engage sur la voie du départ. Il constate avec amertume que Molinier est revenu de Prinkipo « définitivement valorisé » par Trotsky et décidé à abuser de « sa victoire ». Il ajoute qu'il ne peut plus passer désormais son temps « dans des discussions insupportables où il faut passer trois soirées pour décider si tel ou tel camarade peut faire partie ou ne fera pas partie de telle ou telle commission »²¹. Il n'exprime toutefois aucune divergence politique.

On est frappé, à la lecture de ses dernières lettres, par le caractère obsédant de son argumentation concernant la personnalité et l'activité de Molinier. Cette question, écrit-il, « nous barre constamment le chemin ». Il décline même l'invitation à Prinkipo arguant que ce séjour serait « l'occasion soit de heurts, soit d'une gêne insupportable »²¹. La correspondance cesse vers la fin de décembre et ne rebondit qu'une fois, en avril 1931. Rosmer écrit à Trotsky pour lui dire qu'il a appris que Molinier aurait affirmé que « la première direction » de la « Ligue » avait « dilapidé le fonds Trotsky »²² et demande son intervention. Rosmer espérait-il que Trotsky, cette fois, allait s'engager à côté de lui, ou

19. Lettre de Marguerite Rosmer à Trotsky, 27 septembre 1930, 4482, avec la permission de la Houghton Library.

20. Lettre de Trotsky à Rosmer, 22 novembre 1930, 9872, avec la permission de la Houghton Library.

21. Lettre de Rosmer à Trotsky, 17 décembre 1930, 4419, avec la permission de la Houghton Library.

22. Lettre de Rosmer à Trotsky, 27 avril 1931, 4420, avec la permission de la Houghton Library.

utilisait-il les propos de Molinier pour réaliser la rupture définitive ? Trotsky lui répond qu'il ne croit pas que Molinier ait pu proférer pareille accusation, et suggère à Rosmer d'exiger que ces accusations soient formulées par écrit²³.

Nous ignorons si cette ultime péripétie eut une suite et si la proposition de Trotsky fut suivie d'effet. C'est en tout cas le dernier échange au terme d'une période de collaboration politique très étroite.

Rupture politique ou question de personnes ?

Dans cette rupture politique, quelle est la part respective des divergences proprement politiques et des conflits de personnes ? Dans quelle mesure le conflit de Rosmer avec Molinier est-il lui-même un véritable problème politique ? Ce sont là questions difficiles auxquelles, il faut l'admettre, la correspondance ne donne pas de réponse catégorique.

Dans les années qui suivent, Trotsky, à plusieurs reprises ne résiste pas à la tentation de présenter de façon parfois caricaturale les raisons de ce départ de Rosmer qui dut lui faire très mal. En avril 1936, dans une lettre à Victor Serge, il écrit que le désaccord entre eux avait surgi « d'une affaire privée »²⁴. Pourtant, quelques années auparavant, dans une lettre à la Fédération de Charleroi, il insistait sur le fait qu'ils avaient été séparés par des divergences politiques : Rosmer était « toujours très évasif dans les questions principielles », et, sans se prononcer sur le fond des désaccords, « il soutenait effectivement Naville ». Quant aux divergences avec Naville, elles portaient alors, selon lui, sur « l'attitude envers le parti, envers les syndicats, envers l'organisation internationale de l'Opposition de gauche et sur les méthodes et le caractère du travail de la Ligue elle-même »²⁵.

De son côté, Rosmer se défend d'avoir eu avec Trotsky de quelconques divergences politiques. Il affirme, en décembre 1930 : « Je puis dire en toute sincérité que je suis en plein accord avec vous, avec votre appréciation essentielle de la politique de l'I.C. depuis 1924 ». Mais il s'élève aussi contre l'interprétation selon laquelle son conflit avec Molinier ne serait que la manifestation d'une « vive incompatibilité d'humeur ». Pour lui, il s'agit des méthodes de Molinier, lesquelles sont incompatibles avec l'appartenance à une organisation communiste et constituent, en tant que telles, un véritable problème politique.

Nous avons mentionné le mécontentement de Trotsky à cause de l'éviction de Molinier de la direction de la Ligue. A ce propos, il affirme

23. Lettre de Trotsky à Rosmer, 29 avril 1931, 9878, avec la permission de la Houghton Library.

24. Lettre de Trotsky à Victor Serge, 29 avril 1936, *Œuvres*, n° 9, p. 239.

25. Lettre de Trotsky à la Fédération de Charleroi, 28 juin 1931, archives Mougeot.

qu'il est inadmissible de diviser les militants en deux catégories, dont l'une peut s'occuper des questions politiques, l'autre n'étant bonne qu'à réaliser les tâches matérielles et techniques. Une telle attitude est, dit-il, indigne d'une organisation révolutionnaire où tous les militants ont le droit et le devoir absolus de « se mêler activement de toutes les questions à partir des plus petites et celles d'ordre technique, jusqu'aux questions les plus complexes de la politique révolutionnaire »²⁵.

La réponse de Rosmer se situe sur un terrain tout autre. Il ne s'agit pas d'une division du travail, effectivement inacceptable. Il ne s'agit pas non plus d'une distinction entre militants d'origine ouvrière et militants d'origine intellectuelle, telle qu'elle se pose traditionnellement dans le mouvement ouvrier. Molinier n'est ni un ouvrier, ni un intellectuel, et Rosmer le range dans la catégorie spécifique des aventuriers et hommes d'affaires dont les motivations dominantes ne sont pas la lutte pour le communisme. Habités à « mentir, à ruser, à dissimuler », ils transplantent dans l'organisation ces méthodes qui font partie de leur nature même. Ces « déformations dangereuses » viennent « se greffer sur leurs conceptions théoriques ». Il les compare même, du point de vue du danger de dégénérescence qu'ils incarnent, aux « expropriateurs » bolcheviks et aux « bandits tragiques » issus de l'anarchisme²⁶.

Trotsky ne fait pas des « méthodes de Molinier » un problème en soi. L'important, c'est la politique, et tous les conflits avec Molinier se ramènent à des questions politiques, comme il l'écrit à la Fédération de Charleroi. L'une des questions capitales sur laquelle Rosmer n'a jamais eu de position ferme est la question syndicale, soutenant au contraire « la politique fausse de Gourget-Naville ». Dans son importante lettre du 21 janvier, Trotsky reproche à *La Vérité* son insuffisance dans la lutte contre « le monattisme » qui est « pour cette période le plus grand danger », car c'est Monatte qui « aide Monmousseau à garder les chancelants et c'est lui aussi qui pousse les désespérés vers Jouhaux ». *La Vérité*, écrit Trotsky, devrait « opérer avec le rasoir dans la main. Malheureusement ce n'est

26. Lettre de Rosmer à Trotsky, 17 novembre 1930, 4419, avec la permission de la Houghton Library. Il faudra attendre une expérience de plusieurs années pour que Trotsky reprenne à son compte, pour caractériser Molinier, des termes qui font étrangement écho à ceux que Rosmer employait en 1930. Par exemple, écrivant en mai 1937 au militant marseillais Lagorce : « j'avais toujours apprécié son énergie, son dévouement à la cause, qu'il confond d'ailleurs trop souvent avec sa personnalité. Je l'avais souvent défendu contre des critiques parfois exagérées, espérant que la croissance de l'organisation neutraliserait ses défauts et permettrait d'utiliser ses qualités. C'est malheureusement le contraire qui est arrivé. R. Molinier a transporté dans l'organisation révolutionnaire les manières de l'homme d'affaires, avec une brutalité et un manque de scrupules absolument intolérables ». (Lettre à Lagorce, 26 mai 1937, signée Crux, B.I. du P.O.I. n° 2, 15 décembre 1937.)

pas le cas ». Doux, pondéré, tout en nuances, Rosmer n'était sans doute pas homme à « opérer le rasoir dans la main » dans la question syndicale, pas plus, nous semble-t-il, que dans n'importe quelle autre question.²⁷

Or la « question syndicale » prend plus d'acuité encore après la publication par *La Vérité* du « manifeste de l'Opposition unitaire » signé par Dommanget et Gourget. Trotsky écrit à Rosmer que la position de Gourget sur la question syndicale lui a paru « ambiguë » et « pas tout à fait marxiste et révolutionnaire ». Il juge « néfastes » les thèses de l'Opposition unitaire et pense qu'elles « constituent la plate-forme d'une nouvelle fraction ». Aussi estime-t-il qu'avant d'examiner les « fautes tactiques » de Molinier, à ses yeux « secondaires et personnelles », il importe de « régler d'une manière décisive la question fondamentale, celle de la direction syndicale ».²⁸

Il viendra s'ajouter d'autres désaccords : en décembre 1930, alors que Rosmer est déjà retiré de toute activité dans la Ligue, Trotsky sollicite son opinion sur la crise violente qui secoue l'Opposition autrichienne et dans laquelle, selon lui, Frey et Landau portent tous deux une lourde responsabilité. Rosmer n'approuve pas la sévérité de Trotsky pour Landau, dont il pense au contraire qu'il a toujours vu juste²⁹. Ce désaccord ne pouvait être qu'un facteur supplémentaire de la rupture lui donnant, aux yeux de Trotsky, un contenu politique plus évident encore.

Dans les années qui suivent, tout en évitant de prendre des positions publiques trop retentissantes, Rosmer n'hésite pas à appuyer des groupes hostiles à la Ligue communiste dont il critique, pour sa part, les

27. Lettre de Trotsky à Rosmer, 20 janvier 1930, 9918, avec la permission de la Houghton Library. Il nous paraît intéressant de citer ici des souvenirs personnels de Pierre Frank sur l'époque où Rosmer dirigeait la Ligue : « J'ai été très rapidement surpris du fonctionnement de la Ligue communiste et de sa direction. Rétrospectivement, cela me paraît tenir davantage du comité de rédaction d'une publication que d'un organisme de direction politique. Les discussions politiques étaient générales, les questions peu approfondies. Je ne me souviens pas que l'on ait discuté sur la base de textes ou de résolutions [...] Lui-même n'était pas du tout un homme de masses [...] Il écrivait très bien, relativement vite, si ma mémoire est bonne sur ce point, mais l'organisation n'était pas son domaine. » (Lettre de Pierre Frank à Gérard Roche, le 20 novembre 1980).

28. Lettre de Trotsky à Rosmer, 3 décembre 1930, 9873, avec la permission de la Houghton Library. *La Vérité* avait publié le Manifeste de l'Opposition unitaire et l'avait commenté favorablement. En réalité l'Opposition unitaire allait prendre bientôt ses distances vis-à-vis de la Ligue. A la politique de soutien à l'opposition unitaire qui ne pouvait que devenir un groupement « politique » concurrent, Trotsky opposait la perspective du travail de fraction organisé dans les syndicats par les militants de la Ligue. Cf. « les erreurs des éléments droitiers de la Ligue dans la question syndicale », in *Le mouvement communiste en France*, pp. 379-389.

29. Lettre de Rosmer à Trotsky, 17 décembre 1930, 4419, avec la permission de la Houghton Library.

« méthodes zinoviévistes ». Sa collaboration avec la Gauche communiste semble avoir été plus étroite que ne l'estime Christian Gras³⁰. De son côté, Trotsky a des formules sévères, comme quand il écrit que « sur des amitiés et l'esprit de clique, on ne peut rien construire d'autre que le club de discussion sans vie du type Souvarine ou un hospice pour invalides politiques du type Rosmer »³¹. A n'en pas douter, la rupture a été douloureuse pour les deux hommes.

En guise de conclusion

Nous ne chercherons pas ici à savoir si la rupture était ou non inévitable. Il nous semble qu'une contradiction se manifeste avec éclat. D'un côté, Rosmer, en sous-estimant les divergences politiques ou en ne voulant pas en débattre, a fait des « méthodes » de Molinier une divergence de principe. Par ailleurs, il nous semble que Trotsky, tout en s'appuyant sur les « clairs principes révolutionnaires », n'a pas compris la portée de ces « méthodes » de Molinier et qu'elles ne se résumaient pas, comme il l'écrivait, à une simple « turbulence ». Certains ne manqueront pas d'opposer la « clairvoyance » de Rosmer sur la qualité des hommes à la « cécité » dont aurait fait preuve Trotsky. Mais qui, en dehors de Trotsky lui-même, qui dominait alors de la tête et des épaules ses compagnons de lutte, avait une vue claire du développement des idées et des forces de l'Opposition de gauche ?

Quant à nous, il nous importe que le fil cassé en 1930 entre Rosmer et Trotsky ait été renoué à jamais au plus fort moment de la tempête de haine qui se déchaînait contre le vieux dirigeant de la Révolution d'Octobre.

30. La Gauche communiste s'était constituée en avril 1931 sous l'impulsion de Paul Le Pape (Daniel Lévine) et Michel Collinet (Paul Sizoff) avec Claude Naville, jeune frère de Pierre. Elle s'était constituée en opposition à la politique syndicale de la Ligue dans l'affaire de l'O.U. et aux « méthodes » de Molinier. Elle était liée à Landau. D'après Paul Le Pape, « Rosmer ne tenait pas à s'engager à fond avec la Gauche communiste, mais sa collaboration était étroite ; j'allais le voir aux Lilas, il nous donnait des conseils, participait à certaines réunions, faisait des conférences. » (Lettre de Paul Le Pape à Gérard Roche, le 3 juin 1979).

31. « Les leçons de la trahison de Mill », Internal Bulletin of the C.L.A. n° 6, 15 janvier 1933 in *La Révolution espagnole* p. 219.

Pietro MESSINA

Crise politique ou provocation ? L'affaire Feroci en 1933

L'ouverture des papiers d'exil de Trotsky à la Houghton Library vient de faire, semble-t-il, toute la lumière sur une question qui n'était connue que par tradition orale, bien qu'il y ait été fait allusion dans l'ouvrage de Silverio Corvisieri, *Trotskij e il comunismo italiano*¹.

Nous publions ci-dessous les différentes pièces du dossier. L'affaire commence le 24 novembre où plusieurs responsables trotskystes de Paris ont en mains le numéro de l'organe en langue italienne du P.C.F. *La Nostra Bandiera* qui porte la date du 25 novembre 1933². Ils y découvrent un article intitulé « La défaite du trotskysme contre-révolutionnaire », « Résipiscence ou tromperie ? » :

« Le trotskyste Feroci a fait savoir au P.C.I. qu'il est fatigué, tourmenté, désolé d'être en dehors du Parti. Il reconnaît qu'en dehors du Parti on ne peut rien que faire obstacle au travail révolutionnaire et au mouvement prolétarien. Ce nouveau signe de la désagrégation galopante des débris trotskystes vient, après plusieurs autres, surtout depuis que le trotskysme a prétendu fonder un « nouveau » parti et une « nouvelle » Internationale. Il semble toutefois que Feroci soit préoccupé parce que le Parti pourrait poser à sa rentrée des conditions « déshonorantes ».

Sans accorder à cette chose plus que l'importance très limitée qui est la sienne, répondons que le Parti n'a aucune diplomatie secrète. Feroci a publiquement calomnié le Parti ; il s'est allié publiquement avec tous ses ennemis jusqu'à la semaine dernière (le

1. Ce livre a paru aux éditions Samonà et Savelli. L'affaire est racontée pp. 154-157.

2. Il faut bien admettre que le journal avait dû paraître avant la date qu'il portait ! Il serait intéressant de savoir *qui*, à cette date avait prévenu les membres du S.I. de l'existence de cet entrefilet. Mais c'est impossible.

jour même auquel il nous faisait parvenir les communications auxquelles nous avons fait référence, il participait à une initiation de la Concentration, dans laquelle le P.C.I. a été attaqué). Qu'il renie publiquement sa trahison, qu'il dise publiquement les choses qu'il fait tenir en secret au Parti, qu'il se détache des laquais de Buozzi, Rosselli, Nenni et autres chefs social-fascistes, qu'il soutienne les luttes du Parti.

Un militant honnête ne peut pas avoir une autre conception de l'honneur prolétarien. Le Parti le jugera aux faits.

Si Feroci ne fait pas cela, la preuve sera donnée que ce n'est pas de résipiscence qu'il s'agit, mais d'une vulgaire petite manœuvre du trotskysme contre-révolutionnaire qui, du reste, ne réussit à tromper personne. Même dans ce cas, ce sera une preuve de plus de la défaite du trotskysme social-fasciste, lequel n'ose même plus se présenter devant les ouvriers avec ses véritables caractéristiques. »

On comprend l'émotion des responsables trotskystes qui prennent connaissance de ce texte. Feroci est l'un des leurs. De son vrai nom Alfonso Leonetti, né en 1895, ce journaliste de l'*Avanti* a été un des proches collaborateurs d'Antonio Gramsci au temps de l'*Ordine nuovo*. Il était à Livourne à la fondation du P.C.I., a été rédacteur en chef de l'organe du nouveau parti, jusqu'à son interdiction, puis d'*Il Lavoratore* de Trieste. En 1924, il est venu à Rome travailler à l'*Unità*. Il a été délégué au V^e congrès de l'I.C., élu au C.C. par le congrès de Lyon du P.C.I. en 1926, sauvagement agressé par les fascistes le 1^{er} novembre de la même année. Il s'est évadé de l'hôpital et, devenu Feroci, a été l'un des chefs du centre clandestin avant d'émigrer, sur ordre du Parti, en Suisse puis en France, avec son amie, l'ancienne secrétaire de Gramsci, Pia Carena. En 1930, avec Ravazzoli et Blasco, il constitue le « groupe des trois » qui se dresse contre le « tournant » qui aligne le P.C.I. sur la ligne sectaire de la « troisième période ». Il est exclu en juin 1930. A cette date, il a déjà pris contact avec l'Opposition de gauche en France : Trotsky insiste pour qu'il entre dans le secrétariat international et se charge de son bulletin international.

Or, en 1933, il y a incontestablement un malaise autour de Leonetti. En février, il a été écarté du secrétariat international, sur l'intervention du représentant de la Ligue française, Raymond Molinier ; dans les semaines qui suivent, le conflit entre son groupe, la Nuova Opposizione Italiana (N.O.I.), et la Ligue française s'aggrave au point que la N.O.I. décide d'exclure l'un des siens, Pietro Tresso (Blasco), qui non seulement milite dans la Ligue française mais fait partie du secrétariat international. Au mois de juin, lors du congrès de la salle Pleyel, Leonetti a été sévèrement corrigé par le service d'ordre stalinien qui est allé l'arracher des bancs de la presse. Mais des rumeurs circulent dans la Ligue française sur le fait que Leonetti et la N.O.I. combattaient en sous-main le tournant de

Trotsky vers la IV^e Internationale : pourtant Leonetti et la N.O.I. se désolidarisent de l'un d'entre eux, Mario Bavassano (Giacomi) qui est à la tête des minoritaires qui organisent en septembre-octobre la scission de l'Union communiste. Il n'est pas douteux que Leonetti est amer, désillusionné, désappointé par le piétinement de l'organisation qu'il a fondée et les défections de ses premiers camarades. Mais de là à négocier son retour ?

Dans la nuit du 24 au 25 novembre en tout cas, il va avoir à son domicile, une véritable « descente »³. Laissons-lui la parole, dans le récit fait à Trotsky le lendemain, à chaud :

« La nuit du 24/25 courant à une heure, j'ai été réveillé par la visite soudaine des camarades Schwartz, Frank et Bauer, membres du S.I.⁴. Ma première pensée fut que des événements très graves avaient dû se produire. Par bonheur, rien de tout ceci.

Les camarades, bouleversés, me demandent à brûle-pourpoint si j'avais l'intention de capituler devant le Parti. Je me suis demandé par hasard s'ils n'étaient pas devenus fous. Aucun fait, d'aucun genre, n'avait jamais été accompli par moi, qui fût susceptible de fournir le moindre prétexte à une question de ce genre. Mais, étant donné le milieu malsain que vous connaissez je ne me suis pas trop étonné, au fond, de la nouvelle attaque.

Je n'ai pu toutefois éviter un naturel mouvement de stupeur devant une insinuation semblable et les camarades m'ont alors exhibé un entrefilet de *La Nostra Bandiera*, édité par le P.C.I., dont vous trouverez traduction ci-joint, parue le 25 courant.

J'ai immédiatement rassuré les camarades qu'il ne s'agit là que d'une des manœuvres habituelles des staliniens, manœuvres qu'ils devraient déjà connaître fort bien.

Les camarades m'ont alors demandé des preuves. Je les ai alors invités à perquisitionner mes dossiers et ma correspondance privée : voir tous mes livres, etc. Et je ne cache pas que la visite à une heure du matin a pu être suggérée dans ce but ! De toute façon ceci n'a pas été fait.

Les camarades m'ont demandé une déclaration écrite puisque mes assurances verbales ne suffisaient pas. Naturellement j'ai immédiatement fourni la déclaration écrite qu'on me demandait et

3. Il y avait eu déjà semblables opérations dans des cas de trahison supposée : chez le russe Solomon Kharine en juillet 1929, chez l'autre russe Mill en 1932. Dans les deux cas, il y avait bel et bien trahison. Dans le premier, il était trop tard et tout était consommé. Dans le second, il semble que certains documents furent sauvés.

4. Schwartz = Léon Sedov ; Bauer = Erwin H. Ackerknecht, et « Frank » est tout simplement Pierre Frank.

nous avons établi d'accord de nous voir le lendemain matin à 10 h pour discuter avec plus de calme la question. »⁵

Leonetti fournit à Trotsky ce qu'il considère comme l'explication de l'entrefilet de *La Nostra Bandiera* : il s'agit d'une manœuvre entamée depuis des mois et visant à désorienter le courant proche des « trois » dans le P.C.I. en discréditant Leonetti. Il souligne que les dirigeants du S.I. étaient parfaitement au courant d'une telle situation et l'ont délibérément traité en toute connaissance de cause comme on ne traite que des provocateurs ou des agents de l'ennemi. Il propose sa démission de toutes responsabilités.

Le même jour, il rédige le démenti qui paraîtra dans *La Vérité* du 12 décembre :

« *La Nostra Bandiera* du 25 novembre est parue avec un communiqué dans lequel elle m'attribue des pas et communications au P.C.I. absolument imaginaires. Ni les uns ni les autres ne m'appartiennent, ni directement, ni indirectement.

Quiconque connaît mon activité publique et privée connaît qu'elles ne divergent pas et que depuis quatre ans elles ne sont employées qu'au service de l'organisation bolchevik-léniniste dans les positions de laquelle les événements de tous les jours n'ont contribué qu'à renforcer ma confiance et ma conviction.

Dans sa complète fausseté, la note de *La Nostra Bandiera* trouve toutefois qu'un fait est vrai : la duplicité et le manque de sincérité des dirigeants et de la presse stalinienne, lesquels, tandis qu'ils ne perdent pas d'occasion pour nous traiter de « provocateurs », « agents du fascisme, etc. ».

Naturellement, pour n'être plus des « contre-révolutionnaires », il faut pour ces gens-là reconnaître la justesse de la politique stalinienne. Mais il faudrait être ou bien des naïfs incurables ou bien des corrompus pour penser à reconnaître une pareille chose au moment où la politique du Comintern stalinisé vient de faire preuve de la faillite la plus complète, en même temps que les événements de ces années n'ont fait que confirmer dans leur plénitude les positions politiques défendues par les bolcheviks-léninistes.

Les camarades qui veulent aujourd'hui sérieusement lutter pour la renaissance du Communisme mondial ne peuvent le faire que sous le drapeau de la nouvelle Internationale communiste, sous le drapeau de la IV^e Internationale. »⁶

5. Lettre de Leonetti à Trotsky, 2802, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

6. Nous citons l'original du communiqué, tel qu'il figure dans la lettre envoyée à Trotsky par Leonetti.

Faisant le récit de cette affaire dans son livre, Silverio Corvisieri écrit que Leonetti, atteint par cet épisode, reçut de Trotsky une lettre « très compréhensive et encourageante », mais qu'il n'existe sur ce point que le témoignage de Leonetti lui-même, dont les archives ont été détruites pendant l'occupation. La copie de cette lettre se trouve à Harvard ; elle confirme entièrement le propos de Leonetti :

« L'histoire que vous me communiquez est tout à fait lamentable pour ne pas dire davantage. La communication de *La Nostra Bandiera* pue la provocation. Que les camarades aient pu y prêter une attention sérieuse ne s'explique que par le manque de réflexion, la nervosité et la mauvaise atmosphère. Je comprends très bien votre indignation. Mais je ne puis nullement adhérer à la conclusion que vous faites : démissionner.

Je n'ai parlé de cette histoire avec personne et on ne m'en a rien écrit. Le seul récit provient de vous. C'est bien possible, comme vous le dites, que les camarades du S.I. aient agi avec une certaine nervosité. Mais je suis sûr que cela s'explique, sinon pour tous, du moins pour la majorité, non pas par la méfiance envers vous, mais au contraire par la hâte d'avoir une réfutation à opposer et d'éliminer ainsi les commentaires envenimés. C'est la seule explication que je puisse donner sur le coup. Démissionner dans ces conditions signifierait couronner la provocation stalinienne par un succès éclatant »⁷.

Élevant le débat et cherchant à découvrir avec son interlocuteur les raisons profondes d'une situation où peuvent se produire entre camarades des épisodes aussi douloureux, Trotsky poursuit :

« C'est triste — et c'est vrai, que depuis quatre ans, beaucoup de temps a été perdu pour des questions mesquines. Mais nous ne nous en sortirons pas par des démissions individuelles. Personne de nous ne trouvera nulle part dans cette période une atmosphère plus saine et plus respirable. C'est la décomposition des deux Internationales, surtout de la III^e, dont nous sommes issus, qui empoisonne tout. Il nous faut des succès politiques pour changer l'atmosphère morale. Pour des succès politiques, un travail assidu est nécessaire et tout le monde est d'accord que votre collaboration au S.I. est devenue un facteur du progrès de l'organisation »⁷.

L'intérêt de cette brève mise au point est double. D'une part, il permet de donner acte à Alfonso Leonetti que son témoignage était conforme à la vérité historique. Par ailleurs, il nous fournit, avec la conclusion de Trotsky, une hypothèse pour expliquer l'atmosphère empoisonnée de la vie à l'intérieur du mouvement sur laquelle il ne

7. Lettre à A. Leonetti, 8844, avec la permission de la Houghton Library.

s'explique que rarement, bien qu'il semble en avoir souffert en permanence, puisqu'en 1940 encore il parlera, au passage seulement, d'« un certain poison du Comintern ».

Jean-Paul JOUBERT

Trotsky et le Front populaire

L'ouverture des papiers d'exil de Trotsky ne bouleverse sans doute pas l'appréciation que Trotsky a donné du Front populaire dans ses grands articles depuis longtemps publiés¹. La correspondance de Harvard, en particulier les lettres échangées entre Jean Rous et Trotsky ainsi que les procès verbaux du secrétariat international de la IV^e Internationale apportent pourtant un éclairage nouveau sur les débats menés dans les rangs trotskystes sur la question du Front populaire et sur l'intervention de Trotsky dans cette discussion. Les documents éclairent les grands articles qui ne sont le plus souvent que les conclusions de ces échanges.

Les précisions apportées permettent de reconstituer la genèse de l'élaboration politique de Trotsky et fournissent des éléments sur l'information dont il a disposé. Elles sont d'autant plus utiles que le terme de Front populaire – nouveau à l'époque – a depuis été employé dans des sens bien différents et pour des raisons qui ne sont pas toujours innocentes. Pour beaucoup, le « Front populaire » c'est « Juin 1936 », l'enthousiasme des foules manifestant le poing levé et les grèves avec occupation des usines, bref le magnifique mouvement de la classe ouvrière française renouant avec la Commune de Paris qui faisait écrire à Trotsky que la révolution française avait commencé. Mais le terme a d'abord été inventé par le parti communiste pour qualifier un certain type de coalition inauguré en France durant l'année 1935 à la suite du voyage du ministre Pierre Laval à Moscou et généralisé à toutes les sections de l'Internationale communiste à partir de son VII^e congrès en juillet 1935. Il a ensuite été utilisé pour définir le gouvernement formé par Léon Blum après la victoire de la coalition de Front populaire aux élections législatives. De telles acceptions sont fort ambiguës : elles supposent en

1. « Où va la France ? » (fin octobre 1934), « Encore une fois où va la France ? » (fin mars 1935), « Pour les comités d'action, pas le Front populaire » (26 novembre 1935), « La France à un tournant » (28 mars 1936), « Devant la seconde étape » (3 juillet 1936).

effet que le mouvement des masses, l'action du gouvernement et de la coalition qui le soutenait allaient dans la même direction, ce qui reste à démontrer.

Pour Trotsky, le « Front populaire » c'est un certain type de politique de collaboration de classe qui n'a pas été inventé en 1936 mais déjà longuement expérimenté durant la révolution russe, c'est, en ce mois de juin 1936, la politique des dirigeants des organisations ouvrières socialiste et communiste alliés aux radicaux qui s'efforce contre les tendances spontanées au débordement, de freiner et de canaliser le mouvement. « Au total, écrivait Trotsky, le Front populaire est un bloc de la bourgeoisie et du prolétariat. Quand deux forces tendent dans des directions opposées, la diagonale du parallélogramme des forces approche du zéro. Telle est exactement la formule graphique du gouvernement de Front populaire ».²

Le 2 juin 1936, en pleine vague gréviste, les trotskystes français sans doute sensibles aux urgences de l'heure se sont réunifiés. Les chances de ce magnifique mouvement dépendent dans une large mesure de la capacité des révolutionnaires à lui ouvrir une issue victorieuse. Le gouvernement de Front populaire n'a d'ailleurs pas l'intention de leur laisser le champ libre : le 12 juin, l'une des premières mesures gouvernementales a été de faire saisir le journal de la nouvelle organisation unifiée, *La Lutte ouvrière*, qui appelle à constituer comités d'usines et milices ouvrières. Le 15 juillet Trotsky demande aux participants de la conférence dite « de Genève » de « soutenir de toutes leurs forces » la section française dans la mesure où « le destin de la classe ouvrière européenne pour les décennies à venir est en train de se décider aujourd'hui en France ».³

Depuis des mois Trotsky a accordé une particulière attention à la question française. Il était en France durant les émeutes des ligues fascistes du 6 février 1934 et avait espéré jouer dans ce pays le rôle qu'il n'avait pu jouer dans les combats d'Allemagne. Expulsé, il a dû quitter la France le 14 juin 1935, au moment même où le Front populaire se constituait et où commençait la discussion dans les rangs de l'organisation trotskyste. Dans les mois qui précèdent Juin 1936, l'attitude à adopter vis-à-vis du Front populaire a été au centre des discussions entre Trotsky, la section française, alors « groupe bolchevik-léniniste (G.B.L.) » du parti socialiste S.F.I.O., et le secrétariat international qui siège à Paris. De rudes affrontements se sont produits notamment entre Trotsky et Maslow et Ruth Fischer. En juillet 1936, dans une lettre adressée à la direction du R.S.A.P. hollandais et distribuée aux participants de la conférence de

2. Réponse de Trotsky aux questions de *Marianne*, 20 décembre 1937.

3. Lettre de Trotsky, « Le R.S.A.P. et la IV^e Internationale », 16 juillet 1936, *Œuvres*, 10, p. 239.

Genève, Trotsky poursuivant la polémique résumait en ces termes les leçons de la discussion :

« La question des questions est à présent celle du Front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme purement tactique ou même comme une manœuvre technique, de manière à pouvoir continuer en pratique à mener leurs petites affaires. *En réalité, à notre époque, le Front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne.* Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchevisme et menchevisme. Car on oublie souvent que le plus grand exemple historique de Front populaire, c'est la révolution de février 1917. De février à octobre, les mencheviks et les S.R., qui constituent un bon parallèle avec les « communistes » et les social-démocrates, ont été en alliance étroite et en coalition permanente avec le parti bourgeois des « cadets », avec lequel ils ont formé une série de gouvernements de coalition. Sous le signe du Front populaire se trouvait toute la masse du peuple, y compris les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats. Bien sûr, les bolcheviks participaient aux soviets. Mais ils ne faisaient pas la moindre concession au Front populaire. Ils exigeaient la *rupture* de ce Front populaire, la destruction de l'alliance avec les cadets et la création d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan.

Tous les Fronts populaires d'Europe ne sont qu'une pâle copie, et souvent une caricature du Front populaire russe de 1917 qui, après tout, pouvait prétendre à plus de justification pour sa propre existence, puisqu'il s'agissait encore de la lutte contre le tsarisme et les restes du féodalisme. Si maintenant Maslow et Dubois flirtent avec le Front populaire avec toute leur intransigeance ultra-gauche, ils ne font par là que démontrer qu'ils n'ont pas compris le véritable antagonisme stratégique entre bolchevisme et menchevisme. Ils exigeaient que nous lancions le mot d'ordre « Le Front populaire au pouvoir » c'est-à-dire que nous exigeons le pouvoir pour la coalition des ouvriers et des capitalistes. En même temps, ils se gaussaient de notre mot d'ordre « la bourgeoisie hors du Front populaire ». Enveloppées dans des périphrases, ce sont les mêmes idées que l'on peut trouver dans un article de Maslow paru dans la revue théorique du parti hollandais. Pour ma part, je ne puis que le regretter, car ce fait a produit sur nous tous la plus douloureuse impression. Avons-nous des divergences sur cette question, où il s'agit du choix entre bolchevisme et menchevisme ? Oui ou non ? J'espère que non. Mais d'où vient alors cette inexplicable tolérance pour les conceptions profondément opportunistes de Maslow ? ».⁴

4. *Ibidem*.

La discussion commence en fait dans les rangs trotskystes après les événements de février 1934. La réaction ouvrière du 12 février 1934 à l'émeute des ligues a tourné une page du mouvement ouvrier et de l'histoire tout court. Elle marque le début de la remontée ouvrière, la reprise du mouvement interrompu dans les années qui avaient suivi la fin de la guerre et la première étape de la reconstitution d'un mouvement ouvrier de masse en France. Mais la portée du 12 février n'est pas limitée à l'hexagone. La véritable renaissance du prolétariat français qui s'y affirme ouvre la possibilité de renverser le cours général de l'histoire tel qu'il a été tracé par la défaite allemande : contre la menace fasciste, les travailleurs français ont imposé l'unité d'action, le front de classe qui avait si tragiquement fait défaut à la classe ouvrière allemande.

L'une des premières conséquences des événements de février a été de faire exploser au grand jour la crise qui mûrissait au sein du parti socialiste comme du parti communiste. Dans l'un comme dans l'autre sont apparus des courants qui se dressent ouvertement contre la politique de division entretenue, des années durant, par les deux directions et maintenue après le 12 février. Au sommet du parti communiste c'est l'affaire Doriot. Membre du bureau politique, député-maire de Saint-Denis, Jacques Doriot s'est ouvertement prononcé en janvier 1934 pour une politique de front unique. Entre le 6 et le 12 février il a pris plusieurs initiatives publiques allant dans le sens de l'unité d'action avec les socialistes. Dans le parti socialiste, deux tendances, celles de Claude Just et de Jean Zyromski, lui font écho. Dans toute la France se forment des comités qui réclament, et parfois imposent – localement du moins – le front unique. Les trotskystes sont à l'avant-garde de cette bataille pour l'unité. Trotsky les aide de toutes ses forces et de tout son talent. Durant ces semaines décisives ils acquièrent une autorité et un prestige sans rapport avec leur importance numérique.

En juin 1934, la direction du parti communiste tourne brutalement, accepte l'unité d'action avec les socialistes et va même jusqu'à leur proposer l'unité organique. L'histoire de ce tournant capital n'est pas encore totalement écrite. On peut cependant en reconstituer les grandes lignes. La position du parti communiste est de moins en moins tenable, ses effectifs sont tombés de 80 000 à moins de 30 000 adhérents et l'affaire Doriot annonce des craquements majeurs. Le maintien, après février, de la politique de la « troisième période » conduit inéluctablement à un choc frontal avec la classe ouvrière. D'autre part Staline est à la recherche d'une nouvelle politique étrangère pour trouver une parade à la victoire hitlérienne. C'est sans doute la raison pour laquelle l'Internationale – qui se prépare à reprendre en partie sa politique – fait preuve à l'égard de Doriot d'une patience extrême et ne se décide à l'exclure que lorsqu'il refuse de déférer à une convocation à Moscou qui le mettait pourtant sur le même plan que Maurice Thorez. La direction de

l'Internationale communiste fait finalement d'une pierre deux coups : en réalisant l'unité d'action avec le parti socialiste, elle fait une concession momentanée aux aspirations à l'unité de la classe ouvrière ; elle saisit en même temps l'occasion d'une transition entre l'ancienne et la nouvelle politique, celle qui va entrer dans l'histoire sous le nom de « Front populaire ». Il est en effet évident qu'en prenant ce tournant le parti communiste n'a pas voulu constituer un front unique des organisations ouvrières mais préparer l'alliance avec les formations bourgeoises, et, au premier chef, le parti radical.

La contradiction n'en subsiste pas moins. Indépendamment des raisons qui ont conduit Staline à dicter au parti français ce tournant décisif, la simple réalisation du front unique entre les partis communiste et socialiste marque une victoire décisive sur la division et est perçue par les masses comme un encouragement à l'action. Ce succès de la classe ouvrière est aussi, dans une large mesure, celui des trotskystes dont la politique s'est identifiée depuis février à la lutte pour le front unique. Mais le succès même de leurs propositions risque de conduire à leur isolement : une des clauses les plus importantes du pacte d'unité d'action signé le 27 juillet 1934 consiste en effet dans l'engagement des deux partis à renoncer à toute critique publique mutuelle. Les dirigeants des partis communiste et socialiste ont bien réalisé l'unité : ils l'utilisent déjà pour se protéger l'un l'autre et dresser ensemble une digue contre le mouvement des masses.

Conscients de l'importance du succès qu'ils ont contribué à rendre possible, les trotskystes français nourrissent des illusions quant à ses conséquences pour eux-mêmes et n'entrevoient pas l'isolement auquel ils sont au moins temporairement condamnés. Cherchant une parade, Trotsky en arrive à la conclusion que puisque toute critique de l'extérieur risque d'être rejetée par la classe ouvrière, la section française n'a d'autre possibilité que d'entrer dans l'un des deux partis composant le front unique afin de le féconder de l'intérieur. Dans les faits, seul le parti socialiste, déstabilisé à la fin de l'année 1933 par la rupture de son aile droite, ouvre une telle possibilité : une aile gauche s'y développe, que les trotskystes ont côtoyée dans la bataille pour le front unique. Tous les facteurs, selon Trotsky, exigent l'entrée dans le parti socialiste : la configuration des forces politiques depuis le tournant du parti communiste, la réalisation d'une parodie de front unique, la crise profonde du parti socialiste liée à celle du régime parlementaire, autant que la médiocrité numérique de la Ligue communiste et la faiblesse de son implantation dans la classe ouvrière ; enfin les délais, sans doute brefs, dans lesquels la classe ouvrière va passer à l'offensive. Non sans difficultés, il parvient à convaincre ses camarades d'accomplir ce tournant : en septembre 1934, la Ligue communiste devient Groupe bolchevik-léniniste du parti socialiste S.F.I.O. (G.B.L.).

Conforté par ses premières victoires, le prolétariat a amorcé un mouvement ascendant. Mais le front unique, privé de tout contenu offensif piétine. Aux yeux de Trotsky la situation est « prérévolutionnaire ». Le principal obstacle sur la voie de la révolution est constitué par la politique du parti communiste qui ne veut pas d'un gouvernement de front unique. Occupant l'aile droite du front unique, le parti communiste est à la recherche d'une alliance avec les radicaux. C'est à partir du mois d'octobre 1934 qu'il commence à utiliser le terme de Front populaire. La politique de la main tendue au parti radical, lancée à l'occasion du congrès radical, témoigne de son intention de rechercher, non une unité ouvrière anticapitaliste, mais une alliance de collaboration de classe basée sur le programme le plus modéré possible afin de ne pas effaroucher l'allié potentiel. Le parti communiste justifie cette démarche par la nécessité de « gagner les classes moyennes ».

Trotsky réfute longuement l'argument. Analysant les résultats des élections cantonales d'octobre 1934, il souligne que l'effritement des radicaux qui s'y est manifesté, constitue un incomparable élément d'appréciation de la marche de la situation française. « Les flancs, c'est-à-dire les réactionnaires et le bloc ouvrier ont gagné, et le centre, c'est-à-dire les radicaux, a perdu. »⁵ C'est à ses yeux un symptôme extrêmement important qui montre que le centre petit-bourgeois a déjà commencé à fondre en faveur des deux camps extrêmes et que les heurts entre eux approchent. Le parti radical, explique Trotsky, représente l'instrument politique de la grande bourgeoisie le mieux adapté aux préjugés et aux traditions de la petite bourgeoisie. Il n'est nullement l'expression de la petite bourgeoisie comme tente de le faire croire le parti communiste, mais celle de la domination du capital financier sur la petite bourgeoisie. Les pertes du parti radical signifient que la société bourgeoise ne parvient plus à diriger la société à l'aide des méthodes prétendues « démocratiques », que les restes du régime parlementaire vont être de plus en plus rongés, que les camps extrêmes vont se renforcer et que les heurts approchent. Selon lui, la petite bourgeoisie désespérée cherche à se débarrasser « du joug de la discipline parlementaire et de la tutelle de la clique radicale conservatrice ». Dans ces conditions, écrit-il « l'alliance extra-parlementaire avec les radicaux pour lutter contre le fascisme est non seulement un crime mais une idiotie ». ⁶ Une alliance avec les radicaux n'est pas une alliance avec les classes moyennes, mais contre elles, parce que c'est l'alliance, non avec la petite bourgeoisie, mais avec son ancienne direction bourgeoise qu'elle est précisément en train d'abandonner pour le camp du fascisme... ou

5. « Où va la France ? », fin octobre 1934.

6. *Ibidem*.

pour celui du prolétariat. Pour Trotsky les intérêts de la révolution exigent de ne pas craindre d'accélérer le processus d'affranchissement des masses petites-bourgeoises de l'emprise radicale. C'est même la seule façon de « gagner le fascisme de vitesse » : les masses petites-bourgeoises ne rallieront le camp du prolétariat que si elle ont confiance dans sa capacité à s'emparer du pouvoir. Il n'y a donc qu'une solution qui conduise à la victoire : donner au front unique un contenu offensif, c'est-à-dire l'objectif du pouvoir sous la forme d'un gouvernement socialiste-communiste, d'un « gouvernement Blum-Cachin ».

Les intentions du parti communiste s'éclairent d'un jour nouveau au mois de mai 1935, avec le voyage à Moscou de Pierre Laval, ministre des affaires étrangères, qui signe un pacte d'assistance mutuelle et revient en brandissant une déclaration de Staline « qui approuve la politique de défense nationale du gouvernement français ». Dès le retour de Laval, le parti communiste proclame dans ses affiches que « Staline a raison » et embouche les trompettes patriotiques. Trotsky avait vu juste : ce n'est pas l'alliance des classes moyennes que recherche la direction du parti communiste mais bien celle de secteurs décisifs de la bourgeoisie française. Ce tournant vers une politique « social-patriote » est l'une des conditions pour convaincre la bourgeoisie française de l'utilité de la collaboration avec le parti communiste. Ainsi la recherche d'un bloc politique des partis socialiste et communiste avec un grand parti bourgeois, alors que France et U.R.S.S. s'allient face à l'Allemagne nazie, a pour Trotsky une signification précise : sous le vocable de Front populaire, les directions des deux partis sont en train de préparer l'union sacrée de guerre, guerre qualifiée – pour la circonstance – d'antifasciste.

En mars 1939, commentant le renversement des alliances en préparation, Trotsky reviendra sur le bilan de ce premier tournant. Dans un texte intitulé « Qu'y a-t-il derrière l'offre de Staline d'un accord avec Hitler ? » il note que la méthode reste la même :

« Le trait fondamental de la politique de Staline ces dernières années a été celui-ci : il *monnaie* le mouvement ouvrier, comme son pétrole, son manganèse et d'autres marchandises. Il n'y a pas là un iota d'exagération. Staline considère les sections du Comintern dans les différents pays et la lutte de libération des nations opprimées comme de la monnaie d'échange dans ses accords avec les puissances impérialistes. Quand il a besoin de la France, il soumet le prolétariat français à la bourgeoisie radicale. Quand il doit soutenir la Chine contre le Japon, il soumet le prolétariat chinois au Kuomintang. »⁷

7. Trotsky, « Qu'y a-t-il derrière l'offre de Staline d'un accord avec Hitler ? » mars 1939.

Trotsky ne reproche pas à l'Union soviétique d'être amenée à conclure des accords avec telle ou telle puissance impérialiste mais juge inacceptable tout accord qui implique renonciation à la lutte des classes. Un accord « avec des esclavagistes » est toujours possible, écrit-il, mais il doit obéir à des règles strictes qui ont toujours été respectées par le gouvernement soviétique du vivant de Lénine :

«[...] Tant que l'État ouvrier demeure isolé, des accords épisodiques de telle ou telle étendue avec des impérialistes sont inévitables. Mais nous devons comprendre que la question se réduit au profit éventuel à tirer des antagonismes entre deux groupes de puissances impérialistes et rien de plus. Il ne peut même pas être question de déguiser de tels accords au moyen de mots d'ordre idéalistes communs, par exemple la commune défense de la démocratie – mots d'ordre qui n'impliquent rien d'autre que la plus infâme tromperie envers les travailleurs. Il est essentiel que les travailleurs, dans les pays capitalistes, ne soient pas liés, dans leur lutte de classe contre leur propre bourgeoisie, par des accords empiriques que l'État ouvrier peut être amené à conclure. Cette règle fondamentale fut observée rigoureusement pendant la première période de l'existence de la République des soviets... »⁸

Le dispositif du Front populaire français se met véritablement en place à partir du voyage de Pierre Laval à Moscou. Son accession le 7 juin 1935 à la présidence du conseil consacre la nouvelle politique de la bourgeoisie française de rapprochement avec l'U.R.S.S. Une fraction importante des radicaux accepte les propositions du parti communiste. Édouard Daladier, un des principaux chefs radicaux, et celui qui semble jouir de la confiance de l'État-major militaire, est présent à titre personnel à la fête du Front populaire le 14 juillet 1935. Désormais les radicaux ont un pied dans le gouvernement et un dans l'opposition de Front populaire. Le 25 juillet, à Moscou, le VII^e congrès de l'Internationale communiste généralise à toutes les sections la politique inaugurée en France.

Pour les trotskystes la date du 14 juillet est également une charnière. Jusque-là la discussion n'avait pas encore de réelles implications pratiques, la formation du Front populaire n'était qu'une éventualité. Il s'agit maintenant d'une réalité dont les contours se précisent. La date du 14 juillet n'a pas été choisie par hasard par les responsables du Front populaire. Il s'agit de faire une démonstration patriotique d'unité nationale et d'ouvrir la voie à un gouvernement radical. Les dirigeants socialistes et communistes ont pris la précaution d'interdire toute manifestation de tendance et organisé en conséquence un impressionnant service d'ordre.

8. *Ibidem*.

La direction du G.B.L. est divisée sur l'attitude à adopter. Le 8 juillet, Jean Rous écrit à Trotsky pour lui faire part des divergences apparues dans l'organisation française et lui demander d'intervenir dans la discussion, si possible sous la forme d'un additif à « Où va la France ? ». Il explique que, persuadé que les trotskystes ne doivent pas être des « alliés » du Front populaire, il avait entrepris dans *La Vérité* de « discréditer » le Front populaire. A cette fin il a utilisé la formule de « A bas le Front populaire de collaboration de classe » qui a été combattue par Blasco (Pietro Tresso), Pierre Naville, Raymond Molinier et Pierre Frank qui considèrent que cette formulation conduit à « s'isoler des masses » « qui veulent le Front populaire ». Rous demande à Trotsky de répondre clairement à la question de savoir si le Front populaire est une « expérience à pousser » ou bien « une expérience à discréditer par une propagande propre de l'intérieur ? »⁹

Le 12 juillet – deux jours avant la manifestation – la question est portée devant le secrétariat international. Jean Rous maintient qu'il est nécessaire d'apparaître plutôt comme des « adversaires » du Front populaire afin d'éviter d'être rendus responsables de sa faillite inévitable. Il propose de dénoncer cette politique de collaboration de classe et de chercher à « discréditer » le Front populaire en combattant autour du mot d'ordre central de « Chasser les radicaux ». Leonetti (Martin) et Ruth Fischer (Dubois) ne le suivent pas dans cette voie. Ils considèrent que Trotsky s'est trompé en écrivant « Où va la France ? » et pensent que cette opinion est partagée par la majorité de la Ligue communiste. Selon eux l'attitude du G.B.L. est « folle » et conduit à se « couper des masses ». Ils proposent de « pousser en avant » le Front populaire, le seul mouvement réel qui existe, de se mettre à sa base pour le transformer par une critique vigoureuse en avançant le mot d'ordre « Le Front populaire au pouvoir ». Ruth Fischer justifie sa proposition par l'affirmation que, d'un point de vue théorique, gouvernement de Front populaire et gouvernement ouvrier et paysan sont au fond identiques et qu'il s'agit d'associer ces deux mots d'ordre et non de les opposer. Leonetti l'appuie au nom de la politique précédemment suivie en Belgique où les trotskystes avaient lancé le mot d'ordre « Le P.O.B. au pouvoir » : « Le P.O.B. est un agent de la bourgeoisie. Le Front populaire est même plus à gauche que le P.O.B. »¹⁰

En attendant la réponse de Trotsky, il reste à adopter une attitude pour la manifestation du 14 juillet. Durant la discussion au S.I. Leonetti a

9. Lettre de Jean Rous à L. Trotsky, 8 juillet 1935, 4500, avec la permission de la Houghton Library.

10. P.V. du secrétariat international, 12 juillet 1935, 16 484, avec la permission de la Houghton Library.

préconisé la plus extrême prudence et proposé de ne distribuer un tract qu'après la dissolution du cortège. Mais Rous parvient à imposer une ligne plus offensive. Le 17 juillet il rend compte à Trotsky de leur intervention dans la manifestation :

« Des camarades parlaient du Front populaire comme de soviets et de la nécessité de le pousser au pouvoir, de la nécessité de réviser l'attitude de la tendance sur la question des radicaux. Qu'y a-t-il eu ? Ce phénomène assez explicable pour qui milite dans cette épouvantable confusion du Front populaire : ces camarades ont été pris en partie par le frisson du Front populaire, auquel le romantique Pivert n'avait pu lui aussi échapper, puisqu'il avait écrit cette lourde bêtise dans *Le Populaire* : "une grande espérance s'ouvre devant nous... il ne s'agit plus maintenant de se demander où nous allons". Quelques coups de pieds de la base ont aujourd'hui calmé Pivert de ses espérances. D'où vient ce brusque et sincère revirement ? Ce sont les faits qui l'on imposé en quelques jours :

– l'opposition presque unanime des J.S. qui ont accepté le tract ci-joint dont 100 000 exemplaires ont été distribués et accueillis avec le plus grand enthousiasme dans la manifestation malgré l'interdiction du service d'ordre.

– ensuite l'opposition violente de certaines sections socialistes comme la 20^e qui a donné un meeting contre le Front populaire.

– de plus notre cortège (J.G.S. et T.P.P.S.) était pratiquement illégal et relégué tout à la fin. Il a été *acclamé* sur tout le parcours, sauf devant la tribune officielle, où Thorez et Duclos ont failli attraper une attaque d'apoplexie à force de crier "vive le Parti radical" pour l'opposer à notre mot d'ordre "pour le socialisme, milices ouvrières"... le mot d'ordre des staliniens était "Daladier au pouvoir". Même le militant le plus inculte ne peut oublier que l'an dernier les staliniens disaient "Daladier, fusilleur d'ouvriers, en prison". »¹¹

Le 11 juillet Trotsky a répondu à Jean Rous. Si dans l'ensemble il lui donne raison contre les partisans du « Front populaire au pouvoir » il juge néanmoins dangereuses certaines de ses formules :

« Je suis d'accord quant à la conception du dernier leader de *La Vérité*. Mais on y trouve quelques expressions (une ou deux) qui se prêtent aux malentendus. Quand on dit "A bas le Front populaire" on y sous-entend : "A bas la politique néfaste des chefs du Front populaire". Mais cette formule peut être comprise et surtout

11. Lettre de Jean Rous à Léon Trotsky, 17 juillet 1935, 4501, avec la permission de la Houghton Library.

interprétée par des adversaires¹² comme une hostilité contre le front des masses elles-mêmes. Une brève formule, un mot d'ordre qui peut être interprété différemment et dirigé contre nous est à éliminer. Pour l'instant, le Front populaire est un fait (pas pour longtemps). Notre mot d'ordre devrait être à cette étape à peu près : "Chassons les politiciens bourgeois du Front populaire." Les masses populaires n'ont rien à apprendre du capitulaire Daladier. A bas les radicaux, traîtres aux masses populaires, etc., etc., toutes les variantes possibles.

La même chose pour l'expression "compromettre le Front populaire". Cette formule réduite à sa juste valeur ne peut signifier que : nous voulons premièrement chasser les bourgeois, discréditer les réformistes et ainsi aider les masses populaires à se débarrasser des illusions et de se former une direction adéquate à la situation. Pour accomplir cette besogne, il faut éviter des formules à double sens et mettre en avant toute la nécessité de chasser de nos rangs les parlementaires bourgeois. Si vous voulez, ce mot d'ordre serait plus ou moins équivalent à notre mot d'ordre de mai-juillet 1917 : "A bas les ministres capitalistes"...

Mais est-ce que nous ne voulons pas compromettre aussi les chefs réformistes et staliniens ! Si, mais il faut savoir s'y prendre. En exigeant qu'on chasse les bourgeois, nous dénonçons, par cela même, les réformistes qui ne veulent pas rompre avec les bourgeois [...] par ce procédé nous ne heurtons pas le Front populaire de front, mais nous attaquons le point le plus faible, le moins défendu. C'est la règle élémentaire de la stratégie. Si nous rompons cet anneau la chaîne entière sera brisée. »¹³

Et Trotsky d'ajouter en post-scriptum à cette lettre : « On pourrait peut-être employer une formule pareille : "Pour tourner le Front populaire contre la bourgeoisie, il faut chasser les bourgeois du Front populaire". »¹⁴

Le 20 juillet Trotsky revient sur la manifestation du 14 juillet. Il considère que la façon dont ses camarades se sont comportés dans la manifestation constitue la démonstration la plus claire de la façon dont « on peut et doit combattre le Front populaire du dedans », en se basant « sur ses propres mots d'ordre ». Il insiste à nouveau sur la nécessité

12. Dans *L'Humanité*, Jacques Duclos allait en effet accuser les trotskystes d'avoir lancé le mot d'ordre de « A bas le Front populaire ».

13. Lettre de Trotsky à Jean Rous, 11 juillet 1935, 9932, avec la permission de la Houghton Library.

14. Trotsky recherche ici la formule adaptée à la situation française qui équivaldrait à celle des bolcheviks en 1917 : « Rompez la coalition. Chassez les ministres bourgeois. » Cette discussion n'était pas nouvelle dans les rangs trotskystes. Trotsky avait

d'une attitude à la fois très ferme sur le fond mais pédagogique dans la forme. Il est nécessaire écrit-il « de forger des formules très claires et frappantes contre les radicaux et par cela même contre leurs alliés ». Il propose d'attaquer la droite du Front populaire, le parti bourgeois des radicaux, comme moyen pour faire comprendre à la classe ouvrière le caractère contre-révolutionnaire de ce type de coalition en évitant de s'opposer frontalement aux illusions des masses envers les partis communiste et socialiste. En même temps, Trotsky propose de commencer une « nouvelle campagne » liant les revendications des masses avec les problèmes politiques, par exemple de se saisir de la revendication des 40 heures pour dénoncer les radicaux qui n'en veulent pas, d'utiliser les promesses du Front populaire : « le Front populaire promet de donner du pain, du travail et la dissolution des ligues fascistes. Très bien, il faut concrétiser ces revendications. »¹⁵

Le 22 juillet, Trotsky précise à nouveau sa position face aux propositions de Leonetti et Ruth Fischer :

« Je regrette de ne pas avoir précisé mon opinion sur le mot d'ordre *le Front populaire au pouvoir* quoique cette opinion découle clairement de tout ce que j'ai dit.

On parle de la nécessité pour la masse de faire son expérience. On peut aller plus loin sur cette voie. Les social-démocrates allemands avaient maintes fois répété : « Que Hitler prenne le pouvoir et sa faillite sera imminente ». L'expérience gouvernementale des radicaux appartient au passé et non à l'avenir. La crise de la III^e République

développé cette question à l'occasion des premiers pas de la république en Espagne en 1931. Il écrivait alors aux dirigeants de l'Opposition de gauche espagnole que l'avant-garde avait intérêt à pousser les socialistes à prendre le pouvoir et à les contraindre à rompre la coalition avec la bourgeoisie :

« Tout le monde connaît le rôle énorme qu'a joué, pendant la coalition en Russie des socialistes conciliateurs et des libéraux, le mot d'ordre bolchevik "A bas les dix ministres capitalistes" [...] nous enfonçons inlassablement le même clou. "A bas les dix ministres capitalistes". Le mot d'ordre joua un rôle capital puisqu'il permit aux masses de se convaincre que les socialistes conciliateurs tenaient plus aux ministres capitalistes qu'aux masses ouvrières [...] Le mot d'ordre "A bas Zamora-Maura" est tout à fait opportun. Il faut seulement bien comprendre une chose : les communistes ne font pas d'agitation en faveur d'un ministère socialiste, mais à chaque instant ils dirigent leurs coups contre l'ennemi le plus déterminé et le plus conséquent et par ce moyen affaiblissent les conciliateurs et déblayent le terrain devant le prolétariat. Les communistes disent aux ouvriers socialistes : "Vous avez confiance en vos chefs socialistes : obligez-les donc à prendre le pouvoir. Nous vous y aiderons en partie, bien que nous n'ayons en eux aucune confiance. Et quand ils seront au pouvoir, nous les mettrons à l'épreuve, et nous verrons bien qui avait raison, de vous ou de nous". » (L.T. lettre au S.I., 24 juin 1931, « Pour la rupture de la coalition avec la bourgeoisie » in *La Révolution espagnole*, p. 147).

15. Lettre de Trotsky à Jean Rous, 20 juillet 1935, 9933, avec la permission de la Houghton Library.

est surtout la *crise* du radicalisme. Elle a déjà digéré ce plat. Ce sont surtout les canailles stalinienne qui essayent de lui mettre dans la bouche le radicalisme largement digéré. Les masses n'en veulent plus et répondent avec raison par le mot du fameux maréchal.¹⁶ Ce sont surtout les canailles stalinienne et, sous leur pression, les poltrons réformistes qui ont découvert pour la première fois les radicaux.

L'expérience gouvernementale des réformistes et des stalinien est à faire. L'expérience radicale est faite. Identifier ou même rapprocher les deux mots d'ordre : "gouvernement socialiste-communiste" (gouvernement du front unique), gouvernement ouvrier et paysan etc. et le gouvernement du Front populaire, les radicaux y compris, serait absolument fatal.

Mais un gouvernement Herriot-Daladier serait "progressiste" ? On abuse énormément dans nos rangs du mot "progressiste" en lui donnant une signification presque fataliste. Si nous nous dissolvons dans le Front populaire, si nous revendiquons le gouvernement Daladier, il ne resterait personne pour tirer du gouvernement Daladier les résultats "progressifs". Je joins à cette lettre le tract des J[eunesses] P[atriotes] reçu de vous. J'y ai annoté les passages décisifs. Les J.P. (qui savent écrire) frappent sur les radicaux pour gagner les masses et nous nous interposons pour la coalition avec les chefs radicaux moins les masses.

Nous n'avons absolument rien à changer dans notre analyse du radicalisme. Le gouvernement Laval d'un côté, le Front populaire de l'autre - l'étape finale pour le radicalisme a sonné.¹⁷

Le 26 juillet, Trotsky affine ses propres formules : « Il est mieux de dire "Chassez les chefs radicaux", que le parti radical, parce que les petites gens de la clientèle radicale peuvent bien rester dans le Front populaire. »¹⁸

Leonetti n'est pas convaincu par les arguments de Trotsky. Il ne conteste pas la nécessité de « dissocier » le Front populaire et d'utiliser les radicaux « comme une massue pour frapper sur la tête des deux directions », mais il juge que la divergence avec Trotsky porte sur la façon d'utiliser cette massue afin que les coups portent. Il écrit à Trotsky le 25 juillet que, selon lui, la méthode la plus efficace consiste à prendre au mot les dirigeants du Front populaire : « d'un côté critique implacable du Front populaire, de l'autre côté démonstration que nous sommes les

16. Cambronne était major général de la Garde impériale.

17. Lettre de Trotsky à Jean Rous, 22 juillet 1935, 9935, avec la permission de la Houghton Library.

18. Lettre de Trotsky à Jean Rous, 26 juillet 1935, 9936, avec la permission de la Houghton Library.

plus conséquents lutteurs dans le Front populaire ». C'est seulement à une étape « plus avancée » qu'il deviendra possible de lancer le mot d'ordre « A bas les ministres capitalistes ». Pour l'instant Leonetti pense qu'il faut se contenter de « pousser en avant les masses qui croient au Front populaire », pousser le Front populaire au pouvoir « pour réaliser le Plan de la CGT et les autres promesses, dissolution des ligues fascistes, arrestation de leurs chefs, etc. »¹⁹

C'est Trotsky lui-même qui le 20 juillet avait proposé de prendre au mot le Front populaire et de « concrétiser » quelques unes des revendications avancées par le Front populaire : semaine de quarante heures, dissolution des ligues, etc. Mais il ne l'entend pas du tout dans le même sens que Leonetti qui pense, lui, qu'il faut « réaliser » les promesses du Front populaire, en particulier la dissolution des ligues et l'arrestation de ses chefs et invoque l'exemple de la coalition antifasciste italienne²⁰. Trotsky voit là une concession inadmissible faite à « l'antifascisme ». « L'antifascisme n'est rien » écrit-il, il n'est qu'un moyen par lequel les staliniens justifient la collaboration avec les radicaux. Il s'en était déjà expliqué le 20 juillet en écrivant que pour frapper les fascistes il ne faut pas réclamer du gouvernement leur arrestation mais l'abolition du secret commercial, et le contrôle ouvrier qui constituent un excellent remède contre le pullulement des ligues fascistes : « Tous les talons de chèque de de Wendel et Cie sous la loupe. En prison les financiers des ligues. »²¹

19. Lettre de Leonetti à Trotsky, 25 juillet 1935, 2705, avec la permission de la Houghton Library.

20. La plupart des leaders libéraux, démocrates et social-démocrates qui avaient abandonné le Parlement à la suite de l'assassinat de Matteotti en juin 1924, créèrent en avril 1927, à l'instigation de la Ligue des Droits de l'Homme, la Concentration antifasciste, cartel d'organisations dont le siège était à Paris, le journal, *La Liberté* et l'animateur, Claudio Treves. Elle se disloqua en mai 1934.

21. Lettre de Trotsky à Jean Rous, 20 juillet 1935, 9933, avec la permission de la Houghton Library.

Trotsky reviendra sur cette question début juillet 1936 dans un texte adressé au dirigeant hollandais Sneevliet en conflit avec ses camarades de la direction du R.S.A.P. au sujet de l'attitude qu'il devait prendre, en sa qualité de député, face à une proposition de loi dirigée par le gouvernement hollandais Colijn contre les groupes para-militaires du parti nazi hollandais.

Il explique que les trotskystes doivent voter contre « toutes les mesures » qui renforcent l'État capitaliste bonapartiste même s'il s'agit d'une mesure qui peut, sur le moment, causer un désagrément passager au fascisme et ajoute :

« De manière générale, il nous faut être très fermes à l'égard de "l'antifascisme" abstrait qui touche même parfois, hélas nos propres camarades. L'"antifascisme" n'est rien, c'est un concept vide qui sert à couvrir les canailleries du stalinisme. C'est au nom de l'"antifascisme" qu'on a organisé la collaboration de classe avec les radicaux. Beaucoup de nos camarades désiraient apporter au "Front populaire", c'est-à-dire à la collaboration de classes, un soutien positif du genre de celui que nous sommes par exemple disposés à accorder au Front unique, c'est-à-dire à la

Simple nuance ? Ce n'est en tout cas pas l'opinion de Trotsky qui répond à Leonetti le 2 août :

« Sur le mot d'ordre "Les radicaux au pouvoir" je me suis exprimé suffisamment dans ma dernière lettre à Rous, avec copie à vous. "Les masses" ne sont pas homogènes, il faut à chaque étape discerner les courants les plus caractéristiques. Pour cette étape, ce n'est pas la confiance des masses envers les radicaux qui est caractéristique mais la *crise* de cette confiance. Ce ne sont pas "les masses" qui ont poussé vers l'alliance avec les radicaux, mais les chefs du Front unique, surtout les staliniens, qui ont découvert les radicaux. Notre politique n'a pas pour but d'éduquer les chefs staliniens, au contraire, elle doit ouvertement s'opposer à leur nouvelle expérience qui est réactionnaire, c'est-à-dire en retard à l'égard du mouvement plus profond des masses.[...] »²²

La formation du Front populaire n'exige pas seulement pour Trotsky une claire appréciation de la place et du rôle des radicaux mais implique également de procéder à une réorientation stratégique. Jusque-là le centre des propositions des trotskystes dans le parti socialiste – et tout particulièrement dans les Jeunesses socialistes – avait été le travail anti-militariste et la lutte contre l'Union sacrée. Or le Front populaire se constitue précisément sur l'axe de la réalisation de l'Union nationale. Significative est à cet égard la visite, fin avril 1935, des dirigeants des Jeunesses communistes russes, Kossarev et Tchemodanov, auprès des dirigeants des Jeunesses socialistes françaises Fred Zeller et Bérenger au

séparation du prolétariat d'avec les autres classes. Du mot d'ordre totalement erroné de "Front populaire au pouvoir", on va plus loin et on se déclare prêt à soutenir le bonapartisme, car le vote en faveur du projet de loi "antifasciste" de Colijn ne signifierait rien d'autre qu'un appui direct au bonapartisme.

Comme le camarade Parabellum [Maslow] – si j'en juge d'après les citations – a développé dans *De Internationale* un point de vue incorrect et dangereux sur le "Front populaire" il est d'autant plus nécessaire d'être ferme dans le parti hollandais contre cet "antifascisme" abstrait aux conséquences opportunistes. "L'antifascisme n'est rien", 13 janvier 1936, *Œuvres*, 8, p. 98.

Trotsky revient également sur cette question dans une lettre au C.C. du P.O.I. le 19 juin 1936 :

« [...] Encore une question : vous aussi employez parfois ces formules "de la Rocque est en liberté" ou "*L'Action française* n'est pas saisie" etc. Laissons cela à *L'Humanité*. Salengro peut bien saisir une fois *L'Action française* ou même faire emmener de la Rocque. Ce n'est pas grand-chose tout cela : nous devons poser la question tout à fait différemment. Vous avez promis de détrôner les 200 familles ? Quel est leur organe qui prépare systématiquement la résistance et qui dispose de *L'Action française* comme aboyeur de la basse-cour ? C'est *Le Temps*. Pour attaquer les 200 familles, il faut commencer par s'emparer du *Temps*. Arrêter de la Rocque ? Ce n'est pas grand-chose. Il faut arrêter les grands magnats du capital financier. Vous avez d'ailleurs, je m'en souviens, formulé ce mot d'ordre avec raison. »

22. Lettre de Trotsky à Leonetti, 2 août 1935, 8847, avec la permission de la Houghton Library.

cours de laquelle les Russes adjurent les jeunes dirigeants socialistes stupéfaits de renoncer à la lutte pour la révolution en France et au travail anti-militariste afin de participer à une politique de défense nationale qui contribuerait à la défense de l'U.R.S.S. Les trotskystes ont bénéficié d'une relative bienveillance de la bureaucratie social-démocrate soucieuse de faire contrepoids au parti communiste. En mars 1935, le groupe parlementaire socialiste avait encore voté contre la loi des « deux ans ». Cette situation est terminée. La direction du parti socialiste est maintenant alignée sur la politique d'union sacrée du parti communiste. Inquiète de l'audience grandissante des bolcheviks-léninistes, elle voit dans leur activité un obstacle de taille sur la voie de la réalisation de l'unité nationale. Au congrès de Mulhouse du parti socialiste, en juin 1935, Léon Blum a indiqué qu'il n'aurait aucun regret à expulser les trotskystes s'ils s'avéraient être un obstacle à l'alliance avec le parti communiste. Sans attendre, la bureaucratie réformiste est passée des paroles aux actes en engageant la procédure d'exclusion des dirigeants trotskystes des Jeunesses socialistes.

Cette nouvelle disposition des forces est une menace mortelle pour le G.B.L. qui risque maintenant d'être broyé dans l'étau des deux bureaucraties bien décidées à se prêter main-forte pour combattre toute opposition venant de leur gauche. Au moment où il a été contraint de quitter la France pour la Norvège, en juin 1935, Trotsky a alerté ses camarades sur les dangers de voir dilapider en quelques semaines ce qui avait été conquis par l'entrisme dans le parti socialiste. Il les a invité à se préparer à quitter le parti socialiste et à présenter leur politique, non plus seulement aux militants socialistes, mais à l'ensemble de la classe ouvrière. Convaincu que le maintien dans le parti socialiste est désormais impossible, Trotsky adjure ses camarades de ne pas s'arrêter aux considérations de légalité dans le parti socialiste et de prendre l'initiative d'accuser, de dénoncer le « complot Blum-Cachin-Lebas-Thorez-Staline qui a pour objectif de vendre la jeunesse française à l'impérialisme français ». Il leur propose d'engager une grande campagne nationale contre l'Union sacrée, de tirer des affiches titrées « Nous accusons les chefs du Front populaire de préparer la trahison de la jeunesse française. »²³ En vain. Les dirigeants B.L. français semblent tenir l'exclusion pour une catastrophe qui les rejeterait loin en arrière vers le ghetto qu'avait constitué, avant le tournant entriste, l'ancienne Ligue communiste indépendante. La sortie de la S.F.I.O. dont Trotsky pense qu'elle peut être le point de départ d'un nouveau bond en avant n'est en fait que le prologue immédiat de la crise de la section française, une crise qui la met hors du coup à la veille de la grève générale de juin 1936.

23. Lettre de Trotsky à Jean Rous, 30 juillet 1935, *Œuvres*, 6, p. 96.

L'incapacité à quitter le travail entriste relève sans doute du conservatisme d'organisation mais elle est aussi, et vraisemblablement plus, l'expression des faiblesses d'analyse manifestées jusqu'à la direction du secrétariat international sur le Front populaire.

Au mois de juillet 1935, l'essentiel de la position de Trotsky vis-à-vis du Front populaire est défini. Les émeutes de Brest et de Toulon en juillet, le VII^e congrès de l'Internationale communiste en juillet-août et l'exclusion des trotskystes du parti socialiste en septembre le conduisent à quelques précisions.

Le 15 juillet 1935, le gouvernement Laval a mis en chantier la procédure des décrets-lois qui réduisent de 10 % toutes les dépenses publiques dont les salaires des fonctionnaires et ouvriers d'État. Les responsables syndicaux, comme ceux des partis socialiste et communiste, protestent, mais n'appellent à aucune action susceptible d'indisposer leurs partenaires radicaux. La base, durement touchée, passe à l'action directe. En août, on se bat à Brest, où les ouvriers hissent le drapeau rouge sur la préfecture maritime, et à Toulon, où ils dressent des barricades pour se défendre contre les charges de la garde mobile. A Brest, le soir du 6 août, on compte plusieurs dizaines de blessés et trois morts. Le 8, alors que Brest enterre ses morts, la grève de solidarité des ouvriers des arsenaux de Toulon se transforme en émeute. Au soir du 8, il y a cinq nouveaux morts et de nombreux blessés supplémentaires.

Les partis du Front populaire appellent immédiatement au calme et dénoncent le rôle des « provocateurs ». Sous le titre « un jeu inquiétant », le 8 août, Jacques Duclos donne le ton dans *L'Humanité* en parlant « des éléments troubles qu'entretient M. Laval pour les besognes de provocation et de basse police qui ont suscité les bagarres de Toulon [...], les mêmes éléments douteux qui se sont employés à provoquer des heurts avec les ouvriers de Brest, la troupe et la garde mobile ». Il précise : « Quant à l'opération qui consista à arracher le drapeau tricolore de la sous-préfecture de Brest, elle porte, elle aussi, la marque de la provocation. » Il ajoute : « Nous attachons un trop grand prix à notre collaboration avec le parti radical pour ne pas nous dresser contre les provocateurs ». Le 10 août, dans *L'Humanité* un manifeste du comité central stigmatise « les hommes du 6 février » qui « outragent le drapeau tricolore ». Le lendemain, Fernand Fontenay explique que les incidents de Toulon résultaient de « la diffusion de fausses nouvelles », que les syndicats avaient donné l'ordre de grève pour cinq minutes qui était

24. Durant les événements la presse s'en prit notamment au secrétaire adjoint de l'union locale C.G.T.U. de Brest, Paul Valière. *L'Humanité* ne dit rien en défense de Paul Valière qui allait être exclu du parti communiste.

Jean Rous s'était rendu à Toulon. Il avait informé Trotsky du fait que les dirigeants du parti communiste n'avaient pu apaiser l'opposition de la base qu'en lui donnant

parvenu déformé à l'usine de la pyrotechnie où les ouvriers avaient « cru » qu'il était en réalité « Grève. Tous dehors. ».²⁴

Pour Trotsky les émeutes des ports indiquent l'accélération du rythme du mouvement révolutionnaire. Il estime que la situation française est « révolutionnaire, du moins autant qu'elle puisse l'être avec la politique contre-révolutionnaire des directions. Les explosions des ports sont à ses yeux une « négation spectaculaire du Front populaire et une magnifique confirmation de notre analyse et de notre perspective ».²⁵ Une première étape importante sera franchie pour la construction du parti révolutionnaire si les trotskystes se montrent capables d'assurer la jonction avec cette avant-garde qui fait brusquement irruption dans la rue et, du même coup, d'attirer les éléments du parti communiste qui ne se résignent pas au tournant patriotique ni aux combinaisons électorales en préparation avec les radicaux.

Les émeutes des ports français confortent Trotsky dans sa conviction qu'il ne faut faire aucune concession à la bureaucratie socialiste et aux centristes qui la couvrent. Lettre après lettre, il met en garde ses camarades contre une attitude trop conciliante envers le leader de la gauche socialiste, Marceau Pivert. Au moment où les B.L. se font exclure les uns après les autres, Pivert entreprend en effet, avec les sympathisants français du S.A.P. et d'autres minorités d'extrême-gauche ralliées en fait au Front populaire, de construire au sein du parti socialiste une nouvelle tendance « Gauche révolutionnaire », ce qui a pour résultat, sinon pour objectif, de retenir les éléments révolutionnaires que les trotskystes peuvent raisonnablement espérer conquérir pour un parti indépendant. Trotsky reprend cette idée comme un leit-motiv :

« Dans tous les pourparlers et arrangements il ne faut jamais oublier, d'écarter, d'éliminer et de compromettre les gens du S.A.P. qui

l'assurance secrète que le langage tenu dans *L'Humanité* n'était qu'une « ruse de guerre » destinée à donner le change aux radicaux et aux socialistes, mais qu'en réalité le parti communiste préparait la prise du pouvoir. Trotsky considérait qu'il y avait là l'expression du fait que l'état d'esprit « troisième période » était encore très vivace dans la conscience des travailleurs influencés par le parti communiste tandis que d'un autre côté, le tournant « patriotique » du P.C. lui attirait de nouvelles couches assez éloignées de la classe ouvrière qui ne voyaient dans le parti communiste que l'aile la plus énergique du Front populaire.

Il estimait que l'accumulation à l'intérieur du parti communiste et à sa périphérie de ces tendances contradictoires pouvait conduire à de nouvelles explosions. Aussi, depuis le congrès de Mulhouse du parti socialiste, il avait demandé à ses camarades d'orienter leur travail en direction de la base du parti communiste. Les possibilités de la S.F.I.O. étant épuisées, le moment lui semblait propice pour gagner la confiance de la base communiste alors que les chefs du P.C. se détournaient des ouvriers pour gagner la confiance de la bourgeoisie radicale.

25. Lettre de Trotsky à la direction du G.B.L., 11 août 1935, *Œuvres*, 6, p. 120.

représentent le mauvais côté du pivertisme. La question du S.A.P., c'est maintenant la pierre de touche pour chaque élément de gauche : il faut s'opposer au S.A.P. pour faire bloc avec nous. »²⁶

C'est en effet Boris Goldenberg (Boris Gilbert), dirigeant du groupe parisien du S.A.P., qui tient la plume de la nouvelle tendance. Durant l'exclusion des trotskystes les sapistes ont prôné les concessions nécessaires au maintien dans le parti socialiste. Ils sont ceux qui opèrent le ralliement le plus clair au Front populaire : l'un des premiers commentaires du S.A.P. sur le VII^e congrès de l'I.C. avait été de dire que Dimitrov avait « dit beaucoup de bonnes choses sur le Front unique et sur le Front populaire ». Les dirigeants du S.A.P. ont présenté le Front populaire comme un enrichissement de la tactique prolétarienne. Il semble même que les premiers contacts qui devaient aboutir l'année suivante à la conclusion du pacte de Front populaire entre partis allemands avaient été pris presque aussitôt après le VII^e congrès de l'I.C. Aussi l'acharnement mis par Trotsky à combattre les « sapistes » s'explique facilement : se présentant comme des éléments « révolutionnaires », mais défendant pratiquement la politique stalinienne, les sapistes étaient d'autant plus dangereux qu'ils apportaient une caution révolutionnaire au Front populaire et jouaient un rôle d'écran non négligeable.

Restait à définir les formes d'une campagne indépendante. Depuis les émeutes des ports Trotsky estime que la question de la grève générale est à nouveau à l'ordre du jour en France. Le 15 septembre, dans une lettre à Rous, il critique le fait « que la question de la grève générale ne soit pas mise au clair dans les thèses [de Naville] comme dans toute la propagande de la Ligue ». Étant donné le déséquilibre politique du pays, la grève générale lui semble désormais inévitable comme étape du mouvement révolutionnaire. Encore faut-il définir les moyens de la préparer. Le 7 septembre, il précise sa pensée. Le mot d'ordre « Chasser les radicaux » lui paraît toujours approprié, mais il faut indiquer les moyens de les chasser. Or ces moyens, selon lui, existent :

« Ces moyens sont indiqués par le VII^e congrès du Comintern. La résolution concernant le fascisme préconise la construction partout où il est possible de larges organismes électifs des masses populaires. Regardez le 2^e chapitre paragraphe 3 de la résolution Dimitrov. Il y est question des organes de classe sans parti du Front unique créés par des élections. J'attire de toutes mes forces votre attention sur ce paragraphe. Nous devons nous en emparer. Ce qui a été pour nous pendant une certaine période le mot d'ordre "Front unique", "Alliance ouvrière", le même rôle doit être joué maintenant par le mot d'ordre de la création d'organismes représentatifs des masses du

26. Lettre de Trotsky à Jean Rous, 16 octobre 1935, 9948, avec la permission de la Houghton Library.

Front unique (en perspective des soviets). Nous devons déclarer ouvertement : "Nous ne sommes pas d'accord avec le contenu de la résolution Dimitrov parce qu'elle préconise la collaboration de classe, mais dans cette motion il y a un paragraphe qui est tout à fait juste, progressiste et extrêmement important."

Nous devons propager ce mot d'ordre aussi parmi les staliniens avec la motion Dimitrov en main. Il est tout à fait clair que la constitution d'organismes électifs signifie l'élimination totale ou presque des radicaux ou même des socialistes de droite. Partout où la masse serait prête à créer un organisme *ad hoc*, elle assurera la prépondérance des éléments révolutionnaires. Ce pourquoi le mot d'ordre "négatif" "Chassez les radicaux" doit être complété par le mot d'ordre "constructif" "Créez la base honnête et efficace du Front unique". (Il faut encore trouver la formule concrète claire). Tous nos propagandistes, tous nos jeunes doivent lancer le mot d'ordre de toutes leurs forces. Une campagne pareille promet plus que la campagne en faveur de la milice ouvrière, en même temps, la première prépare le terrain pour la seconde. »²⁷

Durant tout l'automne Trotsky revient sur cette idée : préparer la grève générale en constituant des comités d'action comme transition vers les soviets en prenant appui sur la résolution Dimitrov. Il explique que pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient, sans hésiter, constitué de tels organismes si on les avaient appelés à le faire. Il en est de même lors des émeutes dans les casernes sur le rabiote où, avec une politique plus offensive, on aurait pu facilement, lancer avec succès le mot d'ordre d'« élection de délégués par compagnie ». »²⁸

C'est dans la constitution de tels organismes représentatifs des masses en lutte que réside pour Trotsky la clef de la situation et la possibilité pour le groupe trotskyste de faire un pas décisif dans la conquête des masses.

« Il faut trouver des formules claires et nettes, tout à fait compréhensibles pour la masse et pas dirigées ouvertement contre les organisations traditionnelles. On répète qu'entre le fascisme et nous c'est une course de vitesse, mais il faut bien analyser le contenu de cette formule du point de vue révolutionnaire. Saurons-nous donner aux masses une armature révolutionnaire avant que le fascisme ne les écrase ? Ce serait absurde de croire que nous aurons suffisamment de temps pour créer un parti omnipotent qui pourrait éliminer toutes les autres organisations avant les conflits décisifs

27. Lettre de Trotsky à Jean Rous, 17 septembre 1935, 9947, avec la permission de la Houghton Library.

28. Lettre de Trotsky à Jean Rous, 13 novembre 1935, 9950, avec la permission de la Houghton Library.

avec le fascisme ou avant le déclenchement de la guerre. Mais il est tout à fait possible dans un bref délai – les événements aidant – de gagner de larges masses non pour notre programme, non pour la IV^e Internationale mais pour ces comités d'action. Mais une fois créés, ces comités d'action deviendraient un tremplin magnifique pour un parti révolutionnaire. Dans un comité d'action, Pivert par exemple serait forcé de tenir un langage tout à fait différent du bégaiement de la Gauche révolutionnaire. L'autorité et l'influence des éléments courageux, décidés et clairvoyants seraient tout de suite décuplés. Il ne s'agit pas ici de l'une des questions. Il s'agit de la question de vie ou de mort. »²⁹

Sur la question des comités d'action comme précédemment sur celle des radicaux et de la sortie du parti socialiste Trotsky à beaucoup de mal à se faire comprendre. Le 13 novembre, il précise à l'adresse de ses camarades qui ont écrit dans leur motion pour le congrès fédéral de la Seine en faveur de « comités dirigés par les masses » que cette formulation est fautive parce que, précisément, les comités d'action sont nécessaires *pour* diriger les masses et reproche à la motion de ne pas indiquer que ces comités doivent émaner de la masse en lutte et que les délégués doivent être « responsables et révocables ». »³⁰

L'organisation trotskyste française se montre incapable de s'engager dans la voie préconisée par Trotsky. Dans les jours même où il rédige son célèbre article « Pas le Front populaire, les comités d'actions », la crise qui couvait depuis des mois dans le G.B.L. éclate et conduit à la scission. La montée des masses risque maintenant de se produire alors que les partisans du nouveau parti s'entredéchirent. Lorsque, à la fin du mois de mai 1936, la France, sur laquelle Trotsky a les yeux fixés, parce que c'est là que se trouve la possibilité d'un renversement du rapport des forces en Europe, entre dans la grève générale, les trotskystes sont hors du coup. De plus, Trotsky manque désormais de véritables interlocuteurs et on ne peut qu'être frappé par la rareté de la correspondance à partir de juin 1936.

La première vague de grève a pris les trotskystes à l'improviste. Trotsky tente de les armer pour les prochaines étapes. Il précise d'abord la perspective la plus probable, le déroulement, en France de « journées de juillet » :

« Il n'est pas difficile de déterminer dès maintenant ce que sera sa nature. Dans toutes les périodes révolutionnaires de l'histoire, on

29. Lettre de Trotsky à Jean Rous, novembre 1935, 9252, avec la permission de la Houghton Library.

30. Lettre de Trotsky à Jean Rous, 13 novembre 1935, 9950, avec la permission de la Houghton Library.

trouve deux étapes successives, étroitement liées l'une à l'autre : d'abord un mouvement « spontané » des masses, qui prend l'adversaire à l'improviste et lui arrache de sérieuses concessions ou au moins des promesses ; après quoi, la classe dominante sentant menacées les bases de sa domination prépare sa revanche. Les chefs traditionnels de « gauche » pris à l'improviste par le mouvement tout comme leurs adversaires espèrent sauver la situation par leur éloquence conciliatrice et perdent en fin de compte leur influence. Les masses entrent dans la nouvelle étape de la lutte presque sans direction, sans programme clair et sans idée des difficultés immédiates. Ainsi le conflit qui monte inévitablement à partir de la première demi-victoire des masses se termine souvent par leur défaite ou leur semi-défaite. On ne saurait, dans l'histoire des révolutions, trouver à cette règle aucune exception. La différence pourtant – et elle n'est pas mince – réside dans le fait que la défaite a quelquefois revêtu le caractère d'un *écrasement* : telles furent par exemple les journées de juin 1848, en France, qui marquèrent la fin de la révolution ; alors que dans d'autres cas, la demi-défaite constitua simplement *une étape vers la victoire* : c'est par exemple le rôle que joua, en juillet 1917, la défaite des ouvriers et des soldats de Pétersbourg. La défaite de juillet accéléra en fait la montée des bolcheviks, qui non seulement avaient su apprécier correctement la situation, sans illusions et sans fards, mais ne s'étaient pas non plus détachés des masses au cours des journées les plus difficiles de la défaite, au milieu des victimes et sous la persécution [...] Alternative, journées de juin 1848 ou journées de juillet 1917 ? Autrement dit : écrasement pour de longues années, avec le triomphe inévitable de la réaction fasciste, ou bien une simple leçon de stratégie dont la classe ouvrière sortira incomparablement mûrie, et après laquelle elle renouvellera sa direction et pourra préparer les conditions de sa victoire future. »³¹

C'est évidemment pour cette dernière solution que Trotsky combat en donnant à ses camarades une dernière leçon de stratégie et de tactique qui prend la forme de la rédaction d'un véritable plan de travail destiné à les préparer à la seconde étape. Tout d'abord il considère que les trotskystes n'ont aucun intérêt à accélérer ou à provoquer artificiellement le conflit. La prochaine grève sera en effet vraisemblablement dirigée non contre le gouvernement Blum mais contre les « ennemis de ce gouvernement », les 200 familles, les radicaux, le Sénat, la haute bureaucratie et l'État-major. Dans ces conditions, tout l'art de la stratégie consiste à ne pas mettre Léon Blum sur le même plan que de Wendel ou

31. Trotsky, « Devant la seconde étape », 9 juillet 1936, *Œuvres*, 10, p. 118.

de la Rocque : « Nous accusons Blum de ne pas comprendre la formidable résistance des de Wendel ». Il ne s'agit pas de donner à « la seconde grève générale » l'objectif de renverser le gouvernement de Front populaire mais « de briser les obstacles devant lui ».³²

Pas plus qu'en juillet 1935, les formules employées par Trotsky ne sont véritablement assimilées par les trotskystes français. Le 19 juillet, Trotsky critique vivement le journal des Jeunes, *Révolution* qui a « titré » : « Sous la protection vigilante des travailleurs français, le gouvernement de Front populaire français pourra réaliser son programme ». Trotsky souligne que cette formule est doublement fautive, parce que le programme de Front populaire est irréalisable dans la mesure où il présuppose la prospérité en régime capitaliste, et que, d'autre part, la tâche des trotskystes n'est pas la « protection » d'un gouvernement de coalition entre la bourgeoisie et le prolétariat :

« Nous avons avec le Front populaire des ennemis communs. C'est pourquoi nous sommes prêts à les combattre parallèlement aux groupes réguliers du gouvernement de Front populaire, sans prendre sur nous la moindre responsabilité pour ce gouvernement, ni nous ériger en « protecteur » de Léon Blum. Nous considérons ce gouvernement comme un moindre mal en comparaison de celui de la Rocque. Mais, en combattant le pire, on ne se protège pas du moindre mal. Nous ne devons pas cacher aux masses que ce programme n'est pas réalisable dans le cadre du capitalisme. Et, de l'autre côté, que les parties réalisables de ce programme seraient toujours sabotées par les radicaux. Quand nous disons que le moment n'est pas encore venu de combattre le gouvernement Blum, nous ne voulons pas dire par là qu'il faille le protéger, mais seulement qu'il faut l'attaquer sur ses flancs. Son flanc, ce sont les radicaux. Il faut nuancer, personnifier notre critique du gouvernement en réservant nos coups les plus terribles aux ministres radicaux et en expliquant aux ouvriers socialistes et communistes que ce sont les Daladier, Delbos et Rucart qui sabotent et qui ne peuvent pas ne pas saboter tout ce qui est progressiste dans le programme du gouvernement. Le service de deux ans reste. Les officiers réactionnaires gardent leurs places L'organe de Léon Blum, *Le Populaire* continue d'être interdit dans les casernes. Qui est responsable ? Daladier, le vieil agent de l'impérialisme français. Les radicaux sont la ligne de moindre résistance pour la critique révolutionnaire. En concentrant le feu sur les ministres radicaux – avec des exemples tout à fait concrets – vous trouverez facilement l'oreille des ouvriers socialistes et communistes. Vous pouvez

32. Lettre de Trotsky au B.P. du P.O.I., 21 juin 1936, *Œuvres* 10, p. 213.

ajouter avec raison : « malheureusement les chefs communistes soutiennent les radicaux contre les chefs socialistes. En tout cas le mot d'ordre ne peut être « A bas le gouvernement Blum », mais, « Il faut chasser les bourgeois radicaux du gouvernement Blum ». Voilà la nuance. Elle est extrêmement importante pour la période et elle ne signifie nullement la « protection » du gouvernement de Léon Blum.³³ »

A ce diagnostic général, Trotsky ajoute des propositions tout à fait concrètes. Il reprend l'idée qu'il avait déjà avancée avant la grève de juin 1936 : la condition « préalable » pour préparer la seconde étape, la grève contre « les ennemis du Front populaire » est l'existence de comités d'usine et de soviets, c'est-à-dire d'une organisation propre à diriger les masses en lutte. Le 11 juillet, entendant à la radio des informations sur la mise en chantier par le ministre de l'intérieur socialiste de mesures contre les grévistes « sur le tas », il écrit d'urgence en France pour expliquer que le devoir des révolutionnaires est d'orienter ces conflits vers une solution « politique » et non « physique », « c'est-à-dire une solution aussi peu physique que possible »³⁴. Prenant l'exemple des ouvriers de l'entreprise lilloise Delespaul Havez qui avaient décidé de poursuivre eux-mêmes l'activité de l'entreprise et risquaient d'être expulsés par la police il indique comment procéder dans un tel conflit, sans issue sur le terrain de l'entreprise. Il suggère que les ouvriers de Delespaul Havez adressent un manifeste à tous les ouvriers de France expliquant qu'il est possible de faire tourner les usines sans les capitalistes à la condition que les banques et les industries clés soient entre les mains du peuple.

Ce manifeste, complété par quelques citations des programmes des partis socialiste et communiste et dont la conclusion devrait aller dans le sens de la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, ne devrait pas nécessairement critiquer le gouvernement mais lui adresser des « propositions positives » au nom d'une usine qui est en train de faire une grande expérience. Bien entendu, un tel manifeste n'éviterait pas forcément l'expulsion par la police – avec laquelle il faut prendre soin d'éviter la bataille frontale – mais permettrait de poursuivre la lutte politique par la constitution de délégations de l'entreprise allant plaider leur cause devant les syndicats et les partis ouvriers et devant les trotskystes qui pourraient se saisir d'un tel fait comme d'un levier pour une campagne nationale.

La plupart de ces conseils resteront en grande partie lettre morte. C'est dans la défaite que l'analyse de Trotsky sera en définitive vérifiée,

33. Lettre de Trotsky au B.P. du P.O.I., 19 juillet 1936, *Œuvres*, 10, p. 271.

34. Trotsky, « Les difficultés de la section française », 11 juillet 1936, *Œuvres* 10, p. 222.

une défaite qui était à ses yeux inévitable dans l'hypothèse où les trotskystes ne parviendraient pas à jouer un rôle décisif. En juillet 1936, quand Trotsky cherche à éviter une telle issue, aux frontières mêmes de la France, la tragique démonstration était déjà faite pratiquement. Le gouvernement de Front populaire espagnol, porté au pouvoir par les élections de février, n'avait pu ni voulu engager la lutte contre les préparatifs du soulèvement du général Franco et s'était porté garant de la loyauté d'une armée qui préparait la contre-révolution. Le vote, par la chambre élue en 1936, des pleins pouvoirs au maréchal Pétain mettra un point final aux « journées de juillet » françaises. Le Front populaire avait accompli son œuvre. Il avait déçu et démoralisé la classe ouvrière. La radicalisation prolongée de la classe ouvrière française avait finalement échoué. Il n'est pas dans notre propos d'expliquer ici pourquoi les trotskystes français n'ont pu, en dépit de l'aide de Trotsky, ouvrir à cette révolution française une issue victorieuse. Les citations, parfois longues des lettres de Trotsky, ont au moins le mérite de préciser que si les trotskystes n'ont pu, en définitive, se hisser à la hauteur des tâches qu'exigeait pourtant la situation, ce n'est pas parce que l'analyse était défailante. Presque cinquante ans après que ces lignes aient été écrites elles gardent toute leur fraîcheur... et leur utilité. Elles témoignent de surcroît de ce que tout lecteur honnête savait déjà, que Trotsky n'était pas seulement un étincelant commentateur mais d'abord un dirigeant révolutionnaire dont l'intelligence – et elle était grande – était tout entière tendue vers la formation de cadres révolutionnaires capables de conduire la classe ouvrière à la victoire.

Michel DREYFUS

Des femmes trotskystes et pacifistes sous le Front populaire

Dans cet article, nous abordons une question qui ne semble pas jusqu'à maintenant avoir plus intéressé les historiens que les militantes des mouvements féministes, si prolifiques ces dernières années. Nous y décrivons les luttes politiques menées par des militantes se réclamant du trotskysme au sein d'une organisation féministe de masse, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (L.I.F.P.L.). Sous la pression de certaines dirigeantes de la L.I.F.P.L. – proches du Parti communiste – ces militantes ainsi que d'autres qui défendaient des positions « pacifistes intégrales » furent finalement exclues. C'est en classant à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine les archives de Gabrielle Duchene qui fut secrétaire de cette organisation que nous avons trouvé bien des documents inédits qui montrent qu'à l'époque du Front populaire et des procès de Moscou aucun groupement n'échappa à la lutte contre le « trotskysme ».

La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté est créée au lendemain de la Première guerre mondiale, en 1919, au congrès de Zurich, par des femmes de divers pays (États-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Autriche, Tchécoslovaquie, etc.). En France, la section française de la L.I.F.P.L. s'organise autour du petit noyau de militantes qui avaient su défendre pacifisme et internationalisme dès les années 1914/15 comme Marguerite Thevenet, Madeleine Rolland, Marthe Bigot, Jeanne Alexandre, Gabrielle Duchene et qui dans leur majorité accueillirent la Révolution russe avec sympathie.

L'histoire de la section française de la L.I.F.P.L. devint bientôt inséparable de celle de Gabrielle Duchene qui en fut la secrétaire générale durant tout l'entre-deux guerres. D'abord influencée par le pacifisme et le wilsonisme, elle se rapproche progressivement de la Révolution russe et du communisme. En 1927 elle est invitée en Union soviétique aux fêtes commémoratives du 10^e anniversaire de la Révolution d'Octobre et participe peu après à la création de l'Association des amitiés franco-

soviétiques ; dès lors elle devient un « compagnon de route » particulièrement actif du parti communiste. Elle est présente au congrès de fondation de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale tenu à Bruxelles en février 1927 et fait encore partie du Comité exécutif de cette organisation en 1929. Elle participe également en août 1932 au congrès d'Amsterdam à l'issue duquel est créé le Comité de lutte contre la guerre impérialiste devenu ensuite Comité de lutte contre la guerre et le fascisme dont elle est l'une des quatre secrétaires aux côtés de militantes comme Bernadette Cattaneo et Maria Rabaté. Divers articles publiés par elle dans *S.O.S.*, bulletin de la section française de la L.I.F.P.L. de 1929 à 1934 ne laissent aucun doute sur son orientation.

Le tournant entrepris par l'Internationale communiste vers ce qui allait devenir la politique des Fronts populaires, est suivi sans problèmes par Gabrielle Duchene. Mais il ne pouvait rester sans conséquences dans une organisation qui s'affirmait pacifiste. Le ralliement de la L.I.F.P.L. à la politique de Front populaire avec toutes les conséquences qui en découlent provoque une grave crise en son sein, réglée de façon fort peu démocratique par sa secrétaire générale.

Dès juillet 1935, lors de la conférence nationale annuelle de la L.I.F.P.L., le groupe de Lyon avait

« ... formulé des critiques sur le rapport présenté par G. Duchene, notamment en ce qui concerne les deux points suivants : attitude à l'égard de l'hitlérisme, Pacte franco-soviétique ».¹

Cette opposition fut réaffirmée plus nettement lors d'une assemblée générale du groupe qui se tint en octobre 1935 et qui fut décrite à Gabrielle Duchene par une adhérente politiquement proche d'elle, dans les termes suivants :

« ... A l'A.G. d'octobre où Mlle Maréchal était présente, une fraction de la Ligue a pris la décision de lui donner une autre orientation et l'opposition n'ayant pas été la majorité (*sic*) par suite de trop nombreuses absences, cette motion a eu gain de cause avec l'approbation de certains membres de Front social non adhérents à la Ligue... Mais il y a eu de nouvelles nominations aux différents postes et ces personnes se trouvent d'appartenir presque toutes au groupe trotskyste ou à Front social... »²

La secrétaire du groupe de Lyon, Berthe Joly, était effectivement

1. « Le conflit entre le groupe de Lyon et le comité exécutif de la L.I.F.P.L. », *Rassemblement des femmes pour la paix et la liberté*, journal du groupe lyonnais de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, 1^{re} année, n° 5, novembre 1936. Ce document ainsi que tous les autres documents inédits que nous citons dans cet article proviennent des archives de Gabrielle Duchene.

2. Lettre du 18 janvier 1936, signature illisible.

une militante trotskyste connue. Adhérente au parti communiste en 1922, elle en est exclue en 1928. A partir de 1930, elle est membre de la Ligue communiste et la principale animatrice du groupe de cette organisation à Lyon. En 1935 elle appartient au Groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O.

Sous son influence le groupe de Lyon avait pris une orientation bien précise. Un rapport d'activité de ce groupe pour l'année 1935-36 précise d'ailleurs qu'il n'a pas adhéré aux Comités de Front populaire et que certains de ses membres ont assisté à des réunions pour exposer chaque fois que cela leur a été possible

« les principes de la Ligue : contre toute Union sacrée, contre toute guerre, quel que soit le prétexte invoqué et pour la transformation de la société en un régime de libération des travailleurs ».³

Une assemblée générale extraordinaire du groupe de Lyon a lieu le 26 février 1936. Gabrielle Duchene, spécialement venue de Paris pour y assister, ne se contente pas d'une présence passive : tirant argument du fait que les divergences politiques ne font que grandir entre le groupe de Lyon et la direction nationale de la L.I.F.P.L., elle profère des menaces d'exclusion contre le bureau du groupe de Lyon. Depuis sa fondation, jamais la Ligue n'avait eu à procéder à des exclusions. Il s'ensuit un échange de lettres au cours duquel le groupe de Lyon riposte :

« Et d'abord pour répondre à votre insinuation – à votre affirmation même – que le groupe de Lyon est une filiale du parti trotskyste, il tient à vous faire savoir que, lors de sa nomination par le bureau du secrétariat du groupe, notre camarade Joly, militante de la minorité trotskyste de la S.F.I.O. ne voulait pas accepter la fonction de secrétaire du groupe de Lyon par scrupule de ne pas porter atteinte – fût-ce en apparence – à l'indépendance de notre action. Ce n'est que sur les instances répétées des membres du bureau et après les interventions personnelles de plusieurs de nos militants que la camarade Joly a accepté.

... Dès son entrée en fonction d'ailleurs, le comité avait tout de suite mis à l'aise notre secrétaire, la déchargeant de ses craintes, en se déclarant prêt à répondre lui-même aux allégations mensongères, si elles se produisaient. Il est infiniment regrettable que ce soit vous, notre secrétaire générale qui en ayez pris l'initiative ».⁴

3. « Activité du groupe 1935-1936 », texte dactylographié.

4. « Lettre du groupe de Lyon de la L.I.F.P.L. à Gabrielle Duchene, secrétaire nationale », 18 mars 1936.

5. *Rassemblement des femmes pour la paix et la liberté*, journal du groupe lyonnais de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, 1^{re} année, n° 4, mars-avril 1936.

Peu après le groupe de Lyon publie un numéro de son journal dont le contenu fait exploser la crise.⁵ Le premier article « Guerre ou Révolution » est une analyse des conséquences de l'occupation de la Rhénanie par Hitler quelques semaines auparavant. Il insiste sur le fait que le danger grandissant de guerre s'explique fondamentalement par les rivalités inter-impérialistes et non pas par la seule politique de Hitler. Il appelle à la lutte contre la guerre par la destruction du capitalisme et la révolution prolétarienne. Un autre article s'attaque à la position du Parti communiste sur la loi de trois ans et dénonce « les partisans de l'impérialisme français » au sein de la L.I.F.P.L. Un autre article dénonce encore le « rôle des industriels de guerre » et se termine sur une citation d'Anatole France : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels ».

Le groupe donne également son adhésion à un Comité Thaelmann, récemment formé à Lyon, tout en faisant certaines réserves parmi lesquelles :

« Nous ne trouvons pas de terme assez fort pour qualifier l'acte d'un gouvernement prétendu prolétarien qui maintient dans les prisons de Sibérie des camarades qui ont le seul tort d'être restés les partisans d'un régime pour l'édification duquel beaucoup d'entre eux ont payé de leur personne lors de la Révolution d'octobre 1917 ».⁶

Le numéro contenait d'autres articles de même tonalité : la reproduction d'un article de Madeleine Vernet publié dans le journal pacifiste *La Patrie humaine*, une lettre de Madame Challaye se prononçant contre la nouvelle Union sacrée et protestant contre un message envoyé par la direction de la L.I.F.P.L. à la S.D.N. reproduit dans *Le Temps*, enfin un compte rendu de l'assemblée générale du groupe de Lyon du 26 février.

L'orientation politique du groupe de Lyon était donc parfaitement claire et en totale contradiction avec la politique de la secrétaire générale de la L.I.F.P.L. Gabrielle Duchene ne tarde pas à réagir : le 10 juin 1936, elle fait envoyer par l'exécutif de la L.I.F.P.L. une lettre au groupe de Lyon qui relève.

« des formules indiquant une hostilité très marquée au Front populaire que la section française a non seulement soutenu... mais a contribué à créer... »

Aussi l'exécutif se voit

« dans la pénible obligation de reconnaître l'incompatibilité de cette attitude avec la qualité de membre de la L.I.F.P.L. pour tous les membres du groupe lyonnais qui se solidariseront avec les

6. « A propos de la fondation à Lyon d'un Comité Thaelmann », *Rassemblement...*, op. cit.

membres du bureau lyonnais et de leur appliquer, ainsi qu'à ces derniers, l'article 7 des statuts ».⁷

L'exécutif laissait aux membres du groupe de Lyon la possibilité de se faire entendre lors de l'Assemblée nationale annuelle de la L.I.F.P.L. qui avait lieu... les 27-28 juin 1936, ce qui ne laissait évidemment que peu de temps aux militantes visées pour préparer leur défense.

Une partie importante de l'assemblée générale est effectivement consacrée à la discussion relative au groupe de Lyon dont l'exclusion n'est votée qu'à une faible majorité de 20 voix contre 15. Il est intéressant de voir comment est composée cette majorité : ainsi deux groupes, ceux du Havre et de Nîmes opposés aux exclusions, n'ayant pu envoyer de déléguées ne purent participer au vote. Au contraire une voix fut attribuée à un groupe de Roubaix encore pratiquement inexistant mais favorable à la direction de la L.I.F.P.L. Deux voix favorables à la majorité furent attribuées au groupe Drôme-Ardèche au sein duquel pourtant se répartissaient les deux tendances de façon égale. Neuf voix furent également attribuées au groupe de Paris qui, selon *Rassemblement...*, ne s'était pas réuni une seule fois en 1936.⁸ C'est avec de tels procédés que la direction de la L.I.F.P.L. se fabriqua une majorité.

Plusieurs groupes se solidariseront avec le groupe de Lyon comme en témoigne le compte rendu de l'assemblée générale publié dans *Rassemblement...*

« Les déléguées de Lyon déclarent qu'elles n'ont plus qu'à se retirer mais qu'elles n'acceptent pas les décisions de l'assemblée. Elles considèrent qu'elles ne sont responsables que devant les membres du groupe qui les ont déléguées. Elles quittent donc la salle ainsi que les déléguées de Rouen, Le Havre, Nîmes, Arles, La Rochelle, Mesdames Drevet, Alexandre, Vidalenc qui se retirent en signe de protestation ».⁹

Dès le 7 août 1936, Gabrielle Duchene cherche à jeter les bases d'un nouveau groupe à Lyon et propose à des militantes de la L.I.F.P.L. politiquement d'accord avec elle de tenir une réunion en octobre. Elle leur demande de

7. Selon l'article 7 des statuts rappelé dans la lettre : « La qualité de membre de l'Association se perd :

– par la démission
– par la radiation prononcée par motifs graves par le comité exécutif, le membre intéressé entendu ou appelé, sauf recours à l'Assemblée générale ».

8. « La conférence nationale des 27-28 juin 1936 », *Rassemblement...* 1^{re} année, n° 5, novembre 1936. Il était précisé que ce numéro « consacré à l'exposé des faits relatifs à la polémique entre le groupe de Lyon et le Comité exécutif national ne sera pas mis en vente. Il est réservé aux adhérentes de la Ligue et à nos abonnées ».

9. « La conférence nationale des 27-28 juin », op. cit.

« voir quelques personnes et les sonder en vue de découvrir les futurs membres du bureaux ». ¹⁰

Une nouvelle assemblée générale du groupe de Lyon se tient le 7 novembre 1936 ; elle est préparée par Gabrielle Duchene sous la forme d'un questionnaire envoyé à chaque adhérente à qui il est demandé si elle se trouve « en accord avec l'attitude politique de la L.I.F.P.L. ; si elle se solidarise avec Berthe Joly et si elle admet les formes employées par elle pour défendre sa politique ».

La réunion prend des aspects de bataille rangée entre deux groupes aux positions irréductibles. Trente-trois militantes se rangent derrière Berthe Joly et Thérèse Emery qui défend des positions « pacifistes intégrales ». Trois jours après, Gabrielle Duchene envoie à chacune d'entre elles une nouvelle lettre pour leur annoncer que leur attitude à la réunion du 7 novembre a été examinée à une réunion de l'exécutif national de la L.I.F.P.L. tenue le 9 novembre et que cette attitude.

« nous met dans l'obligation de vous appliquer l'article 7 des statuts. Cette décision a été prise à l'unanimité ».

Les « exclues » refusent pourtant de céder et, dans le cadre d'une commission d'enquête dont elles demandent la constitution, tentent de démontrer l'illégalité du « coup de force » réalisé par l'exécutif et sa secrétaire générale. Sous la direction de Betty Brunschwig avocat à la Cour de Paris une commission d'enquête composée de plusieurs militantes de la L.I.F.P.L. se réunit, et après examen du différent, en arrive à la conclusion que la décision du 10 juin 1936.

« avait été prise en violation des droits de la défense et de l'article 7 des statuts en ce que les intéressées n'ont pas été entendues ni appelées et que le recours à l'assemblée générale, également prévu dans l'article 7, n'avait pu se faire ».

Cette prise de position oblige le comité exécutif à se réunir à nouveau pour entendre les exclues... mais les exclusions sont maintenues. ¹¹

L'affaire du groupe de Lyon provoque une grave crise au sein de la L.I.F.P.L. : une résolution du groupe de Nîmes votée le 6 novembre 1937 signale que la minorité de la Ligue regroupe 424 membres contre 596 à la majorité. Le groupe de Rouen proteste contre les exclusions et demande la réintégration des exclues ; le groupe de La Rochelle fait état à la même

10. Dans cette même lettre G. Duchene ajoutait : « J'espère qu'il n'y a pas eu de nouvelle publication du journal car Mme Joly n'étant plus secrétaire du groupe, tout emploi des fonds restant aurait un caractère irrégulier ».

11. Détail significatif : la réunion était convoquée « salle de l'A.P.E.C.S. », 4, place du Panthéon. L'A.P.E.C.S. était l'Association pour l'étude de la civilisation soviétique qui avait succédé en 1935 au Cercle de la Russie Neuve, une sorte d'Association des amitiés franco-soviétiques...

époque de la « désaffection » générale dans laquelle il se trouve à la suite de cette affaire. Les groupes de Nîmes, Montpellier et Arles demandent également la réintégration des membres du groupe de Lyon

« dont les exclusions ont été maintenues malgré les conclusions de la commission juridique d'enquête ». ¹²

et décident de ne pas participer à la prochaine assemblée nationale annuelle de la Ligue.

L'exclusion de trente trois membres du groupe de Lyon – et non seulement de son bureau « trotskyste » – est donc ressentie comme un coup de force par près de la moitié des membres de la L.I.F.P.L. – coup de force sans précédent depuis la création de cette organisation. Signalons enfin que la minorité pacifiste de la L.I.F.P.L. sous la conduite de Jeanne Alexandre finit par quitter cette organisation au début de l'année 1939 pour se structurer de façon indépendante.

L'histoire du groupe de Lyon de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté est donc intéressante pour plusieurs raisons :

– tout d'abord elle témoigne d'une activité menée par des militantes se réclamant du trotskysme dans une organisation féministe de masse qui revendiquait dans son programme constitutif en 1919 « le droit de suffrage et d'éligibilité... aux mêmes conditions aux femmes qu'aux hommes, l'égalité des femmes et des hommes dans les corps législatifs et administratifs, en matière nationale et internationale » et enfin « l'égalité sociale et économique entre mari et femme » ainsi que « A travail égal, salaire égal ». Nous ne présentons ici que quelques éléments de ce programme mais il est certain que l'histoire plus complète du féminisme politique, de la L.I.F.P.L. et d'autres organisations féministes durant l'entre-d'eux guerres, reste à écrire. Rappelons ici que Trotsky, bien qu'il ne se soit pas souvent exprimé sur la question d'un travail révolutionnaire en direction des femmes, en soulignait néanmoins l'importance en 1935. ¹³

– d'autre part la liquidation d'une « minorité » – soutenue par près de la moitié des effectifs globaux de la L.I.F.P.L. – doit être mise en relation avec la chasse systématique aux trotskystes menée par le Parti communiste et ses compagnons de route au milieu des années 1930.

13. Cf. « Remarques sur le programme d'action de l'Action socialiste révolutionnaire », 23 août 1935 : « Je remarque avec étonnement que vous ne dites rien sur les femmes (salaires, travail de nuit, congé pour les accouchées, etc.). Une tendance véritablement révolutionnaire qui veut assurer son avenir ne doit jamais négliger les questions des jeunes ni celles des femmes ni celles des peuples opprimés (rien sur les colonies dans votre programme), *Œuvres*, 6, juin-septembre 1935, p. 156.

12. Résolutions du groupe de Nîmes ; lettre des groupes de Rouen (11 novembre 1937), La Rochelle (novembre 1937), Montpellier (10 novembre 1937), Arles (8 novembre 1937).

1936, année du Front populaire est aussi celle du début des grands procès de Moscou. Les lecteurs des *Cahiers* savent que cette liquidation des oppositionnels ne se fit pas qu'en Union soviétique.¹⁴ Il est significatif de constater qu'aucun groupement ne fut épargné. La chasse aux oppositionnels – parmi lesquels les trotskystes étaient les premiers visés – se fit également dans une organisation de masse comme la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté. Et ceci sans le moindre ménagement comme le montrent les documents que nous avons cités. Gabrielle Duchene n'hésita pas à provoquer le départ de près de la moitié de l'organisation qu'elle dirigeait plutôt que de courir le risque de voir s'y structurer une opposition.

– Est-ce à dire que l'opposition était, dans son ensemble trotskyste ou inspirée par lui ? Il convient ici de nuancer et de situer les événements dans leur contexte. La L.I.F.P.L. avait rassemblé des pacifistes depuis le début des années vingt et les positions qu'elle avait prise n'entraient pas alors en contradiction avec celles que défendait le Parti communiste – particulièrement en ce qui concerne la dénonciation de « préparatifs de guerre » contre l'Union soviétique.

Mais avec le tournant « antifasciste » réalisé par Staline à partir des années 1934/35 ce pacifisme fut contraint à des révisions déchirantes – révisions auxquelles se refusèrent les pacifistes restées fidèles à leur idéal. Elles entrèrent donc en conflit avec la politique nouvelle menée au sein de la L.I.F.P.L. par Gabrielle Duchene. Cette opposition qui se manifesta avec le plus d'acuité à Lyon fut de fait une conjonction de deux tendances politiques distinctes : l'une trotskyste, représentée par Berthe Joly – comme le montrent sans discussion possible les documents que nous citons ; l'autre pacifiste, de ce courant « pacifiste intégral » défendu depuis 1932. Les noms de Madame Challaye, femme de Félicien Challaye principal inspirateur du « pacifisme intégral », de Thérèse Emery, Jeanne Alexandre ne laissent aucun doute à ce sujet.

Rappelons ici que l'on retrouve dans le parrainage du Comité pour l'enquête sur le procès de Moscou les noms de Félicien Challaye, Léon Emery, Michel Alexandre – et ceci exactement à la même époque que l'affaire du groupe de Lyon. A l'occasion de cette crise se constitue au sein de la L.I.F.P.L. une alliance analogue entre deux minorités d'extrême gauche – trotskyste et pacifiste.

En décrivant l'affaire du groupe de Lyon au sein de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, nous avons voulu attirer l'attention sur un point peu connu d'une histoire qui reste à écrire et ouvrir la voie à de nouvelles recherches.

14. Cf. *Cahiers Léon Trotsky*, n° 3 spécial sur « Les Procès de Moscou dans le monde ».

Pierre BROUÉ

La « réconciliation » avec Raymond Molinier

La publication des volumes 7 et 8 des *Œuvres* a permis de mesurer l'âpreté du conflit survenu en 1935 entre Trotsky et l'organisation internationale d'une part, R. Molinier, P. Frank et leur fraction de l'autre. Les volumes suivants démontreront à nouveau la violence d'une lutte fractionnelle qui s'étendit même au domaine de la vie personnelle de la vie des intéressés. En tout cas, Molinier, Frank et leurs camarades furent tenus à l'écart de la fondation de la IV^e Internationale en septembre 1938.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale pourtant, les militants « moliniéristes » reparaissent au premier plan dans l'organisation officielle, et Pierre Frank lui-même au secrétariat international et à la direction de la section française, le P.C.I.

Grâce à des documents découverts à Londres dans les archives de Betty Hamilton¹, les *Cahiers Léon Trotsky* présentent ici le dossier de la « réconciliation » entre les deux fractions jusqu'alors ennemies : une réconciliation qui, en 1940-1941, n'est encore que de principe et pas encore formalisée, mais pour laquelle les premiers pas ont été incontestablement franchis du vivant de Trotsky.

Les lettres qui suivent – et dont seule la seconde avait déjà été publiée – ont été échangées du Mexique et des États-Unis avec la Grande-Bretagne en guerre, ce qui explique le déguisement familial sous lequel sont présentés les problèmes politiques et d'organisation. Trotsky est l'« oncle », Pierre Frank et Raymond Molinier sont tantôt « Pierrette » et « Raymonde » et tantôt « les cousins », la IV^e Internationale est « la

1. Betty HAMILTON (née en 1904) était née Berthe DUTOIT en Suisse. Infirmière, étudiante, danseuse, elle avait milité en Suisse pour la défense de la révolution russe, puis adhéré au P.C. en France en 1927. Fixée en Grande-Bretagne en 1929, elle avait milité dans le Labour Party et pris contact en 1935 avec les trotskystes. Depuis 1938, elle faisait partie de la Workers International League qui n'avait pas pris part à l'« unification » des groupes britanniques et n'avait pas été représentée au congrès de fondation de la IV^e Internationale, comme le P.C.I. de Molinier et Frank auquel elle était liée. Betty Hamilton avait reçu Molinier et Frank à Londres.

famille » et sa direction, le secrétariat international, « le père » et, plus tard, « le professeur Séi de New York ». Nous n'avons ajouté à ces indications que les notes strictement nécessaires.

P.B.

I

LETTRE DE P. FRANK ET R. MOLINIER A TROTSKY²

(25 mai 1940)

Cher Oncle,

Nous voulons tout d'abord vous témoigner notre solidarité à la dernière opération que vous avez eu à subir³.

Dans cette situation pleine de périls, nous croyons précisément qu'il serait utile de surmonter les rapports tendus par plusieurs années d'une dure querelle familiale.

Chacun de nous a tiré les leçons de la période passée et probablement ces leçons ne sont pas encore les mêmes pour tous, mais rien ne démontre encore qu'il soit impossible qu'elles le deviennent. En effet, à la lueur tragique des événements et des épreuves actuelles, bien des appréciations qui ont contribué à rendre nécessaire notre rupture subissent et subiront une révision sérieuse.

Vous savez que notre famille participe de toutes ses forces à la lutte contre les barbares. La maison d'édition familiale continue ses éditions et publie aussi les œuvres de L. Notre famille est durement éprouvée par la guerre, mais elle se trempe et nous ne cessons d'être en contact avec nos chers combattants – et notre intention est de rester avec eux⁴. Nous n'avons plus de nouvelles depuis quelques jours de nos parents de Belgique et de Hollande⁵.

2. Archives Betty Hamilton, Londres. Original en français. Une copie de cette lettre se trouve dans la bibliothèque du Collège de Harvard, sous le numéro 1236.

3. Allusion vraisemblable à l'attentat du 24 mai 1940 contre Trotsky, dont on ignorait encore qu'il avait été dirigé par le peintre stalinien David Alfaro Siqueiros.

4. Raymond Molinier effectua pendant cette période plusieurs voyages clandestins.

5. L'organisation de Molinier avait des liens avec le groupe belge de Georges Vereeken et l'organisation hollandaise de Sneevliet.

Ne serait-il pas possible de renouer nos relations familiales en tenant compte des susceptibilités de nos parents respectifs ? Toutefois notre lettre doit rester confidentielle. Étant donné les circonstances présentes, nous ne voyons qu'inconvénient pour l'avenir à ce que les divers clans familiaux s'en emparent.

Croyez à notre affection.

II

LETTRE DE TROTSKY A FRANK ET MOLINIER⁶

(1^{er} juillet 1940)

Chers Neveux,

J'ai reçu en son temps votre lettre du 25 mai mais je n'ai pas compris l'objectif pratique du message que vous m'adressez. On pourrait comprendre que vous désirez vous réconcilier avec votre père et toute la famille. Bien entendu, je serais heureux si tel était le cas de servir d'intermédiaire. Mais vous devez comprendre qu'après mes tentatives antérieures, lesquelles ont échoué si lamentablement, par votre faute, je suis dix fois plus prudent qu'auparavant. Malheureusement, votre lettre ne dissipe pas mes doutes. Vous dites que chacun a tiré les leçons des expériences, que ces expériences ne sont peut-être pas les mêmes pour tous mais que rien ne peut empêcher que tous en viennent aux mêmes conclusions à l'avenir. C'est extrêmement vague. La famille de votre père a ses traditions, ses règles de conduite, et elle est fière de ces traditions et de ces règles. Je ne crois pas que votre père soit disposé à changer ses conceptions et ses méthodes comme prix de la réconciliation avec vous. Tout membre de la famille a le droit de proposer d'exposer ses idées et de les défendre. Vos parents sont assez tolérants, mais si vous voulez vivre et agir avec la famille, vous devez être loyaux à son égard, particulièrement à présent, dans les temps tragiques que nous vivons. Si vous avez tiré du passé *cette* conclusion, sérieusement et définitivement, alors une réconciliation sincère ne présenterait aucune difficulté et je serais heureux d'entrer en conversations directes là-dessus avec votre père, mais à ces

6. Archives Betty Hamilton. Traduite de l'américain. Une copie de cette lettre se trouve dans la bibliothèque du collège de Harvard sous le numéro 9262.

conditions seulement. J'espère que vous comprendrez qu'en agissant ainsi, je suis guidé exclusivement par vos intérêts et ceux de notre famille tout entière.

Avec mes meilleurs souhaits, votre oncle Léon.

III

LETTRE DE SAM GORDON, DU S.I. A MOLINIER ET FRANK⁷

(20 juillet 1940)

Chère cousine,

Nous avons reçu les lettres⁸ de Pierrette et Raymonde et avons bien entendu transmis leurs demandes à l'oncle. Bien sûr nous aimerions faire tout notre possible pour les aider dans cette situation difficile. Peut-être pourrait-on ici obtenir les attestations d'amis aisés qui pourraient faciliter l'obtention de visas. Mais, pour pouvoir commencer à demander à des amis semblable faveur, il nous faut les faits nécessaires⁹ et toute information qui pourrait être susceptible d'émouvoir des cœurs de pierre. Pouvez-vous nous fournir de telles informations ?

L'Oncle vous a écrit avec un certain retard, et sa lettre maintenant doit vous être parvenue. Bien entendu nous sommes de tout cœur d'accord avec le conseil très bien réfléchi qu'il vous donne.

Nous espérons sincèrement pouvoir vous aider si l'occasion s'en présente.

Vôtre

7. Archives Betty Hamilton. Traduite de l'américain. Sam GORDON, dit J.B. STUART (né en 1910), était membre du secrétariat international à New York depuis l'installation de ce dernier à New York en septembre 1939.

8. Une autre lettre avait demandé l'intervention de Trotsky pour l'obtention de visas mexicains. Au sujet de la demande de visas, Trotsky écrivait le 27 juillet 1940 à la compagne de Cannon, Rose Karsner, à propos de Molinier et Frank qu'il appelle par erreur Molinier-Naville : « Quand j'ai reçu une lettre de Molinier-Naville, de Londres, en présence de Jim (Cannon), je lui ai dit qu'ils allaient me demander un visa. Jim pensait que j'étais trop "sceptique". Il y a dix jours environ, j'ai reçu d'eux un câble me demandant un visa... vous voyez ! » (Lettre à R. Karsner, 8625, avec la permission de la Houghton Library).

IV

LETTRE DE FRANK ET MOLINIER A TROTSKY⁹

(5 août 1940)

Cher Oncle,

Nous avons bien reçu votre lettre du 1^{er} juillet. Nous vous confirmons que, la situation étant si tragique et comportant de tels transferts de valeur, il nous a semblé et nous semble impérieux de souder les efforts familiaux pour faire face aux événements que la lettre du Professeur Séi à New York a clairement définis à la fin du mois de mai¹⁰.

Dans cette perspective, nous acceptons les droits et les devoirs qui sont définis dans votre lettre du 1^{er} juillet, et ce sans réserve, donc sans équivoque. La forme pratique de notre réconciliation dépend de votre famille et nous ne doutons pas de l'effet de vos conseils sur elle.

Nous emploierons nos forces à faire comprendre toutes ces choses aux nôtres. Raymonde a d'ailleurs lors d'un séjour à Paris entretenu les aînés des nécessités qui précèdent et nous, nous avons eu depuis leur mandat régulier pour vous écrire, ce qui fut fait. Les difficultés des nôtres en France sont énormes. Les nouvelles se raréfient. Nous vous envoyons nos correspondances régulières¹¹. Les recevez-vous ?

Nous pensons que vous êtes en relations avec votre neveu Van¹². Nous vous serions obligés de lui dire au plus tôt que son petit Jeannot est réfugié en France non-occupée aux soins de Vera qui, en plus de lui et de sa propre fille Zaza, a évacué de Paris deux autres enfants¹³. Elle se trouve sans moyens avec ses quatre enfants et d'ici, tout envoi d'argent est interdit. Si Van pouvait envoyer quelques fonds, qu'il le fasse à l'adresse (...) et qu'il demande de lui en accuser réception.

Nous vous avons câblé pour des visas, car nous supposons qu'il vous serait peut-être possible d'en faire obtenir. Nous n'avons pas reçu de

9. Archives Betty Hamilton. Original en français.

10. Il s'agit du « Manifeste » adopté par la conférence dite d'« alarme » convoquée à New York fin mai 1940 par le S.I.

11. La *Correspondance internationale* parut à Bruxelles, puis à Londres.

12. Jean VAN HEIJENOORT (né en 1912) avait été secrétaire de Trotsky de 1932 à 1934, quelque temps en 1935 et de 1937 à 1939. Depuis, il s'était fixé aux États-Unis.

13. « Jeannot » était le fils de Jean van Heijenoort et Gabrielle Brausch. Vera Lanis était la compagne de Raymond Molinier.

réponse, aussi pensons-nous que ce câble ne vous est pas parvenu¹⁴. Il est maintenant peu probable de pouvoir faire un voyage quelconque. Nous resterons donc, continuant notre besogne, Pierre étant en relations avec les bizarres tronçons de notre famille ici¹⁵.

Affectueusement

V

**LETTRE DE VAN HEIJENOORT, DU S.I.,
A MOLINIER ET FRANK¹⁶**

(23 octobre 1940)

Chers Cousins,

Je suis ici d'une façon plus ou moins permanente depuis quelques jours. J'avais quitté mon oncle plusieurs mois avant son accident pour différents voyages. Il y a seulement quelques jours que j'ai pris connaissance des lettres que Ray et Pierre avaient envoyées dans les derniers mois ainsi que des réponses.

Comme vous le savez, le professeur Seï, à qui je suis plus que jamais attaché¹⁷, poursuit ici ses travaux universitaires et de publication. Il m'a dit qu'il allait très bientôt donner son opinion détaillée sur les relations de famille avec Ray, aussi cette lettre vous apportera-t-elle simplement quelques informations et mon opinion personnelle.

J'ai reçu tout récemment des nouvelles bien détaillées de ma famille par un ami qui a été leur hôte pendant assez longtemps (c'est un

14. Le câble était bien parvenu comme l'indique la n. 8.

15. Ni Pierre Frank, ni Betty Hamilton n'avaient beaucoup de contacts avec les deux tronçons de la Revolutionary Socialist League, formée par l'unification de 1938. Betty Hamilton appartenait à cette époque à la Workers International League qui était restée en dehors de cette unification : elle en fut exclue pour un temps à cette époque. La « famille » en « tronçons » n'est pas aisée à reconnaître.

16. Archives Betty Hamilton. Original en américain.

17. Sous le nom de Gerland, puis Marc Loris, Jean van Heijenoort travaillait au secrétariat international.

américain je ne pense pas que vous le connaissiez¹⁸). Les nouvelles sur la santé sont très bonnes, même excellentes, c'est-à-dire « étaient », car il les a quittés fin août. Deux de nos cousins, le jeune Rigue et son frère Stève¹⁹ ont même réussi à se rétablir complètement. Et pendant tout l'éte personne n'est tombé malade. Sur la question plus particulière des relations avec Ray, la famille serait, selon cet ami, pour une réconciliation²⁰, mais, autant que je sache, aucune décision précise n'avait été prise, car on n'avait alors reçu aucune proposition là-bas.

Mon opinion personnelle, que je proposerai au professeur Seï, c'est qu'il ne peut, lui, « fabriquer » une réconciliation pure et simple, alors qu'il a si peu de relations avec ma famille, mais il peut ouvrir une période de rapports amicaux qui conduiront à la réconciliation complète dès que les circonstances permettront quelques relations directes. Personnellement, je suis pour une réconciliation, mais le professeur, vu son isolement actuel, doit être modéré dans ses décisions.

Je voudrais bien connaître les relations de Ray avec les membres de ma famille, où elle se trouve actuellement, c'est un petit « test ».

Je suis ici seul, sans ami de mon pays, je m'occupe pour le moment de reprendre mon métier dans le travail d'éditions, mais, comme vous le pensez bien, les débouchés ne sont pas brillants²¹. Ma foi ! Je m'apprête à dire la vérité comme naguère – concernant les affaires, la grande question ici dans ces derniers temps fut la concurrence avec le célèbre Max et son ami Burn²². Celui-ci a maintenant complètement abandonné,

18. Il s'agissait de Sherry MANGAN (1904-1961). Correspondant d'une grande chaîne de journaux américains, il avait séjourné en France depuis 1938, collaborant à la presse trotskyste sous le nom de Terence PHELAN et assumant en 1939 le secrétariat administratif du S.I. Il avait été expulsé en août 1940 par Vichy. Ni Molinier ni Frank ne le connaissaient alors.

19. Louis RIGAUDIAS, dit RIGAL (né en 1911), dirigeant du P.O.I. et des J.S.R. et le dirigeant J.S.R. Isaac BLOUSHTEN, dit STÈVE (né en 1914) avaient été condamnés à cinq ans de prison en 1940, mais avaient réussi à s'évader lors de la débâcle.

20. Dans une lettre copiée de la main de Pierre Frank (archives Betty Hamilton), intitulée « Lettre de France du 25 mai 1940 » l'auteur mentionne le groupe dit « L'Étincelle », « le plus important » selon lui, des « morceaux du P.O.I. ». Il affirme : « Ce dernier groupe nous a proposé l'« unification », mais sans aucune précision [...] Ils demandent qu'on ne revienne pas sur les divergences passées, disent que le cas R[aymond] a perdu de son importance et se disent disposés à réexaminer la question de son adhésion ».

21. Van Heijenoort cherchait à renouer les liens internationaux et ce n'était pas facile. Avec l'entrée en guerre des États-Unis, les choses furent facilitées par le grand nombre des militants américains servant dans la marine marchande qui servaient de courriers.

22. « Max » est évidemment Max SHACHTMAN (1903-1972) et « Burn » James BURNHAM (né en 1905), les animateurs de la « minorité » qui venait de faire scission d'avec la section américaine et de constituer le Workers Party.

comme vous le savez sans doute, la sphère d'activité, et Max, qui lui avait fait un bout de conduite, se trouve maintenant bien embarrassé et confus. Les affaires de Jim²³ ont bien repris et finalement il se pourrait bien que le bilan se solde par un grand profit plutôt que par des pertes. Toute l'affaire a naturellement une grande importance et signification, vu l'époque où elle s'est produite. Qu'en pensez-vous vous-mêmes ?²⁴

Quant à l'accident de l'oncle, c'est si terrible qu'on ne sait quoi en dire. Ici le premier résultat a été un redoublement d'énergie et de cohésion. Espérons que ce sera durable, et qu'il puisse en être de même partout !

Je vous écrirai de nouveau après la conversation avec le professeur Séi. De votre côté, écrivez dès que vous recevrez cette lettre. La dernière que j'ai vue était datée du 1^{er} août. Les temps sont bien difficiles, la conclusion, c'est qu'il faut travailler dur. Et souhaitons que Ray revienne avec nous. Naturellement on ne peut demander à personne d'oublier le passé. On ne peut se refaire une virginité. Mais si nous le voulons sérieusement, je suis sûr que nous pouvons trouver la voie d'une collaboration solide et fertile.

Bien à vous

VI

EXTRAIT D'UNE LETTRE DE SAM GORDON, DU S.I., A BETTY HAMILTON²⁵

(24 mars 1941)

[...] Nous restons fermes sur notre décision de collaborer de notre mieux avec Pierre et Ray et vous, étant donné la similitude présente de nos sentiments et de faire une réconciliation de caractère plus formel en fonction d'une année à peu près d'une telle coopération. [...]

23. « Jim » est évidemment James P. CANNON (1890-1974), principal dirigeant du Socialist Workers Party, alors section de la IV^e Internationale.

24. La « lettre de France » déjà mentionnée à la note 20 soulignait :

« Le groupe de l'Étincelle semble agir sous l'influence de Gilbert [Craipeau] qui, personnellement, avoue être sur la position de Shachtman ». (Yvan CRAIPEAU (né en 1911), ancien dirigeant des P.O.I. et des J.S.R. entré au P.S.O.P. en 1939, était en effet l'un des animateurs des « comités pour la IV^e Internationale ». Il avait écrit en mars une lettre à Shachtman qui se trouve dans les papiers d'exil de Trotsky). La lettre de France poursuivait : « Il veut peut-être tenter de faire bloc avec nous. Bien entendu, rien de semblable ne saurait être envisagé. Nous traduisons le numéro de *New International* où se trouvent la lettre de S[hachtman] et la réponse de T[rotsky]. »

25. Archives Betty Hamilton. Traduite de l'américain.

Pierre FRANK
Raymond MOLINIER

A PROPOS DE LA CRISE DU MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE DANS LA PÉRIODE D'AVANT-GUERRE

Des camarades nous ont souvent demandé notre opinion sur la crise de la section française des années 1935 et suivantes qui provoqua une scission entre P.O.I. et P.C.I. dans laquelle Trotsky soutint le P.O.I. contre le P.C.I. Nous allons profiter du dossier qui doit paraître à ce sujet dans les *Cahiers Léon Trotsky* pour répondre à cette demande.

Pour commencer, disons qu'on ne peut aborder la crise de 1935 sans la placer dans la partie de l'histoire du mouvement trotskyste en France comprise entre sa formation en 1929 et le déclenchement de la deuxième guerre mondiale. Ce qui advint par la suite est évidemment lié à ce passé mais constitue, de toute évidence, une étape différente de celle que nous examinerons ici. La période d'avant-guerre, elle forme un tout, celui de la formation du mouvement en France.

Nous le faisons aussi pour situer correctement le problème. La crise de 1935 – pour la désigner commodément – nous opposa à Trotsky, d'une part, avec lequel nous avons jusque-là collaboré très étroitement dans les luttes intérieures du mouvement international, et à une autre partie de la direction française (Naville, Rous, Rosenthal, Boitel...), d'autre part. Nous laissons de côté les militants plus jeunes qui assurèrent la continuité du mouvement pendant la guerre. En ce qui concerne nos principaux antagonistes, ils quittèrent la Quatrième Internationale aux alentours du déclenchement de la guerre sans que, à notre connaissance, ils aient fait apparaître antérieurement une évolution qui les conduisit à cette rupture¹. Au même moment où ils quittaient notre mouvement, nous nous adressions à Trotsky pour effectuer une réunification avec l'Internationale. C'est donc seulement par rapport à Trotsky que nous envisageons la crise.

Compte tenu de notre propre développement politique, il est indiscutable que nos divergences avec Trotsky ne portaient pas sur des

1. En citant ces noms, nous n'entendons pas les amalgamer de façon quelconque quant aux voies politiques ultérieures suivies par chacun d'eux.

questions de principe – nous n'avions pas de divergences sur la question de l'U.R.S.S., sur la ligne à suivre au cours de la révolution espagnole, notamment sur la question du P.O.U.M., etc., comme on peut le voir dans nos publications de l'époque. Nos divergences étaient d'ordre tactique. A ce propos, nous ignorons sur quels éléments provenant de notre part Trotsky a pu penser que nous capitulions en 1935 devant la vague social-patriotique ni que nous nous soyons associés avec Pivert et sa fraction. *La Commune* ne fut pas lancée en commun avec Pivert et sa fraction, mais seulement avec des membres de la S.F.I.O. qui s'étaient rapprochés de nous, qui n'avaient pas rejoint la Gauche révolutionnaire de Pivert, et que nous espérions gagner définitivement au trotskysme. Il pouvait y avoir dans la parution d'un journal commun avec eux un danger, mais il n'y avait chez nous ni la moindre capitulation devant le social-patriotisme ni un abandon de la Quatrième internationale. En tout cas, au cours de la lutte fractionnelle qui se déroula au début de la guerre dans le S.W.P. des États-Unis, Trotsky exprima qu'il était prêt à examiner la question d'une réunification avec nous – ce qu'il n'aurait certainement pas écrit s'il avait maintenu ces accusations.

Venons-en à l'histoire de notre mouvement avant la guerre. Rappelons qu'il s'est formé dans le P.C. ; celui-ci avait été formé à partir d'un P.S. d'avant 1914 sans fort enracinement dans la classe ouvrière, excepté dans le nord de la France où le P.C. eut des difficultés à s'implanter. A peine le P.C. fut-il épuré des réformistes et d'une partie des centristes qu'il avait entraînés lors de l'adhésion à l'I.C. que survint la « bolchevisation », mélange d'ouvriérisme et de bureaucratisation du parti. Le P.C. n'avait pas une direction forgée dans la lutte de classe, elle finit par être fabriquée au cours des années par de nombreuses interventions, d'abord positives puis simplement bureaucratiques, de l'I.C. L'organisation trotskyste en France ne s'est pas formée au cours de luttes politiques cohérentes au sein de ce parti. Dans la crise qui y commença à partir de 1924, plusieurs groupes se formèrent, presque toujours sur la droite du parti. Quand Trotsky a été expulsé de l'Union soviétique, il a commencé par chercher à rassembler l'Opposition de gauche internationale. En France, il a trouvé des forces éparses, politiquement hétéroclites, qui avaient été suscitées sur des questions politiques particulières mais qui n'avaient jamais mené de luttes communes. Le camarade à qui Trotsky accorda sa confiance et son appui pour rassembler ces éléments, peu nombreux d'ailleurs, était Alfred Rosmer. C'était un excellent journaliste et écrivain, mais pas un homme d'organisation, dans le sens de la capacité d'associer des hommes et de créer une organisation. Nous ne l'avons appris qu'avec le temps.

Le mouvement trotskyste en France commença avec le lancement de *la Vérité* en août-septembre 1929. Le groupe qui se constitua autour du journal comprenait des syndicalistes révolutionnaires amis de Rosmer

qui s'éloignèrent rapidement, d'anciens exclus du P.C. provenant de groupes d'opposition antérieurement formés, de jeunes militants de base du P.C. comme nous, du groupe également jeune de Naville. L'organisation ainsi formée manquait d'unité politique et la situation politique en France, alors dépourvue de grandes luttes de classe ne se prêtait alors ni à une forte insertion dans le mouvement de masse ni à une homogénéisation politique. Nous n'étions cependant pas dépourvus au début de militants ouvriers, dont certains d'une grande qualité, en provenance du P.C. C'est à partir de 1936 que la composition sociale a relativement faibli, en corrélation avec la grande transformation du mouvement ouvrier français à la suite de juin 1936 et l'expansion considérable du P.C. qui se produisit.

La première bataille de l'organisation trotskyste en France a été dirigée contre la politique de la « troisième période » et pour le front unique, avant tout en Allemagne face à la montée du nazisme. Nous nous sommes développés alors d'une façon modeste mais tout de même appréciable. Puis sont arrivées les journées de février 1934 qui inaugurèrent la crise globale de la société française. Nous y avons joué un rôle assez important, compte tenu des dimensions de l'organisation ; en particulier furent établis à ce moment les premiers contacts avec la gauche du P.S. qui dirigeait les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise. Dans ces contacts, nous nous sommes aperçus que, dans le P.S., se trouvaient d'anciens membres du P.C. qui avaient quitté ce dernier depuis les années de « bolchevisation ».

En 1934 se posa en France la question du front unique pour barrer la route au fascisme. Les masses forcèrent rapidement P.C. et P.S. à s'entendre. Ceci, loin de nous renforcer, provoqua notre isolement tandis que le mouvement ouvrier français commençait une montée révolutionnaire. Pour remédier à cette situation des trotskystes, Trotsky nous proposa d'entrer dans la S.F.I.O., sans renoncer évidemment ni à notre programme ni à notre organisation propre. Cette proposition souleva de grandes discussions dans l'organisation, il y eut une première rupture de la part d'un groupe dirigé par Naville, rupture qui fut de courte durée. Mais cette proposition d'entrée affecta considérablement l'organisation.

Il faut faire un retour sur notre histoire. Vers mi-1933 se posa le problème de renoncer à la lutte pour la réforme de la 3^e Internationale et de lutter pour la construction d'une nouvelle Internationale et de nouveaux partis révolutionnaires. A peine cette position avait-elle été adoptée et alors que nous commençons à faire quelques pas seulement dans cette direction, fut posée la question de l'entrée dans la S.F.I.O. Autrement dit, en environ une année se posèrent aux trotskystes français deux grands problèmes. Faire le front unique avec le P.S. allait de soi, mais entrer dans le P.S. paraissait aller très à l'encontre de notre tradition communiste de lutte contre la social-démocratie et de la nécessité d'un

parti révolutionnaire indépendant. En outre, la section française, par suite des circonstances politiques, était la première dans notre mouvement international à mettre en œuvre cette tactique entriste. Il fallait tout improviser, depuis la manière d'effectuer l'entrée jusqu'au mode de travail dans la S.F.I.O. D'autre part, cette tactique ne fut pas clairement définie quant aux perspectives ni quant à sa durée – ce qui était d'ailleurs difficile à faire, surtout pour des dirigeants peu expérimentés.

En dépit de ces conditions, nous avons fait de sérieux progrès au sein du Parti socialiste, dans la région parisienne et dans plusieurs villes de province, et surtout au sein des Jeunesses socialistes dont nous avons gagné une forte majorité des membres de la région parisienne. Au début, la direction du P.S. avait accepté sans difficulté notre entrée et même la parution de *la Vérité* comme organe intérieur de tendance. Mais nos progrès ne tardèrent pas à l'inquiéter, surtout lorsque fut conclu avec le P.C. et le Parti radical le « Rassemblement populaire » (le nom officiel du Front populaire). Dans la perspective d'une accession au gouvernement, la présence de révolutionnaires dans le P.S. devenait intolérable pour la direction Blum ; la direction du P.C. intervint dans le même sens. L'organisation trotskyste dans son ensemble, qui pensait que la direction du P.S. tiendrait à sauvegarder les formes démocratiques pour se débarrasser de nous, fut surprise par les exclusions des Jeunesses socialistes de la Seine. En même temps, Pivert créa sa tendance propre, la Gauche révolutionnaire, distincte de la vieille gauche de Zyromski – avec l'approbation tacite de Blum – ce qui eut pour effet d'arrêter nos progrès dans le P.S.

Dans ces conditions, le problème de la sortie du P.S. a été manqué par nous. Si l'on se reporte à la brochure *L'« Organe de masse »* de N. Braun, largement inspirée par Trotsky, ou au livre de souvenirs de van Heijenoort, sans parler de la correspondance de Trotsky, en particulier à son fils Liova, on voit que les deux tendances qui s'affrontaient à la direction du G.B.L. étaient d'accord pour tenter de manœuvrer pendant un temps au sein du P.S., tandis que Trotsky considérait que toutes deux étaient dans la confusion politique. Il orienta ses efforts en direction des jeunes pour hâter la sortie ; les jeunes pour la plupart ne voulaient plus rester dans le P.S. car leur développement politique avait été plus rapide que celui des adultes. Ceux avec qui nous rompions à la direction du G.B.L. leur emboîtèrent le pas. Notre propre tendance dans l'organisation trotskyste avait une base plus forte parmi les adultes de la S.F.I.O. et nous espérions encore gagner des forces dans ce milieu. Notre grande erreur a consisté à ne pas avoir compris qu'il y avait désormais très peu à gagner dans le P.S. et, par contre, qu'on risquait, en opérant comme nous le faisons, de provoquer des pertes parmi les jeunes qui avaient été gagnés au trotskysme. Indépendamment des incidents qui se produisent dans toute grande crise, surtout si elle conduit à une

rupture, c'est dans cette orientation en direction d'un courant plus inerte au sein du P.S., aussi parce que plus ouvrier, que se trouve l'erreur essentielle commise par nous.

Une fois la rupture accomplie, la lutte entre le P.O.I. et le P.C.I. se développa dans un climat politique général (mouvement de juin 1936 brisé, procès de Moscou, défaite en Espagne, approche de la guerre mondiale) qui favorisa son exacerbation.

On nous a maintes fois posé la question : des agents du Guépéou n'ont-ils pas joué un rôle dans cette crise ? Nous ne pouvons apporter une réponse précise faute d'éléments ; mais il est en tout cas vraisemblable que la division et les tensions qu'elle engendrait ont pu favoriser la besogne de tels agents.

Nous pensons enfin que cette scission a été néfaste pour l'activité des trotskystes en France à la fois avant et pendant la guerre. Avant la guerre, nous n'avions certainement pas les forces suffisantes pour pousser plus loin le mouvement de juin 1936, mais nous aurions pu mieux résister à l'atmosphère démoralisante qui précéda la guerre et balaya très vite les espoirs engendrés par juin 1936 et conserver davantage de gains de la montée de juin 1936. Pendant la guerre, des abandons auraient certes été inévitables, mais les camarades qui assurèrent la continuité du mouvement auraient pu s'orienter ou se réorienter plus rapidement et n'auraient pas eu à employer tant d'efforts pour se réunifier.

Pour conclure, nous tenons à soumettre les remarques que fit Trotsky en avril 1939, c'est-à-dire à la veille même de la guerre et à un moment où une grave crise déchirait le P.O.I. Il répondait à des questions que lui posait C.L.R. James sur l'état du mouvement trotskyste international, et en particulier sur le mouvement en France. Ces remarques, nous ne les avons connues que bien plus tard ; sans les prendre au pied de la lettre, elles nous ont aidés à réfléchir sur notre histoire d'avant la guerre :

« Nous avons des camarades, comme Naville et d'autres, qui sont venus à nous il y a 15 ou 16 ans ou plus, alors qu'ils étaient des jeunes gens. Ce sont maintenant des hommes mûrs. Pendant toute leur vie consciente, ils n'ont connu que des coups, des défaites, de terribles défaites à l'échelle internationale, et ils sont plus ou moins adaptés à cette situation. Ils apprécient énormément la justesse de leurs conceptions, ils savent analyser, mais ils n'ont jamais eu la capacité de pénétrer dans les masses, de travailler avec elles et ils ne l'ont pas acquise... Je peux même affirmer que beaucoup de nos camarades dirigeants (mais pas tous), notamment dans les vieilles sections, seraient, lors d'un nouveau tournant de la situation, rejetés par le mouvement révolutionnaire de masse et que de nouveaux dirigeants, une nouvelle direction, surgiraient dans le flux

révolutionnaire. En France, la régénération commença avec l'entrée dans le Parti socialiste... »

(*Writings 1938-39*, p. 255-256)

Pierre FRANK

Raymond MOLINIER

Octobre 1980

Gilles VERGNON

Du nouveau sur l'histoire du P.C.F. ?

Il vient en quelques mois de paraître plusieurs ouvrages portant sur tout ou partie de l'histoire du P.C.F., pour l'essentiel sur la période 1920-1945 : dans l'ordre de la parution, Pierre Daix, *Les Hérétiques du P.C.F.*, Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis la Ville rouge*, Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du P.C.F.*

Leur premier point commun est de se fonder sur une série de documents ou récits inexploités ou insuffisamment exploités – archives de police, archives personnelles, archives municipales de Saint-Denis – et sur les souvenirs d'anciens hauts responsables du P.C.F., en particulier ceux d'Henri Barbé et Albert Vassart.

Ces trois ouvrages – d'importance fort inégale par ailleurs – ont une prétention à l'« inédit » et au « nouveau ». Daix, dans son avant-propos, parle de la « restitution d'une histoire "maudite" » et Robrieux, de façon significative, intitule son livre une histoire « intérieure » du P.C.F.

Cela dit, ils ont des angles et finalement des objets d'étude différents. Robrieux présente le premier volume d'une histoire qui couvre la période allant jusqu'à nos jours ; Brunet s'est au contraire limité à l'implantation socialiste, puis communiste, dans une commune de ce qui va devenir la « banlieue rouge » et, à travers elle, sur la façon dont s'y réfractent les problèmes nationaux. Daix enfin s'est intéressé à ceux qu'il nomme « les hérétiques du P.C.F. », catégorie dans laquelle il inclut indistinctement Souvarine, André Ferrat, Paul Nizan.

Ces ouvrages tiennent-ils leurs promesses ? Leur méthode d'approche correspond-elle à ce qu'on est en droit d'attendre d'une tentative d'histoire scientifique du P.C.F. ? Pour tenter de répondre à ces questions, il n'est évidemment pas possible, dans le cadre d'un simple article de reprendre l'ensemble des problèmes soulevés. C'est pourquoi nous avons choisi d'étudier quelques phases précises de l'histoire du P.C.F. à travers l'éclairage que leur donnent aujourd'hui ces auteurs.

Sur la Naissance d'un parti communiste

Dans « Bilan d'une Période »¹, Trotsky notait en 1923 : « Il faut bien reconnaître que, dans les premières années de l'I.C., nous avons eu à la tête de nos partis tantôt des révolutionnaires ne possédant pas toujours une suffisante maîtrise d'eux-mêmes et tantôt des demi-révolutionnaires hésitants, mais jouissant d'une certaine autorité et en possession des routines politiques ».

C'est à cette difficile naissance non pas « du » parti communiste français, mais « d'un » parti communiste « français » parce qu'il est la section française de l'Internationale communiste que Philippe Robrieux consacre des pages substantielles de son livre.

C'est avec raison qu'il ne consacre que relativement peu de pages au trop célèbre congrès de Tours – trop célèbre parce qu'il ne s'agit au fond que de la simple affirmation d'un *cadre* de travail et d'action politique. Affirmation *simple*, car le « congrès de Tours » qu'on met trop souvent au centre des travaux et de l'intérêt, ne règle en rien les problèmes concrets de constitution d'un authentique parti ouvrier, c'est-à-dire essentiellement celui de l'adhésion des militants syndicalistes révolutionnaires de la C.G.T. auxquels les dirigeants de l'Internationale accordent l'essentiel de leurs préoccupations pour la France². Affirmation *importante* aussi, car ce cadre existe d'ores et déjà comme le produit d'une première sélection politique, l'accord sur le fait que le parti, même s'il continue de s'appeler « socialiste », est bien une section de l'Internationale communiste. C'est d'ailleurs ce lien international qui autorise l'existence d'un congrès « simple » et d'une relative « patience » des dirigeants de l'I.C. devant la survivance de traits négatifs propres à la vieille S.F.I.O. d'avant-guerre.

Robrieux ne fait qu'effleurer cette perspective dans son livre. Il note à juste titre, par exemple, l'absence dans la motion d'adhésion Cachin-Frossard de tout ce qui est contenu dans les fameuses « vingt-et-une conditions »³ et note qu'il « s'agit bien d'un authentique compromis avec

1. *Le Mouvement communiste en France*, p. 273.

2. Trotsky, en juillet 1920, pose le problème ainsi : « Les syndicalistes vraiment révolutionnaires, de même que les socialistes vraiment révolutionnaires doivent se grouper dans un même parti communiste... Ils doivent, sous la forme d'une organisation indépendante, sous le chapeau de la III^e Internationale, se présenter devant les grandes masses, donner des réponses claires et précises à toutes les questions... La lutte reste une, par son contenu, quel que soit le domaine dans lequel elle se produit. L'élément actif, dans cette lutte, c'est la classe ouvrière. Son avant-garde dirigeante, c'est le parti communiste dans lequel les syndicalistes révolutionnaires doivent occuper la place d'honneur » (*ibidem*, pp. 94-95).

3. Ainsi la motion d'adhésion ne fait mention à aucun moment de la nécessité d'un appareil illégal (3^e condition) pas plus que de la propagande énergique et méthodique dans l'armée (4^e condition).

le centre », mais il n'en dégage pas le sens, celui précisément que donnait Trotsky, dans l'article cité plus haut, c'est-à-dire qu'il s'agissait d'éviter un nouveau « congrès de Livourne » :

« Dès 1921, le groupe Frossard donnait de bonnes raisons pour que l'on rompît avec lui. Mais, à l'époque, la rupture n'eût pas été comprise par la grande majorité des membres du parti, la nouvelle scission se fût accomplie au hasard et enfin l'Internationale eût rassemblé sur sa gauche un groupe assez disparate ayant lui-même besoin d'une épuration intérieure ».

Cette incompréhension de la part de Robrieux explique sans aucun doute les faiblesses des premiers chapitres, comme le premier qui s'ouvre brutalement par une description de « l'aide du Komintern » et spécialement de l'aide financière. Rien ne nous est épargné, des « pierres précieuses » prélevées par un « envoyé clandestin du Komintern » dans « la chambre forte des souterrains du Kremlin », jusqu'à l'anecdote de « l'affaire des chèques ». Nul ne contestera l'importance des questions financières dans l'histoire du mouvement ouvrier, mais on comprendra tout de même l'ahurissement du lecteur qui saute sans transition du « monde des rapports secrets avec le Komintern » à l'estrade du congrès de Tours !

En ce sens les évocations de types de militants ouvriers que brosse Robrieux, pour intéressantes et riches qu'elles soient, sont peut-être coupées de l'étude des mouvements politiques en cours dans la classe ouvrière : on saisit mal le lien entre les destins individuels, – celui par exemple de Venise Gosnat – et l'évolution générale des esprits qui conduira des centaines de militants ouvriers à rompre avec la « vieille maison » et à se ranger derrière « Moscou »⁴.

En revanche, le chapitre que Robrieux consacre à ceux qu'il appelle « les bolcheviks à la française » est à notre avis l'un des plus réellement novateurs de son livre. Il englobe ici la période d'activité du P.C.F. qui s'étend de janvier 1923 – date du départ de Frossard – à février 1924, date à laquelle le parti va être touché concrètement par les premiers éléments de bureaucratisation.

Le Début de « l'ancrage ouvrier »

Cette année est en effet déterminante pour la compréhension de l'histoire du mouvement ouvrier français : le « grand travail d'organisa-

4. On ne peut écrire si sommairement : « ce (mouvement) présente maints aspects caractéristiques de la conversion... » p. 33 et énumérer pêle-mêle comme « paramètres humains les plus fréquents en matière militante » : l'orphelinat ; l'imprégnation religieuse, l'influence de l'instituteur et l'engagement militant et syndical et l'épreuve de la guerre.

tion, de purification, d'éducation et de sélection » dont Trotsky parlait en 1922, prend corps réellement. C'est l'année des « débuts de l'ancrage ouvrier », marquée par le double événement que constituent le départ de Frossard et l'entrée « par la porte même par laquelle il venait de sortir », de Pierre Monatte. Si les effectifs globaux du parti connaissent un fléchissement notable, le recrutement traduit une mutation sociale profonde.

Deux événements marquent cette mutation et permettent de la comprendre, le congrès de Bourges de la C.G.T.U. et la campagne menée contre l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises.

Robrieux montre fort justement – ce qui détruira d'ailleurs nombre de légendes intéressées sur la « dictature des bolcheviks dans les syndicats » – l'attraction exercée par le noyau communiste dans la C.G.T.U. sur les cadres syndicalistes révolutionnaires comme Racamond ou Monmousseau qui, sans être encore organisés politiquement, sont déjà « dans la mouvance de l'Internationale ». Édouard Dudilieux, par exemple, secrétaire de l'union des syndicats C.G.T. de la Seine avant la scission, puis secrétaire général de la C.G.T.U. en mai 1923, n'entre au P.C. qu'en juillet 1925, mais, comme le souligne l'auteur, « dans le bloc parti C.G.T.U. dont la vie commence en 1923, il est difficile de dire, y compris au plus fort de la campagne allemande, qui dirige l'autre... Les initiatives jaillissent aussi bien de la C.G.T. que du parti » (p. 165).

Dans le même temps, les jeunesses se renforcent en profondeur. Au-delà de l'aspect numérique – non négligeable – cela exprime « la jonction avec la majeure partie de la jeunesse révoltée de l'après-guerre » (p. 161). On aurait souhaité, même dans les limites de volume d'un tel ouvrage, des éléments d'analyse plus fournis de ce mouvement. Le chapitre montre néanmoins parfaitement cette période exceptionnelle où le prolétariat français a été sur le point de disposer d'un authentique parti communiste dont les matériaux de construction – encore épars en 1920-1921 – s'assemblent en 1923 sous l'impulsion de militants comme Rosmer, Monatte et Souvarine, ce qui permet à Trotsky de dire au nom de l'I.C. le 25 mars 1923 :

« On peut dire avec confiance, en toute certitude, qu'un parti communiste existe, vit et grandit en France »...

C'est à ces années de balbutiements, de crises, de polémiques internes que Jean-Paul Brunet consacre quelques dizaines de pages succinctes mais fortes. Sa méthode ? Étudier « les liens du social et du politique, les voies et les moyens de la prise de conscience de classe ». Partant d'une étude serrée du mouvement socialiste à Saint-Denis avant la guerre, toujours fondée sur une analyse des « conditions structurelles » qui ont permis son implantation (industrialisation, formation de la population ouvrière), J.-P. Brunet reconstitue avec soin « la difficile greffe du communisme » dans cette commune de banlieue et donc sur les cadres

et militants ouvriers qui en sont issus. Les problèmes nationaux de construction d'un parti communiste, saisis ici à partir de données « locales », prennent corps : ce sont des problèmes *vivants*.

Le vote de Saint-Denis pour la motion Cachin-Frossard en faveur de l'adhésion à la III^e Internationale, acquis par 637 voix contre 17, ne règle rien. Les premières fractures se produisent, comme souvent ailleurs, chez les « élus » : à la première réunion de section de la S.F.I.C., sept conseillers municipaux proclament leur fidélité à la S.F.I.O. Mais la force de ces liens s'exerce aussi parmi les élus qui se sont réclamés de la majorité de Tours et une dure bataille s'engage au sein même de la section de Saint-Denis, qui aboutira à des crises successives pendant l'hiver 1922-1923. Brunet insiste à juste titre sur leur importance : chaque fois les élus exclus ou, simplement, qui « partent », constituent des regroupements politiques, des organisations le plus souvent à prétentions locales, mais pas toujours. C'est ainsi qu'en octobre 1922, le maire de Suresnes, Henri Sellier constitue l'union fédérative des travailleurs socialistes de France qui tiendra entre autres les mairies de Pantin, Bondy, Drancy, Aubervilliers. Ses bases : « Tout ce qui divise les travailleurs est réactionnaire... Au contraire, tout ce qui les unit est révolutionnaire... D'un cœur nouveau contre l'ennemi, formons le *Bloc des Rouges !* ». En janvier 1923, à la suite du départ de Frossard se constitue le parti communiste unitaire, dont le sigle exprime bien tout le programme. En mai 1924 enfin, c'est le double départ de Philippe et de Pestel, plus significatif encore puisque Philippe, conseiller municipal depuis 1904, puis maire et conseiller général S.F.I.O. puis P.C. depuis 1912 exprime au mieux les traits de caractère de cette génération militante qui n'a pu se résoudre à la scission et qui ne peut se décider à la rupture avec ce que Trotsky appelle « les passerelles un peu masquées, un peu couvertes » entre le parti et l'opinion publique officielle.

Peut-on suivre Jean-Paul Brunet, quand il caractérise ces courants et organisations nouvelles comme des « lieux de rassemblement des militants ouvriers soucieux d'unité » ? Nous ne le pensons pas. Tous relèvent certes du courant « socialiste de gauche » au sens que donne à ce terme Michel Dreyfus⁵ : « courant distinct de l'Internationale socialiste, dont les éléments constitutifs se retrouvent dans les diverses scissions qu'ont connues tant l'I.C. que la social-démocratie ». Mais on ne peut mettre sur le même plan « l'aspiration à l'unité » en 1922, 1929 ou 1934...

« L'unité » que revendiquent Frossard, Sellier ou Philippe n'est pas le Front unique préconisé par l'Internationale communiste, c'est l'unité organique, voire le Bloc des gauches avec les radicaux, et c'est donc essentiellement la résistance du passé à l'avenir, celle de la « vieille

5. *Le Mouvement social*, n° 112, juillet-septembre 1980, pp. 25-55.

maison » où se côtoyaient réformistes et révolutionnaires au nouveau parti, qu'expriment les réactions de ces militants.

On ne peut conclure sans dire quelques mots du livre de Pierre Daix. Celui-ci a donné la mesure de sa méthode dans son avant-propos : en affirmant « la rupture qu'ont représentée la naissance du P.C.F. et son développement... dans les traditions et l'expérience du pays ». Il poursuit en développant l'idée que « la dépendance (vis-à-vis de l'I.C.) a privé le P.C.F... de l'outillage mental qui lui aurait été nécessaire pour saisir l'avenir français ». Dans cette optique, la scission ne peut apparaître que comme une dramatique incongruité, née « dans le cerveau de Lénine », comme l'indique le titre du premier chapitre, une scission artificielle, « programmée », étrangère aux meilleures traditions nationales françaises incarnées par un Léon Blum dont Daix fait un vibrant éloge.

Pourtant cette analyse n'est pas exempte de contradictions : après avoir consacré quelques lignes, qu'il faut bien qualifier de « douteuses » à la « fascination intellectuelle devant l'efficacité, la force imposante, massive et unanime... pas seulement face au léninisme et au stalinisme, mais face au nazisme et au fascisme » (p. 42), il doit admettre un peu plus loin que « Blum a bel et bien affaire au vrai courant profond »... qui capte l'expérience socialiste.

Daix est plus intéressant lorsqu'il analyse en quelques pages un rapport peu connu de Souvarine qui parle en janvier 1921 d'un parti « composé » de deux fractions, Cachin-Frossard et Loriot-Souvarine et qualifie les premiers de « néocommunistes ». Daix note justement que, pour Souvarine et peut-être Loriot, le nouveau parti ne doit être que l'extension du noyau internationaliste de la guerre, du noyau zimmerwaldien. Mais il ne voit dans la politique de l'I.C. par rapport au « centre » que « compromis » et « manœuvres », et dénonce dans le tournant vers le Front unique « un double jeu » analogue à la politique du Front populaire accompagnant les procès de Moscou. Personne ne peut certes reprocher à Pierre Daix de n'être pas communiste. Mais on peut et on doit exiger de lui le simple respect de la vérité historique. Qu'il ne comprenne pas que la volonté de permettre à toute la classe ouvrière de faire un pas pratique en avant malgré la division politique de ses rangs, non seulement va de pair, mais impose l'affirmation d'un parti qui soit l'« aile gauche » de ce « Front unique », soit ! Mais qu'il présente comme contradictoires « procès de Moscou et politique de Front populaire » alors qu'il ne peut ignorer qu'il s'agit de deux facettes complémentaires dans la politique de la bureaucratie stalinienne, non !

La bureaucratisation

Robrieux consacre à la période dite de la « bolchevisation », qu'il préfère pour sa part appeler « russification », plusieurs chapitres de son

livre. Les lacunes de l'historiographie du P.C.F. étant ce qu'elles sont, on était en droit d'en attendre beaucoup.

Notre attente est partiellement satisfaite : pour la première fois sans doute dans un ouvrage à tirage important, on aborde concrètement les mécanismes de la formation d'un « appareil » dirigeant dont les contours ne coïncident pas nécessairement avec des élections régulières et dont les principaux membres sont soigneusement sélectionnés depuis Moscou. L'auteur insiste à juste titre sur l'importance de la période « zinoviéviste » pour le parti français, et en particulier sur un point rarement souligné jusqu'à présent, la résistance des dirigeants du P.C. aux premières attaques contre Trotsky en 1924. Elle va jusqu'au vote, le 12 février 1924, par 27 voix contre 2 (Treint et Suzanne Girault) et une abstention (Semard) d'une motion du comité directeur du parti, présentée par Boris Souvarine qui se termine par un appel dans la section française à l'Internationale.

« Le comité directeur estime que le rôle essentiel de l'Internationale, dans le cas où celle-ci serait appelée à donner son opinion, serait de rechercher la base sur laquelle le Parti russe dans son ensemble, rejetant à l'arrière-plan toutes les divergences secondaires, est résolu à poursuivre son œuvre fondamentale ».

En dernière analyse, le vote d'une telle motion au C.D. n'a qu'un sens : le P.C. existe, il commence à exister en tant que véritable parti communiste, doté d'un embryon de direction pour qui « le bolchevisme » n'est pas une matraque utilisée contre la libre discussion politique, mais, plus simplement, « l'instrument permettant de saisir la réalité et de la dominer »⁶. Ce premier échec de la *troïka* Zinoviev-Kamenev-Staline en France donne la mesure de cette résistance internationale des communistes à la bureaucratie, résistance dont l'Opposition russe est à la fois un élément et le centre organisateur. Pour s'imposer, la politique de la *troïka*, puis la politique stalinienne *stricto sensu* devait détruire ces directions.

Les hommes qui composaient en 1924 bureau politique et comité directeur vont être exclus ou quitteront le parti dans leur grande majorité. La plupart continuent l'action politique, quelques-uns dans l'Opposition de gauche, comme Rosmer, d'autres dans d'autres formations de l'« opposition « de droite » dans la ligne de celles que nous avons déjà observées : c'est en particulier le cas de Louis Sellier, secrétaire général du P.C. en 1923, qui sera l'un des fondateurs, en 1929 du parti ouvrier paysan ».

Toute cette dimension manque curieusement dans le livre de Robrieux. L'élimination de Souvarine, celles de Rosmer et Monatte sont certes mentionnées, mais sans être liées de façon concrète à l'ensemble du débat international qui secoue alors l'I.C. Dès lors et en bonne logique, ce

6. Cours nouveau.

qui va devenir l'Opposition de gauche en France disparaît complètement de cette *Histoire intérieure du P.C.F.* Et pourtant, les diverses générations d'opposants qui se regroupent tant bien que mal, en août 1929, autour de *La Vérité* comptent nombre de pionniers de la lutte pour la nouvelle Internationale en France dans leurs rangs !

Brunet n'aborde pas non plus ce problème, dans un ouvrage d'optique, à vrai dire, quelque peu différente, mais se penche en revanche sur le fonctionnement de la « société communiste » de Saint-Denis, c'est-à-dire « le réseau de cercles et de groupes qui permettent (au parti) d'étoffer ses effectifs étriqués et de mieux pénétrer la société ouvrière ». Les indications qu'il donne sur le caractère restreint du « noyau communiste » dans chaque agglomération, Saint-Denis compris, ne constituent pas une surprise, mais les renseignements qu'il donne sur la place des municipalités communistes dans cette implantation donnent un éclairage nouveau sur le maintien d'un recrutement national minimum dans la période 1929-1934.

La possession de municipalités permet de s'assurer d'abord « un flux régulier d'adhésions », ne serait-ce que par l'influence exercée sur le personnel municipal ; elle permet aussi d'utiliser les moyens matériels afférents à la gestion municipale et surtout de constituer ce que J.-P. Brunet appelle des « cercles extérieurs » stables, c'est-à-dire des organes sectoriels ou corporatifs (Secours rouge international, comités de chômeurs, Fédération de locataires, Amis de l'Union soviétique) offrant des structures d'accueil plus larges que le parti. Ainsi le S.R.I. regroupe en 1930 à St-Denis, d'après un rapport de Thorez⁷, jusqu'à 600 personnes, « c'est-à-dire l'effectif de l'ancienne section locale du parti »... Cela signifie que « toute une couche d'ouvriers ont quitté le parti, mais qu'ils n'ont pas abandonné l'activité en général et vont aux sections locales du S.R.I. ». On pourrait faire les mêmes constatations en ce qui concerne les Amis de l'Union soviétique où se formèrent dans cette période de nombreux cadres du P.C.

Pour conclure sur ce point, le jugement porté par certains sur le P.C. de 1933 défini comme « une secte » doit être plus correctement apprécié. De ce point de vue, les matériaux fournis par Robrieux et Brunet expliquent que le bond en avant de 1936 a été possible parce que le P.C., devenu un authentique parti stalinien, reste aux yeux des masses engagées dans le mouvement gréviste et en particulier de la frange avancée de celles-ci, le parti de la Révolution d'Octobre, celui de la révolution tout court. Et s'il occupe cette place, c'est particulièrement en raison des positions qu'il a conquises entre 1923 et 1924 dans la jeunesse et les cadres syndicaux de la classe ouvrière. Il contrôlera et endiguera en 1936 le mouvement gréviste grâce à l'existence de cadres et de la

7. Rapport au C.C. du 17 juillet 1930.

« structure d'accueil » mis en place entre 1928 et 1934 et qui l'ont doté de véritables antennes dans la population ouvrière.

Front populaire et procès de Moscou

Les modifications de la situation politique, son propre tournant sur la ligne du Front populaire permettent au P.C. d'enserrer et de canaliser la vague révolutionnaire dans les mailles serrées de cette « société communiste » que Brunet définit comme une « multiplicité de rouages, de cercles intérieurs et de couronnes extérieures » développée autour du noyau central. J.-P. Brunet n'étudie pas l'année 1936 proprement dite dans ses répercussions à Saint-Denis, il fait mieux en nous présentant une étude de la dissidence de Doriot et avec lui du « rayon de St-Denis » vers la formation du P.P.F. C'est précisément en raison de l'importance de la contribution de cette étude aux connaissances de l'historien comme du militant que nous renonçons à en rendre compte dans le cadre d'un article général. En revanche la faiblesse des pages consacrées par Robrieux au P.C. dans les années 1935-1937 amène à poser un certain nombre de questions. Les motifs et les étapes successives du tournant sont clairement analysés, mais cette analyse semble fondamentalement viciée par les perspectives qui semblent être pour cette période celles de l'auteur. Philippe Robrieux écrit en effet :

« Vienne le moment où le vent froid cesserait de souffler de Moscou, vienne l'heure où se lèverait un vent nouveau, et le navire s'élancerait. Il avait tout ce qu'il fallait pour aller loin »⁹.

Il est certes possible d'admettre que le navire allait pouvoir « aller loin » en ce printemps et cet été 1936. Mais ce « vent nouveau » – qu'on suppose tout de même souffler aussi de Moscou bien que ce ne soit pas dit explicitement – est-il pour autant un « vent chaud » et dans quel sens souffle-t-il ? Ce sont là des questions capitales. Philippe Robrieux, malheureusement, se contente de les effleurer et nous ne partageons pas les réserves qu'il se hasarde à formuler.

Il nous paraît en effet impossible, en toute méthode scientifique, de qualifier de « vent nouveau » la politique des « Fronts populaires » sans leur intégrer ce qu'il est convenu d'appeler « les procès de Moscou », lesquels ne sont pas, loin de là, une affaire intérieure de l'U.R.S.S.¹⁰. L'auteur, pourtant, ne leur consacre que quelques lignes dans l'introduction du chapitre et n'y revient pas dans le corps de l'exposé.

8. 2 ou 300 cartes à St-Denis selon l'auteur.

9. Robrieux, *op. cit.*, p. 406.

10. Voir notamment *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, consacré aux procès de Moscou dans le monde et spécialement l'introduction de Pierre Broué.

Disons-le nettement ; il est difficilement compréhensible que, dans un livre consacré à l'histoire du P.C., on ne mentionne même pas la couverture bien particulière donnée par *L'Humanité* des procès soviétiques et, pis encore, sa *collaboration concrète* avec les tueurs du G.P.U. à l'occasion de leurs opérations en Europe¹¹.

Mieux que les autres, ce chapitre fait apparaître la principale limite d'un ouvrage par ailleurs sérieux et fort bien documenté : l'« histoire intérieure » d'un parti ne tourne pas pour l'essentiel autour de débats de congrès, de conflits d'appareil, mais autour de problèmes de la lutte contre la classe qui domine la société, lutte que les débats de congrès conditionnent, facilitent, peuvent rendre plus efficace ou... impossible. Le « vent nouveau » des Fronts populaires à supposer qu'il se soit agi là d'une politique vraiment nouvelle, ce qui est loin d'être donné – ne peut être étudié sérieusement que si l'on place au centre la question de savoir si cette orientation facilitait ou non le combat pour le socialisme, c'est-à-dire allait dans le sens même de ce qui est la raison d'être d'un parti ouvrier.

Pour conclure provisoirement, y a-t-il vraiment du nouveau dans l'histoire du P.C.F. ? Il faut bien reconnaître qu'elle est en train de bouger et déjà sensiblement éloignée du fameux *Manuel* de 1964, de sinistre mémoire au lendemain de la « déstalinisation » ! Les résultats des travaux connus sont en définitive inégaux, mais, en dépit des réserves que nous avons exprimées, nous pensons que les travaux de Philippe Robrieux et Jean-Paul Brunet sont appelés à rendre de grands services si l'on se réfère aux ouvrages qui existaient jusqu'à présent sur le marché du livre, à savoir les travaux médiocres de Gérard Walter et de Jacques Fauvet-Alain Duhamel.

Mais s'il y a incontestablement nouveauté dans l'*historiographie* du P.C., il n'y a encore que « des nouveautés » partielles, ponctuelles pour l'étude scientifique de l'histoire du P.C., des « nouveautés » qui sont en ce sens des jalons, des matériaux à prendre en compte pour l'étude complète des raisons et du mode de la dégénérescence, après l'Union soviétique, d'un parti fondé pour être en France le parti de la révolution socialiste et qui y devint celui de la bureaucratie stalinienne.

Cette étude reste à faire.

DOCUMENTS

11. J.-P. Joubert, « Quand *L'Humanité* couvrait les traces des tueurs », *ibidem*.

UN DOCUMENT SUR LA FÉDÉRATION UNITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT

La lettre ci-dessous, qui est reproduite d'un original se trouvant dans les archives Davoust, a été envoyée à un responsable de l'Union communiste – qui éditait L'Internationale – par l'ancien secrétaire de la Fédération unitaire, l'instituteur ardéchois Gilbert Serret (1902-1943). Elle nous a paru suffisamment intéressante pour être reproduite ici sans commentaire.

Le 10 décembre 1934

Gilbert SERRET, instituteur
à Saint-Montant (Ardèche)

Cher Camarade,

Je réponds volontiers à ta lettre du 7-12. Je serai bref pourtant : je relève à peine d'une douloureuse sinusite. Mais, bien entendu, nous reprendrons plus tard ces quelques mots de conversation.

Pour que tu te rendes comptes plus exactement de ce que nous sommes et ce que nous voulons, un rapide rappel du passé est indispensable.

La Fédération unitaire de l'Enseignement, forte de 4 000 membres environ a toujours été une fédération *d'opinion* avant d'être une organisation corporative.

Chez nous, les problèmes sociaux ont toujours joué un très grand rôle depuis l'époque lointaine (1905) de notre origine. Ce n'est même que dans la mesure où nous avons abordé la question sociale que nous avons joué un rôle corporatif et pédagogique.

Notre Fédération qui joua un beau rôle durant la guerre fut très rapidement imprégnée de communisme dès 17. Elle resta fidèle au Communisme officiel jusqu'à la fameuse troisième période (1929). A compter de cette époque, elle se sépara de la tendance stalinienne tout en restant, bien entendu, à la C.G.T.U.

C'est depuis lors que nous nous sommes classés comme oppositionnels tant

sur le plan syndical que sur le plan politique. Le P.C. et ses filiales nous firent une lutte brutale et féroce surtout depuis notre fameux Congrès de Marseille (1930). Pendant 2 ans, de 30 à 32, j'ai subi le plus gros choc du fait de mes fonctions de secrétaire fédéral. Durant cette période, j'ai aussi bien entendu donné de rudes coups aux fossoyeurs du communisme et du syndicalisme : les Gitton, les Monmousseau, les Thorez, les Staline.

Progressivement, la Majorité fédérale a opéré une révision des valeurs et des acquisitions faites surtout durant la période antérieure. Progressivement nous avons élaboré une idéologie oppositionnelle qui s'est trouvée fréquemment en accord avec les opinions des oppositions diverses existant sur le plan politique et se mouvant sur le terrain révolutionnaire. Nous avons été ainsi amenés à préciser notre conception sur la crise, sur le parti du prolétariat, sur le syndicalisme, sur la guerre, sur le fascisme, sur le front unique, sur l'unité syndicale, sur l'U.R.S.S.

Ce qu'il y a eu de remarquable, c'est que notre évolution s'est produite sans cassure entre nous (sauf sur l'Unité syndicale). Nous formons ainsi dans la Fédération un bloc qui bien entendu n'est pas homogène à 100 % mais dans lequel il y a accords sur toutes les grandes questions. Alors que les multiples oppositions politiques se déchiraient et se subdivisaient sans fin, nous, nous sommes restés unis. Ce fait est d'autant plus curieux que notre position syndicale nous vaut d'être obligés de traîner avec nous des camarades de base qui, par inertie, ne faisaient point ce travail de révision dont je te parle plus haut. Néanmoins nous sommes parvenus à amener l'ensemble de nos partisans et sympathisants à adopter nos conceptions les plus neuves, les plus catégoriques sur les problèmes les plus graves.

C'est surtout dans nos congrès que s'expriment ces opinions. Notre organe officiel, l'École Émancipée, ne contient qu'occasionnellement et à la veille des congrès l'exposé *complet* de nos conceptions. Notre force et notre cohésion sont dues au fait que nous avons parmi nous des hommes de haute valeur syndicaliste (les Bouët et des théoriciens comme Dommanget) et de multiples militants dévoués, combattifs, désintéressés et habiles. C'est ce qui fait que nous n'avons jamais faibli sous les coups forcenés des staliniens et que nous n'avons jamais glissé au réformisme.

En Ardèche, nous sommes un bon noyau (de 60 à 80) de cam[arades] M[ajorité] F[édérale] et nous dirigeons un syndicat de 410 membres (2/5 du personnel). Nous ne formons pas une secte politique locale. Nous vivons seulement de la vie fédérale. Nous avons organisé il y a 8 mois un petit Congrès d'oppositionnels de toutes tendances et de toutes oppositions ; ce fut quelque chose d'excellent que nous renouvellerons peut-être un jour.

En deux mots maintenant. Sur la *crise* et son *issue*, sur la lutte *antifasciste*, sur la *guerre*, sur la nécessité d'un *parti* et son *fonctionnement* je crois que nous sommes d'accord avec l'ensemble des oppositionnels.

Sur l'*Unité syndicale*, nous devons être à peu près seuls ; d'une façon générale les oppositionnels politiques ne comprennent pas notre souci des *garanties* préalables. Notre expérience des 2 C.G.T. que les oppositionnels n'ont pas (en général) fait que nous restons sur nos positions malgré... de multiples sollicitations.

Sur l'*U.R.S.S.* et la *guerre* (cas où l'U.R.S.S. est liée avec un pays

impérialiste) nous devons être d'accord avec vous et en désaccord avec les tronçons de la Ligue.

Sur la rentrée au parti S.F.I.O. : pas d'accord avec le Vieux. Sur le redressement de l'I.C. : pas d'accord avec les Madrange et les K. K. Landau (opinion personnelle mais que beaucoup partagent sans doute).

Voilà rapidement nos idées essentielles.

Avec Doriot : aucun lien politique. Sollicité par les cam[arades] de Saint-Denis pour écrire dans l'Émancipation, j'ai envoyé un article qui doit vraisemblablement être en désaccord avec les dirigeants dionysiens. J'ai approuvé certaines opinions de D[oriot]. Je fais des réserves sur beaucoup d'autres. Je n'en approuve pas du tout certaines.

Tous les groupements d'oppositionnels ont tenté de jouer leur « rôle dirigeant » dans notre M. F. – en vain – après nous avoir fait la cour, si je puis dire. Je suis resté en correspondance avec presque tous. Longtemps nous avons souhaité l'unification des tendances et la formation d'un groupement solide et large d'opposition qui eût attiré à lui un grand nombre d'éléments sérieux que le stalinisme et l'opportunisme dégoûtent. Sans ambition ridicule au début, cette Union serait sans doute devenue le seul parti révolutionnaire, le fondateur de la 4^e Internationale, dans un temps indéterminé.

Question paysanne : elle est d'une très grande importance. Les événements d'Espagne viennent encore de le prouver. Pour donner une juste réponse au problème ainsi posé : rôle des révolutionnaires en face de la paysannerie française, il faut d'abord et avant tout connaître la question agraire d'une façon concrète. Je ne pense pas que le P.C. soit dans le vrai. Quant aux S.F.I.O. ils voient la question sous l'angle électoral. J'ai eu l'impression que certains oppositionnels concevaient la question sous un angle *livresque*. Oui, je développerai ma pensée dans l'E.E. quand j'en aurai fini avec les questions actuelles (organisation – revendications – propagande).

J'habite le sud de l'Ardèche. Je ne puis aller à Paris que rarement : 16 à 18 h de voyage pour aller. Impossible donc de répondre à ton invitation.

Je connais Rosmer. C'est un homme de valeur. Dommage que son rôle soit si modeste aujourd'hui.

Bien fraternellement

G. SERRET

TROTSKY ET LE FRONT POPULAIRE

PROCÈS-VERBAL DU S.I. DU 12 JUILLET 1935¹

L.C.I. (B.L.) S.I. P.V. de la séance du 12 juillet 1935

Présents : Martin, Dubois, Clart (pendant la question française), Nicolle, (parti avant la fin de la séance)²

1. *France* : Question du Front populaire.

Le C.C. du G.B.L. n'ayant pas trouvé une solution à cette question, le camarade Clart demande l'avis du S[ecrétariat] I[nternational]. Le Front populaire, c'est-à-dire le front unique des partis, syndicats et autres organisations prolétariennes, élargi des partis radical-socialiste et autres démocrates, dont les chefs font partie du gouvernement actuel, initié par le parti communiste à la suite du tournant récent du Comintern, a trouvé un écho énorme dans les masses, surtout depuis la préparation du 14 juillet, mais aussi un certain mécontentement à la base du parti socialiste et des Jeunesses socialistes. En fait, le Front populaire n'est que la renaissance de l'ancien cartel des gauches, avec les mêmes combines et illusions parlementaires et électorales, aux mots d'ordre confus et restreints ; politique que la direction du parti socialiste a dû abandonner sous la pression de sa base ; actuellement repris par le parti communiste dans la voie du maintien du statu-quo et de la préparation à la défense nationale. Dans le 20^e arrondissement, l'aversion contre le nouveau cartel a même mené à la rupture entre P.S. et P.C. Dans le C.C. du G.B.L. la question fut posée ainsi : faut-il apparaître comme des adversaires du Front populaire ou non ? L'attitude préconisée dans « Où va la France ? », ne faut-il pas la réviser, vu le fait que le Front populaire est passé du mot d'ordre dans la réalité ? Notre mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan, ne signifie-t-il pas un gouvernement du Front populaire, évidemment conçu sur la base de l'action extra-parlementaire ? Faut-il avoir envers le Front populaire réel aujourd'hui la même attitude qu'envers le plan du travail belge ?

Les mots d'ordre autour desquels se déroulait la discussion étaient : A bas le Front populaire de collaboration de classe, vive le Front populaire (rectifié en Front unique) de lutte de classe !

L'avis du *camarade Clart* est exprimé dans l'article leader de *La Vérité*

1. 16484, avec la permission de la Houghton Library.

2. Martin est le pseudonyme de Alfonso Leonetti, Dubois celui de Ruth Fischer, Clart est Jean Rous et Nicolle, Erwin Wolf.

n° 224. Il estime qu'il faut plutôt apparaître comme adversaires du Front populaire que d'y disparaître. Car demain nous serions aussi responsables que les autres de la faillite et de la catastrophe inévitables du Front populaire actuel et d'un gouvernement du Front populaire. Il faut dénoncer impitoyablement cette politique de collaboration de classes, préconiser de chasser les radicaux, se manifester nettement dans le Front populaire. Évidemment, la place des révolutionnaires est là où sont les masses. Mais ce n'est que dans ce sens que nous pouvons être « pour » le Front populaire. Le Plan du travail au pouvoir, ce mot d'ordre serait applicable à la France si le Front populaire avait un tel programme. Mais c'est précisément l'absence de tout programme – sauf quelques piteuses et illusives revendications immédiates – qui permet aux radicaux de siéger en même temps dans le gouvernement et dans le Front populaire.

Le camarade Dubois souligne le caractère de sale combine du Front populaire et la nécessité de le dénoncer. La question d'être dans ou en dehors du Front populaire ne se pose pas, parce qu'en tant que membres S.F.I.O. on en fait déjà partie. La lutte contre le Front populaire devrait être menée non avec une multitude de mots d'ordre, mais avec quelques-uns seulement. Il faut opposer la Commune aux réminiscences de la Grande Révolution.

Martin : L'attitude du G.B.L. est en général considérée comme folle. Il est impossible de se couper des masses. Le Front populaire est le seul mouvement réel actuellement, il existe, on ne peut pas le combattre. Il faut se mettre sur la base du Front populaire pour le transformer par une critique vigoureuse. Mais encore faut-il être prudent pour ne pas provoquer des bagarres le 14 juillet, ce qui serait le pire, c'est-à-dire pour ne pas se faire écraser et pour ne pas passer pour des provocateurs. Toute manifestation de tendance est interdite, il y a un service d'ordre formidable. Il faut distinguer la politique de la propagande. Il serait indiqué de ne distribuer le tract qu'à la dissolution du cortège. La perspective de « Où va la France ? » est tout à fait juste. Le parti radical est brisé, il doit disparaître inévitablement. Les masses petites-bourgeoises se tourneront vers les fascistes, si elles ne sont pas attirées par l'action du prolétariat. Actuellement elles passent par une fièvre démocratique. Demain elles seront déçues. Le crime des bureaucraties ouvrières consiste à ne pas s'allier pour la lutte avec les masses, mais à faire des blocs sans principes avec leurs chefs, à se mettre à la remorque des radicaux. Et après le 14 juillet ? Attendre octobre, aller en vacances ? Les fascistes n'attendront pas. Lorsque les masses seront fatiguées ils interviendront. En Allemagne il y avait le Front de fer et le Front rouge, beaucoup plus solides, et ils n'ont pu résister au fascisme. Il faut développer, continuer le mouvement, le pousser sous le mot d'ordre : Le Front populaire au pouvoir ! et ne pas attendre passivement qu'il se fasse peut-être en octobre. Il faut constituer des comités d'alerte, développer les bonnes initiatives (mairies de banlieue, etc.). Dans le mot d'ordre « A bas le Front populaire de collaboration de classe ! » les masses ne comprendront que la première partie. Nous avons notre position à nous. Les masses ne sont pas encore prêtes à l'accepter. Qu'elles fassent leur expérience. Mais qu'elles se mettent au travail pour réaliser.

Le camarade Nicolle constate que le Front populaire est un bloc avec la bourgeoisie. Évidemment nous devons être où sont les masses. Mais il est impossible de réformer le Front populaire en tant que tel. L'expérience chinoise se répète.

Martin : Il s'agit de combattre l'union avec les Kuomintang français, mais aussi de conclure une alliance avec elle.

Dubois à Nicolle : Il faut connaître les faits.

Nicolle se prononce pour un front unique d'action de classe. Aucune action possible avec les adversaires de classe. Lutter pour les revendications des masses signifie lutter contre les illusions d'un gouvernement de Front populaire. « Le Front populaire au pouvoir » est un mot d'ordre extrêmement dangereux, il signifie Daladier, Blum, Cachin. Cela n'a rien à voir avec la lutte des classes.

Le camarade Clart évoque l'opposition qu'il y a déjà dans le Front populaire contre cette politique, sur la base de la négation de la défense nationale et de l'opposition au radicalisme. Dénoncer les dangers, prévoir la catastrophe, ce n'est pas sectaire. Daladier est l'homme des banques qui s'est déjà une fois révélé incapable. Se taire c'est se mettre d'avance hors d'état de profiter de la déception inévitable. Il faut rester fidèle à la ligne de « Où va la France ? ». Le camarade Clart lit en outre des lettres du camarade Crux où celui-ci préconise le front unique de classe.

Martin : Nous n'avons jamais cessé de dénoncer le P.O.B. et nous avons lancé quand même le mot d'ordre « Le P.O.B. au pouvoir ». Le P.O.B. est aussi un agent de la bourgeoisie. Le Front populaire est même plus à gauche que le P.O.B. Le Front populaire avec Daladier n'est pas un bloc avec la bourgeoisie tout court.

Dubois : C'est clair comme le soleil.

Clart : L'alliance avec les radicaux est une alliance contre les classes moyennes.

Martin : Il faut reprendre l'exemple du Kuomintang et de la Concentration antifasciste italienne (même avec des monarchistes), le Kuomintang italien, d'après Trotsky. Il n'y a pas de parti révolutionnaire actuellement. Il faut une critique âpre et violente de la notion du Front populaire. Mais il faut aussi pousser à la réalisation du programme, c'est-à-dire du Plan de la C.G.T., accepté par les radicaux. Pour faire éclater les divergences.

Clart conteste que le Plan de la C.G.T. soit le programme du Front populaire. Clart constate l'unanimité du S.I. d'être au sein du Front populaire pour le dénoncer vigoureusement, il n'y a divergence que sur les mots d'ordre.

Le camarade Martin et le camarade Dubois proposent comme mots d'ordre : 1. Front populaire au pouvoir ; 2. Comité de défense ; 3. Milices ouvrières ; 4. Réalisation du Plan de la C.G.T. ; 5. Contre l'union sacrée ; 6. Gouvernement Ouvrier et Paysan ; 7. Parti révolutionnaire. Pas de changement dans l'analyse. Clart d'accord à l'exception du point numéro un. Nicolle de même. On peut faire un front unique même avec le pape mais pas de bloc.

Martin constate que l'opinion générale de la Ligue (Van, Naville, etc.) est que Crux se soit trompé en donnant l'analyse de « Où va la France ? »

Dubois pense que du point de vue théorique le gouvernement de Front populaire est la même chose que le gouvernement Ouvrier et paysan.

On décide que Clart mette Crux au courant de la discussion pour lui demander son avis.

LA VISITE DE R. MOLINIER ET J. DESNOTS A HØNEFOSS

Les 15 et 16 juillet 1936, Raymond Molinier et son camarade de l'ex-P.C.I., Jacques Desnots dit Le Ricard furent reçus à Hønefoss en pleine crise du P.O.I. qui, au même moment, se préparait à exclure Molinier de ses rangs.

Trotsky était accompagné de Max Shachtman et Erwin Wolf.

Nous avons pensé intéressant de reproduire ci-dessous les deux procès-verbaux rédigés par les deux parties :

– le premier, sur les notes de Desnots, fut publié dans La Crise des Bolcheviks-Léninistes en 1936 ;

– le second, établi par Shachtman, était inédit jusqu'à l'ouverture des papiers d'exil.

I

ENTREVUE AVEC RAYMOND MOLINIER ET J. DESNOTS¹

(16 juillet 1936)

La délégation se présente et attend de Trotsky opinion.

1. *La crise des Bolcheviks-Léninistes*, t. II, pp. 25-27. A la suite de la crise de la section française au lendemain de son unification, deux délégués de l'ex-P.C.I., Raymond Molinier et Desnots, s'étaient rendu à Hønefoss. Jacques DESNOTS, dit LE RICARD (1897-1943), ancien militant du P.C., où il avait été membre du C.C. et responsable des « questions paysannes », avait rejoint successivement depuis 1934 le groupe de Doriot, puis le Front social, et, via la minorité de ce dernier et *La Commune*, le P.C.I. qui l'avait élu à son bureau politique. Le texte ci-dessus, publié dans une brochure éditée par le P.C.I. en avril 1939, est présenté comme la reproduction des notes prises par Desnots et Molinier au cours de l'entrevue. Nous avons scrupuleusement respecté sa présentation parfois télégraphique, nous contentant de rétablir les noms des protagonistes, Trotsky à la place de « Crux », Molinier pour « M » ou « R.M. », Desnots pour « Le Ricard ».

TROTSKY

Que voulez-vous ? (Montrant la lettre du 12 juillet².) Tout cela ? Je connais et je ne suis pas d'accord, même au prix du supplice. L'expérience a vérifié à mes yeux les questions politiques, qui sont bien vieilles. (S'adressant à Desnots) Quant aux autres questions personnelles, je les connais depuis plus longtemps que vous. Si vous êtes la majorité, vous aurez la possibilité de combattre dans l'organisation.

DESNOTS

(attaque) *Le parti crèvera de ces querelles intérieures.*

TROTSKY

Rhétorique ; querelles sont choses humaines. Vous parlez comme Magdeleine Paz. Avez-vous dans votre serviette remède aux querelles ? Moi pas !

DESNOTS

Je ne fais pas de rhétorique. Querelles humaines, nous les liquidons nous-mêmes. Mais nature de celle-ci est différente, ce sont problèmes politiques.

TROTSKY

Vous dites choses vagues et pathétiques sur unité du parti révolutionnaire... Je suis solidaire de ceux qui ont exclu Molinier. Je reste sur cette question inébranlablement. Molinier a fait les pires choses pour le mouvement B.L. en France. La clique de Molinier a changé dix fois d'attitude. J'appelle « clique personnelle », au sens marxiste du mot, un groupement qui entoure quelqu'un et couvre tous ses méfaits malgré les variations politiques nombreuses. Je suis venu à cette position après sept années d'expérience de la section française. La participation de Molinier à notre mouvement a été désastreuse et destructive, et, puisque Molinier inscrit mes paroles, je me permets d'énumérer les faits.

Nous avons eu, en France, en Espagne, au S.I., une vingtaine de « cas Molinier »³. Si tous les autres sont mauvais, il faut en tirer les conséquences. Mais il y a les faits : un fait biographique de Molinier qui pèse lourd, son évasion de la caserne, où chaque ouvrier, chaque paysan reste. Par lâcheté personnelle ? Il prétexte un travail révolutionnaire⁴... Pourquoi ? Le tribunal l'a déclaré fou : il a

2. Desnots avait écrit à Trotsky le 12 juillet, lui racontant comment lui, militant récemment gagné, avait vécu la « crise » et l'adurant de ne pas accorder sa caution à « une boutique ». La lettre était contresignée par Molinier et Pierre Frank.

3. De toute évidence, Trotsky fait allusion aux différentes « crises » du mouvement international où Molinier fut impliqué.

4. Molinier, qui avait bénéficié de plusieurs ajournements pour l'incorporation dans l'armée, devait finalement se présenter à la caserne du 3^e régiment du génie à Versailles le 10 mai 1929. Or il s'était rendu à Prinkipo auprès de Trotsky et y séjourna jusqu'au 27 mai. Il ne se présenta à sa caserne que le 11 juillet et en repartit le 15. Arrêté sur plainte des fonctionnaires de l'ambassade soviétique le 13 août, parce qu'il vendait des brochures devant l'ambassade, il fut identifié comme « déserteur ». Mais, le 15 août, il était hospitalisé à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, et, le 8 novembre, y avait bénéficié d'une « réforme n° 2 » pour « déséquilibre psychique constitutionnel » et avait été aussitôt remis en liberté.

un certificat donné par l'État comme quoi il est fou... On a fait intervenir des médecins, chose que je ne veux pas savoir. Après ça, je lui ai dit : « Vous ne pourrez occuper aucune place en vedette, parce que, à chaque instant, la police peut jeter ce fait : vous êtes un déserteur et vous vous êtes fait appeler fou ! ». Si Molinier a les nerfs délicats et ne peut supporter la caserne, il ne pourra supporter la prison : donc, il n'est pas un révolutionnaire.

MOLINIER

déclare qu'il répondra tout à l'heure.

TROTSKY

Je ne puis discuter questions politiques avec un exclu.

Après cela est venue l'affaire des « affaires »⁵. Quand je suis venu en France, j'ai compris que les affaires étaient un facteur de désorganisation et que Molinier introduisait « l'esprit des affaires ». Molinier a certaines qualités que j'apprécie chez un révolutionnaire. J'ai donc essayé de faire prendre par le S.I. une décision comme quoi Molinier devait cesser les affaires. Molinier a consenti et on a pris cette décision unanimement, puisque l'affaire conduisait à l'organisation des rebellions⁶. C'était en juillet 1933. Molinier a ensuite trompé l'organisation internationale et moi-même, puisqu'il a repris ses affaires. Il y a une autre affaire, moins importante, mais caractéristique : l'affaire de Lille.

A mon arrivée en France, j'ai proposé au comité central de quitter Paris où régnait une atmosphère malsaine. Aller à Lille et vous détacher de cette atmosphère envenimée. Le comité central a refusé. Molinier est allé à Lille. J'ai dit : très bien ! C'était sa propre initiative. Il a voulu me l'attribuer. Il partait à Lille faire des miracles. Toujours des miracles ! Financiers, politiques, militaires ! Il n'a pas fait à Lille un miracle, mais il se servait de sa présence là-bas pour bombarder le C.C. et déclarer que tous étaient pourris, dont Frank. C'était Molinier qui était l'éducateur ! Il est revenu. Lille était un fiasco en petit, la préparation du fiasco de *La Commune*.

L'affaire de *La Commune*, c'était une trahison. Ceci est amplement démontré par la brochure de Braun. Que Molinier ait cru qu'il pouvait opposer des billets de banque à l'organisation internationale, vous ne trouverez, ni en Europe, ni en Amérique, un seul B.L. qui puisse avoir l'opinion que l'on peut travailler avec Molinier ; au plénum, pas un ne vota pour lui, le vote fut unanime.

La préparation de *La Commune* fut un complot ourdi par Molinier. Je comprends que l'on fasse un complot dans une organisation réformiste, mais il

5. Raymond Molinier dirigeait une entreprise de contentieux, l'Institut français de recouvrement et de représentation, qui se chargeait de récupérer les créances impayées par des moyens parfois expéditifs. L'entreprise pouvait épisodiquement lui rapporter pas mal d'argent. A l'été 1933, à l'initiative de Blasco, qui avait été quelques temps employé par cette société, une délégation du S.I. avait rendu visite à Trotsky pour lui dire son inquiétude à propos de certains aspects de cette activité.

6. Les uns après les autres, des militants, découvrant soit certains aspects de l'activité professionnelle de Molinier, soit qu'il n'offrait de financer l'organisation que quand il était d'accord avec la ligne, s'indignaient. De Rosmer à Nin, tous les critiques avaient placé au centre de leurs arguments les « affaires » de Molinier et ses « méthodes ».

s'agissait de la IV^e Internationale, et j'affirme que, sans ses moyens financiers, il ne serait jamais venu à Molinier cette idée. C'est seulement parce qu'il avait ses billets de banque qu'il a eu l'idée de faire son parti à lui, sur la base de trois ou quatre points. Puis il s'est déclaré section de la IV^e Internationale, ce qui fut une usurpation indigne. La commission de contrôle installée par le S.I. a démontré sa déloyauté, et je suis prêt à écrire publiquement que Molinier a introduit l'esprit des affaires dans l'organisation, et que ses manières sont incompatibles avec une organisation prolétarienne. Si je lance des accusations si lourdes, c'est que je suis convaincu, après sept ans et l'histoire de *La Commune*, que je considère comme un fiasco lamentable.

Lorsque la question de l'unité⁷ s'est posée, j'ai dit : Nous avons bien fait d'exclure Molinier, mais il ne faut pas, sur ce cas Molinier, faire un obstacle à la fusion. On verra après !

L'attitude de Molinier et de Frank, depuis la fusion, absolument incroyable ! Après le fiasco, ils veulent donner une leçon politique et de moralité. C'est un peu trop ! Il n'y a personne qui, dans l'organisation internationale, veuille tolérer Molinier dans nos rangs. J'affirme que l'esprit des affaires et l'habitude de regarder l'organisation comme une affaire, tout cela devient plus fort que lui. Molinier a perdu toute mesure. Il y a, depuis la fusion, trois épisodes :

1^o Opposition financière de Poly, Le Ricard et Frank⁸. Quant à vous, Le Ricard, vous ne connaissez ni précédents, ni antécédents. Lui, Frank, il connaît l'histoire tragique des affaires, la commission de contrôle, et néanmoins il a proposé de recommencer l'histoire des affaires, en appelant « bavardages » les décisions du S.I.

Celui qui appelle « bavardages » les décisions du S.I., nous le jetons dehors ! Frank n'a aucune personnalité ! Quand Molinier était à Lille, P. Frank était avec Molinier. A cette époque, Frank, d'après Molinier, était « pourri ».

Comme Meichler⁹, qui est malfaisant quand il est dirigé par Molinier. Ces gens changent de drapeau, d'organisation, mais pas de chef !

Henri Molinier¹⁰, que j'estime, avait lui-même insisté auprès de son frère pour qu'il mène une vie prolétarienne !

2^o Il y a cette histoire des procès-verbaux¹¹... Je ne veux pas m'en occuper. Molinier est toujours ambigu, si bien qu'on peut interpréter à gauche, à droite, ses propos. Quand il veut tromper, berner, il trouve des formules évasives. Il sait

7. Il s'agit de l'unification entre le G.B.L., les J.S.R. et le P.C.I., qui allait donner naissance au P.O.I.

8. Cf. *Œuvres*, 10, n. 9, p. 113.

9. Jean MEICHLER, dit MÈCHE, dit BRICHE (1898-1941), représentant de commerce, et collaborateur de l'I.F.R.R. de Molinier, avait été du noyau de 1929, mais aussi en 1935 de celui de *La Commune*. Trotsky, qu'il avait accompagné dans son voyage en 1933 vers les Pyrénées, avait pour lui de l'estime.

10. Henri MOLINIER (1898-1944) était le frère aîné de Raymond Molinier. Ingénieur, signataire en 1929 du manifeste de *La Vérité*, il avait la confiance et l'amitié de Trotsky qui en avait fait son « fondé de pouvoir » dans bien des circonstances difficiles.

11. Molinier et ses partisans disaient que les procès-verbaux publiés dans les bulletins intérieurs avaient déformé, voire dénaturé leurs interventions.

être brutal et mielleux, c'est un récidiviste ! J'ai perdu toute confiance dans ce que dit et écrit Molinier. Je puis m'imaginer qu'il s'est exprimé d'une manière équivoque. Les camarades qui ont rédigé le P.V. sont les trois camarades les plus honnêtes : les trois Bardin¹² sont les meilleurs éléments.

3° L'histoire de *Intran*. Dans un journal bourgeois, un article dirigé contre nous, un article envenimé, où l'on essaie de se servir de Molinier pour compromettre l'organisation¹³... Que prouve cet article ? Notre décision sur les affaires de Molinier était juste. Qu'on ne me parle pas des rumeurs : la bourgeoisie se renseigne elle-même.

La seule condition pour un révolutionnaire attaché à l'organisation, c'est de comprendre à quel point il a été criminel de donner à des canailles bourgeoises la possibilité de compromettre l'organisation. Or que fait Molinier ? Il tourne l'accusation contre la direction ? C'est l'acte d'un fou !

Comment peut-on ne pas voir que cet article vise beaucoup plus l'organisation que Molinier ? Molinier est un élément destructeur ; l'exclusion de Molinier fut juste, et sa justesse est démontrée à nouveau après la fusion pour les éléments nouveaux.

Cela, je le répéterai devant n'importe quel auditoire.

DESNOTS

Dans le P.C.I., nous avons travaillé avec Molinier. Il n'y a eu ni pression, ni malpropreté. Un seul cas a été réglé par une exclusion, et nous ne sommes pas venus à Hønefoss pour cela. J'ai été moi-même, de la part de ces « camarades honnêtes », l'objet de calomnies et de mensonges. Avant le cas Molinier, il faut avant tout considérer l'apport numérique du P.C.I. dans le P.O.I., et voir avant tout le salut du P.O.I. et l'intérêt de son développement.

TROTSKY

Vous êtes pathétique ! On se développe chaque jour. Il faut en finir avec Molinier dans la IV^e ! Vous accepterez ou non la décision du S.I. et si vous ne l'acceptez pas, vous ferez appel nationalement ou internationalement.

12. Les « trois Bardin » étaient trois frères, tous trois dirigeants du P.O.I., M. Joannès, dit BOITEL, postier, Alfred, dit LÉON (né en 1907), technicien dans la métallurgie, et Alexis dit PRAU (né en 1905), professeur de dessin industriel que Trotsky avait gagné à Grenoble pendant son séjour.

13. L'article déjà mentionné d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie dans *Intransigeant* du 23 juin (Cf. *Œuvres*, 10, n. 2, p. 130) déclarait notamment : « Ces faits paraissent étranges ; cette fusion, si à propos, cette création d'une feuille qui naît pour se faire saisir et porter le poids d'une provocation fantomatique. Dans les cercles opposants, quelques connaisseurs désignent même un des principaux artisans de cette manœuvre, un meneur archi-suspect, exclu du parti communiste, puis du groupe léniniste ». Molinier s'était immédiatement adressé au bureau politique pour dire que cet article était le résultat des « luttes de tendances antérieures », et accuser « un membre responsable ayant appartenu au G.B.L. » d'en être l'inspirateur. Le commentaire de ce document dans *La Crise*, t. II, p. 29, laisse entendre que Rous, qui s'était targué de relations communes avec d'Astier, pourrait avoir été cet inspirateur. On prononça aussi le nom de l'étudiant en chirurgie dentaire GOTTLIEB dit PÉRO. En fait il semble bien qu'il s'agissait, contre le P.O.I., d'utiliser, pour le discréditer, la réputation de Molinier.

DESNOTS

Je ne connais pas l'organisation internationale ! Je ne l'ai jamais vue ! Tous les rapports sont faits par ceux-là même qui nous ont trompés (Rappel des conditions dans lesquelles s'est faite l'unification : le G.B.L. avait étudié la préparation commune et décidé de ne pas poser d'exclusives personnelles). Maintenant on pose à nouveau les exclusives. Ce procédé est bureaucratique. Mieux vaut expliquer que d'affirmer.

TROTSKY

Nous ne voulons pas de faiseurs de miracles dans l'organisation ! J'ai des billets de banque, je fais mon journal ! L'esprit aventurier, nous ne le tolérerons jamais.

DESNOTS

Je puis affirmer que jamais on n'a exercé aucune sorte de pression dans notre P.C.I.

TROTSKY

Retournez dans votre parti !

DESNOTS

Nous n'apportons pas un esprit de boutiquier. Nous voulons un parti fort.

TROTSKY

Vous pouvez rester dans le P.O.I. sans Molinier.

DESNOTS

Le P.C.I. était un tout, le P.O.I. est un tout. On nous a trompés à l'unité.

TROTSKY

J'ai perdu toute confiance dans les anciens B.L. du P.C.I. Ils sont venus sans avoir rien appris. Lénine a dit de Zinoviev : ce n'est pas par accident¹⁴. Ces anciens B.L. ont trahi nos principes politiques, ils se sont brûlé les doigts ; ils reviennent en voulant faire appliquer les principes et se fourvoient même sur la question syndicale¹⁵. En temps utile, j'ai écrit à l'ainé des Molinier que la seule chose, c'était la démission du mouvement révolutionnaire pour un certain temps¹⁶, car Molinier avait trahi nos principes et ridiculisé le parti. A ce moment, j'avais dit : démissionnez et montrez que vous êtes fidèles aux principes, et on vous ouvrira la porte. Mais maintenant, il faut exclure.

DESNOTS

Ce qui ridiculise le parti, ce sont les formules de La Lutte ouvrière¹⁷.

14. Allusion à la lettre appelée « testament » dans laquelle Lénine commente l'attitude de Zinoviev à la veille de l'insurrection d'octobre à laquelle il était opposé.

15. Cf. *Œuvres*, 10, n. 7, p. 112.

16. Nous ne possédons pas cette lettre.

17. Nous ne savons pas quelles formules sont visées par Desnots.

TROTSKY

Il y aura à *La Lutte ouvrière* des hauts et des bas. Mais c'est notre mouvement. Ce que Rous a écrit sur le gouvernement Blum, l'équipe de *La Commune* devrait l'étudier et l'apprécier. Rous est un des jeunes de nos rangs, il a compris très tardivement, mais il a le mieux compris.

DESNOTS

Ce qui ridiculise, ce sont les méthodes qui consistent en des accusations publiques dans les bulletins de l'organisation. Ce qui compromet, c'est la diffusion publique par les B.L. de ces bulletins « intérieurs ».

TROTSKY

Si quelqu'un peut gêner l'organisation par la mention de ses affaires, il faut l'exclure.

MOLINIER

La désertion n'a pas empêché Trotsky de me charger de postes et de missions, et le tribunal ne m'a jamais déclaré fou. L'abandon des affaires a été effectif, puisque j'ai été chez Trotsky et à Lille ; à mon retour, je n'ai trouvé de travail que dans cette société, et le responsable de cette société a même été cyniquement nommé trésorier de l'organisation, dont les besoins ont constitué un engrenage. S.I. a exigé mon départ des affaires. Ces choses faites, on parle maintenant de l'esprit.

Désertion en 1929, travail durant désertion dans l'organisation, solution à cette situation en accord avec organisation et Trotsky. Désertion réglée, Raymond travaille dans l'organisation, sans que personne fasse objection ; viennent désaccords politiques avec Rosmer, qui cherche argument dans désertion, etc. Trotsky le combat ! Raymond occupe pour Trotsky responsabilités nationales et internationales.

Lille. Le séjour a été limité par la nécessité d'accompagner Trotsky, expulsé. Toutes les liaisons actuelles du Nord ont été créées à cette date¹⁸. Au retour à Paris, lors d'entrée¹⁹, Raymond a retrouvé du travail dans société dont il s'agit. A aucun moment objections, et la chose était connue.

TROTSKY

Cas Molinier : avant tout, le temps de la discussion est passé, il faut l'exclure.

DESNOTS

En posant cette question ainsi, on dégoûtera l'organisation, on affaiblira le parti !

TROTSKY

Celui qui quitte l'organisation par dégoût n'est pas sérieux. Nous avons eu déjà des pertes, mais nous entrons dans une période très prometteuse ; le parti va croître. Il faut exclure, on ne peut ajourner.

18. La première génération du Nord avait disparu depuis des années quand Molinier était allé à Lille. Il avait recruté le groupe de militants ouvriers autour d'Eugène DE VREYER (né en 1897).

19. Il s'agit de l'entrée dans la S.F.I.O.

*
* *

La discussion se poursuit sur les mêmes questions. Il se dégage que Trotsky dit que Molinier pourra retrouver les portes ouvertes s'il est capable de supporter dehors les conséquences des actes préjudiciables pour la IV^e et garde sa fidélité à l'organisation en dehors d'elle.

A Hønefoss, le 16 juillet 1936²⁰.*
* *

Rendez-vous est pris pour le lendemain matin sur la question française.

Il est à mentionner qu'au cours des dernières minutes de discussion, Desnots faisait observer que les méthodes de la direction étaient bureaucratiques et que Trotsky rétorque : « Des bureaucrates, on sait où ils vont, on peut les arrêter ; des aventuristes, on ne peut les arrêter. »

En désignant aventuristes les militants dont la docilité bureaucratique n'est pas acquise, cette phrase est pour nous la leçon de l'affaire.

20. Ici se termine le procès-verbal contresigné par Molinier et Desnots. Le texte publié en 1939 se poursuivait par les commentaires suivants :

« Nous avons ensuite remis la lettre ci-dessous. Toutes les propositions de Desnots de ne pas faire tourner les difficultés de l'unification autour du cas Molinier, que l'on ne devait pas poser, ont été vaines. »

II

**DÉCLARATION DE MAX SHACHTMAN
SUR LA VISITE DE R. MOLINIER
ET LE RICARD
A HONEFOSS, 15/16 JUILLET 1936²¹**

Parce que cela revient aux comptes rendus du C.C. du P.O.I. de France et du S.I. de la L.C.I. et parce que nous n'avons aucune confiance dans la véracité de tout compte rendu qui pourrait être fait en France sur le sujet traité par cette déclaration, nous présentons ci-dessous un résumé fidèle et exact de la discussion qui s'est déroulée en deux rencontres entre R. Molinier et Le Ricard qui ont visité H[ønefoss] dans ce but et le soussigné, Crux et Braun.

En consentant à avoir une discussion avec les deux visiteurs français, il fut dit de façon tout à fait claire, dès le début, par nous et particulièrement par le camarade Crux²², qu'aucune déclaration faite par l'un d'entre nous dans le cours de la conversation ne pourrait être tenue pour autre chose qu'une opinion personnelle et ne pourrait en aucun cas être interprétée comme une déclaration officielle affectant de quelque façon que ce soit les décisions officielles – prises ou à prendre – du S.I. de la L.C.I. et de sa section française, le P.O.I.

Cette interprétation a été encore renforcée à l'ouverture des conversations par la déclaration du camarade Crux selon laquelle la lettre qui nous était présentée par la fraction Molinier ne contenait rien de nouveau, que ses déclarations antérieures avaient dit la même chose, que, dans la mesure où ils avaient des désaccords politiques avec d'autres camarades dans la section française, c'était leur devoir d'en discuter et de les régler dans le cadre de cette section, et que, finalement, nous ne discuterions pas les problèmes politiques internes de notre mouvement avec quelqu'un qui avait été exclu par lui (c.-à-d. Molinier). Tout ce que cette rencontre avec les deux Français pouvait exiger, c'était une déclaration de Crux, qui avait voté pour l'exclusion de R[aymond] M[olinier], sur les raisons pour lesquelles il avait voté dans ce sens.

En réponse à la déclaration de Le R[icard] selon laquelle lui et ses amis voulaient nous présenter une « image » de la situation dans le P.O.I., Crux a répondu qu'on ne pouvait pas ajouter grand chose, sinon rien, à ce qui avait déjà été présenté sous la forme de *La Commune*, des documents et des faits innombrables s'étendant sur une période de près de sept ans. Soulignant qu'il n'est possible de comprendre la position de Le R[icard] qu'en considération du

21. 17246.

22. Pseudonyme de Trotsky.

fait qu'il est nouveau dans notre mouvement (B.L.) et ignore les détails de l'histoire de sept années de R[aymond] M[olinier], le camarade Crux commença alors à expliquer son vote par une longue déclaration présentée ci-après sous une forme condensée :

– Si Le R[icard] est solidaire de R[aymond] M[olinier] et de son groupe comme sa lettre adressée à nous l'affirme, je suis solidaire de ceux qui sont pour l'exclusion de R[aymond] M[olinier]. M[olinier] a commis les pires crimes contre le mouvement b.l. en France. Il n'y a pas un groupe politique de Molinier, mais seulement une clique M[olinier], un groupe sans principes ni programme dont la composition demeure identique quel que soit le tournant, qui reste toujours une *clique*. Ces conclusions sévères sont le résultat de sept années d'une observation attentive. La participation de M[olinier] à notre mouvement est destructrice.

Voici quelques-uns des nombreux faits :

– Il y a au moins cent affaires concernant le travail de M[olinier] et les conflits autour de lui, non seulement en France mais dans divers autres pays. Je ne citerai que les plus saillants.

– D'abord il y a la désertion de la caserne, du service militaire, en dépit de tous les efforts de persuasion des amis, une désertion basée sur toutes sortes de prétextes révolutionnaires concernant le fait qu'il était nécessaire au travail du mouvement. Mais le travail révolutionnaire peut être fait aussi dans les casernes, car on peut y nouer des liens qui durent toute la vie pour celui qui les noue et pour son mouvement. Mais M[olinier] a déserté. Au procès, il a cherché des excuses en expliquant qu'il était fou. Je lui dis que cela seul l'empêche de *jamais* occuper un poste en vedette dans un mouvement révolutionnaire, au moins pas avant qu'il ait été amnistié par la révolution prolétarienne. La police peut toujours lui jeter à la tête l'accusation d'être à la fois un déserteur et un fou – à sa tête et à la nôtre. Un tel état de choses est intolérable. Il est vrai qu'après chaque épisode de ce genre, Molinier a promis de s'améliorer, mais il ne tient jamais ses promesses.

– Deuxièmement, il y a l'affaire de ses « affaires ». Il y a des années, je l'ai défendu à Prinkipo. Ignorant la nature de ses affaires, j'ai souligné qu'il n'était pas incompatible de s'engager dans une entreprise capitaliste et de servir le mouvement, comme ce fut le cas du vieil Engels. A mon arrivée en France, j'eus pour la première fois l'occasion de parler en détail avec les camarades français et d'apprendre ce qu'étaient « les affaires » de M[olinier]. M[olinier] a introduit et continue à introduire l'esprit des « affaires » dans le mouvement b.l. et n'a qu'une influence corruptrice et destructrice. A cette époque je proposai un règlement tranquille de la question : d'accord avec M[olinier], qu'il liquide son affaire. M[olinier] fut d'accord et une résolution en ce sens fut adoptée déjà en juillet-août 1933. Trois années ont passé et la situation n'est pas meilleure aujourd'hui. Une fois de plus Molinier n'a pas tenu sa promesse. Il a trompé l'organisation et n'a pas du tout liquidé son affaire.

– Troisièmement vient l'affaire de Lille, qui est moins importante, mais caractéristique. Je proposai que le C.C. de la petite organisation française transfère son siège à Lille afin d'échapper à la mauvaise atmosphère qui prévalait à Paris. Le C.C., pour des raisons qu'il estimait justes, rejeta cette proposition, comme c'était son droit. Là-dessus R[aymond] M[olinier] déclara : « Alors j'irai ».

Il décida d'y aller de sa propre initiative (bien que plus tard il m'attribuât faussement son départ) ; il allait leur montrer à tous ; il allait faire des miracles à Lille. Il a continué à bombarder le C.C. d'accusations et d'insultes, mais n'a rien fait lui-même ; Lille fut un complet fiasco pour M[olinier].

— Finalement *La Commune*. Du point de vue des B.L., l'entreprise n'était qu'une fraude politique. Parlez à n'importe quel camarade dans le mouvement international des B.L. et il vous dira que personne au monde ne peut travailler avec R[aymond] M[olinier]. *La Commune* était une conspiration contre la L.C.I., une conspiration sans programme, une aventure sans principes. Seuls ses billets de banque, son argent, pouvaient lui permettre de se lancer dans une telle entreprise, car il n'avait ni principes ni programme. Un jour il se basait sur trois points, le lendemain sur sept ; puis il se baptisait présomptueusement « section de la IV^e Internationale » sans aucune permission des autres sections, du S.I. ou du Bureau. J'ai été pour son exclusion, et avec insistance, mais j'ai également été pour la fusion, sans faire de l'« affaire M[olinier] » un obstacle à cette fusion. Je me suis dit : faisons cette expérience supplémentaire et ils vont bien voir aussi. *Seule*, la section française est responsable de la présence de M[olinier], car la décision du S.I. est encore en vigueur et j'ai l'intention de m'y tenir et de la soutenir. Après la fusion vint le fiasco inévitable. Maintenant, après tout ce qui est arrivé, après que tout ce bilan soit apparu, après le fiasco de *La Commune*, après la fusion, après le dernier fiasco, il cherche encore à nous donner des leçons de politique et de morale révolutionnaire ! Par ses « affaires », il démoralise les camarades autour de lui, l'organisation, tout ce qu'il touche. Ses méthodes sont incompatibles avec l'appartenance au mouvement ouvrier révolutionnaire, comme une observation de sept années l'a démontré clairement.

— Laissez moi maintenant faire référence à trois points après la fusion. D'abord Frank, son supporter, propose de reprendre « les affaires » et de mettre un terme au « bavardage », c'est-à-dire aux décisions du S.I. Pour nous, les décisions du S.I. ne sont pas du bavardage, mais des résolutions qu'il faut réaliser. Deuxièmement, je ne parlerai pas du « compte rendu falsifié » auquel vous (c'est-à-dire Le R[icard]) avait fait référence en parlant de l'intervention de M[olinier] au C.C. parce que la possible incompréhension provient de la façon caractéristique de M[olinier] et délibérée dont il s'exprime de façon ambiguë, afin de pouvoir être compris d'une façon et aussi d'une autre, afin de pouvoir toujours esquiver ses responsabilités pour ses propres déclarations, en d'autres termes, d'une façon qui peut convenir au monde des affaires, mais pas à celui de l'organisation révolutionnaire. Troisièmement, l'article dans *l'Intransigeant*. C'est le point culminant. Cet article est destiné à nous frapper internationalement. Il fait allusion à Molinier et ses affaires suspectes. Il prouve que nous avons cent fois raison de dire il y a trois ans que M[olinier] devait liquider et quitter ses affaires parce qu'il pouvait compromettre notre mouvement. Et M[olinier], que fait-il ? Il lance l'accusation que c'est le C.C. qui a provoqué l'article. Seul un fou pouvait faire une telle déclaration. C'est caractéristique de lui. Quand j'ai lu cet article, j'ai tout de suite conclu, de son style et de son contenu qu'il ne pouvait avoir été écrit que par quelqu'un qui avait été formé à l'école de Souvarine et j'ai avant tout pensé à l'effet sur l'organisation. Et M[olinier] ? Il n'a vu que lui-même et pas l'organisation. Par pure mégalomanie, il n'a même pas vu que l'organisation était compromise. Il n'a pas réfléchi que, si une simple allusion dans un journal

ennemi pouvait discréditer notre organisation, alors il y avait quelque chose qui n'allait pas avec ses affaires, qu'elles constituent un danger pour le mouvement et qu'il devrait les avoir liquidées depuis longtemps. Je le répète : la résolution du S.I. est juste et a été à nouveau confirmée encore et encore.

— Voilà les raisons de mon vote et, si nécessaire, je peux répéter cela partout en France devant n'importe quel auditoire si M[olinier] m'y oblige.

Au terme de cet exposé, Le R[icard] essaya de placer la discussion sur une base soi-disant « politique » et d'identifier sa plainte avec la position des anciens membres du P.C.I. Crux répondit à cela que l'affaire M[olinier] devait être réglée avant qu'on puisse parler des problèmes internes et de la politique du P.O.I. Nous ne pouvons tolérer plus longtemps l'esprit d'aventurisme dans nos rangs : « Je suis en désaccord avec celui-ci ou cela ou un autre camarade, mais j'ai 2 000 francs dans ma poche et donc je quitte le parti et lance mon journal à moi ». Naturellement nous avons fait la distinction entre ceux des camarades qui ont passé le « pont » de *La Commune* vers nous et ceux qui nous ont déserté, qui ont passé le pont dans l'autre sens et ont cherché ensuite à revenir dans nos rangs, pour être précis, la clique M[olinier]. Il ne s'agit pas *seulement* des affaires de M[olinier], qu'il peut ou non avoir quittées, mais de toute sa méthode, qui est incompatible avec les méthodes d'une organisation révolutionnaire. Crux est tout à fait d'accord avec la résolution du S.I. et la soutiendra.

A nouveau, en réponse à une répugnante tentative de M[olinier] de « marchander » sur la décision dans son affaire, au cours de laquelle toute son attitude a consisté à brandir sur nos têtes la menace d'une scission du P.O.I. par sa clique, Crux a déclaré que personne ne devait plus avoir d'illusions : le temps de la discussion est passé ; M[olinier] arrive toujours avec « de bonnes propositions »... six mois trop tard : seulement ce qui aurait pu, il y a six ou douze mois, être une solution, ne l'est plus désormais. Les affirmations de M[olinier] selon lesquelles il « ne peut pas accepter » une exclusion sont ridicules. Il *doit* l'accepter, mais qu'il l'accepte ou non, ce n'est pas la question : elle reste en vigueur.

Et, finalement, répondant à une question de M[olinier] sur une possible réadmission ; Crux déclara : « Si Molinier reste à l'extérieur, est patient, attend, s'il est capable de constater les résultats de son propre travail criminel, s'il demeure fidèle à notre organisation — alors la réadmission est possible *dans l'avenir*, pas demain, ou après demain ou l'année prochaine, pas avant longtemps. La résolution sur l'affaire M[olinier] sera rendue publique mais nous doutons beaucoup que M[olinier] arrive à créer une nouvelle section de la IV^e Internationale. »

Sur l'insistance des Français, une autre rencontre a lieu le lendemain matin avec l'objectif déclaré de discuter objectivement certains problèmes du mouvement révolutionnaire en France. Comme ils ne sont pas directement reliés à la question en cause, nous ne nous attarderons pas là-dessus. La référence n'est faite à la deuxième rencontre que pour pouvoir mentionner son épisode final parce qu'il jette un rayon de lumière supplémentaire (si besoin était !) sur le personnage de R[aymond] M[olinier].

Comme un coup de tonnerre dans le ciel serein et sans la moindre relation avec la discussion objective qui se déroulait, M[olinier] a fait tout d'un coup référence à la question de la levée d'argent pour notre mouvement international.

Il apparaît que, d'après lui, un de ses amis de fraction est sur le point d'entreprendre une affaire personnelle, qui, tout en n'étant pas de l'espèce compromettante des « affaires » de M[olinier] n'est néanmoins pas le type d'affaires avec laquelle une organisation puisse avoir quoi que ce soit de commun, et moins encore dont elle puisse porter la responsabilité. Toujours selon M[olinier], on suppose qu'on pourrait amener le camarade en question à [donner] une grosse somme d'argent. Il va sans dire que cette somme d'argent ne peut être versée à l'organisation que tant que Molinier en est membre – et voilà l'odieuse suggestion que M[olinier] a cherché à nous faire : retirez la résolution sur mon exclusion, prenez la responsabilité de l'« affaire » de mon ami de fraction, de la même façon que mes amis de fraction vous ont demandé de prendre la responsabilité de mes « affaires » – et vous êtes assurés d'une aide financière substantielle. Le soussigné est certain que nos camarades français rejeteront cette tentative répugnante de corruption avec le même mépris que nous qui avons immédiatement refusé de discuter même un moment l'offre généreuse de M[olinier].

Il faut ajouter en conclusion que, dans une ultime conversation entre R[aymond] M[olinier] et Le R[icard] d'un côté et Trent²³ de l'autre, ce dernier a exprimé comme suit son point de vue personnel : si R[aymond] M[olinier] veut réellement être réadmis dans notre mouvement, il n'existe qu'une seule voie de retour. Il doit absolument, en actes comme en paroles, s'abstenir de faire une scission dans le P.O.I. et de mener une activité publique calculée pour engendrer une telle scission ou de conduire toute activité « privée » calculée pour poursuivre une lutte de fraction « molinièresque » à l'intérieur du P.O.I. Si, après une période longue, M[olinier] a donné la preuve suffisante par sa conduite qu'il a appris quelque chose de son expérience passée, qu'il a été loyal à notre mouvement et à ses idées, alors la question de sa réadmission pourra être posée et examinée objectivement. Si cependant il reprend sa conduite antérieure, s'il organise ou encourage une scission, s'il publie une autre édition de *La Commune*, nous serons obligés de prendre toutes les mesures d'autodéfense de notre mouvement qui nous paraîtront indiquées. Son « mouvement » ne pourrait être qu'une secte nationalement limitée que la pleine force du mouvement mondial pour la IV^e Internationale serait mise en jeu pour écraser et pour écraser sans merci. Quant à lui permettre de rejoindre l'organisation américaine des B.L., ce dont il a parlé à Trent, ce dernier a répondu qu'évidemment il est impossible de prendre dans une section de la IV^e Internationale un homme qui a été exclu d'une autre. Quant aux camarades américains, ils sont en pleine solidarité avec la résolution d'exclusion du S.I.

23. Pseudonyme de Max Shachtman.

M[arcel] H[ic]
I[van] C[RAIPEAU]

RAPPORT SUR LA FRANCE

(7 août 1940)

Le texte ci-dessous, établi par les ex-dirigeants du P.O.I. et animateurs du « Comité pour la IV^e Internationale » Marcel Hic et Ivan Craipeau, est le premier document politique parvenu aux États-Unis après la débâcle de l'armée française et l'effondrement de la III^e République. Il a été sorti de France par l'américain Sherry Mangan (Terence Phelan) correspondant de guerre de Fortune et ancien secrétaire administratif du S.I.

Il a été retraduit de l'anglais, après sa reproduction dans les bulletins intérieurs du S.W.P. et du W.P.

Nous ne pensons pas que Trotsky ait pu en prendre connaissance. Il nous a semblé important de le publier comme l'un des premiers documents de l'histoire – qui reste à faire – de la IV^e Internationale pendant la guerre.

Les notes qui suivent sont un complément rapide aux appréciations et informations contenues dans les lettres et articles précédents. Elles ont pour but de vous permettre une appréciation plus concrète du développement de la situation. Précisons quelques points dès le début :

1) La défaite signifie concrètement l'effondrement de l'appareil économique et administratif de la France. Trois forces sont aux prises : l'impérialisme allemand, la bourgeoisie française, le prolétariat français. D'où une extraordinaire complexité dans l'évolution de la situation, compliquée encore par la puissance réelle des forces dans l'arène : l'impérialisme allemand, qui commence à s'essouffler, occupé à d'autres tâches, la bourgeoisie française, temporairement dépossédée par sa fuite, incapable de rétablir son appareil de production, le prolétariat profondément divisé économiquement et politiquement désorienté.

Dans ces conditions il est plus important de relever les caractéristiques essentielles des développements à venir que de prédire où et quand ils se produiront :

a) Ce développement sera chaotique avec beaucoup de zigzags nécessitant chaque fois une tactique nouvelle et permettant de nouvelles alliances à chaque tournant.

b) Politiquement, la faiblesse de nos adversaires nous donne un grand pouvoir de pénétration : l'organisation doit apprendre à faire une politique audacieuse sur toutes les questions et ne pas s'ancrer dans le train-train routinier du passé ; il nous faut une extrême mobilité organisationnelle qui suppose une direction très rigide, exerçant un contrôle permanent, et par conséquent à plein temps.

c) Un effort persévérant pour conserver et renforcer les cadres de l'organisation dans une période de réaction et de régression systématiques.

2) L'évolution de la situation en France sera considérablement influencée par l'évolution des opérations militaires et leurs conséquences : la destruction de l'armée allemande par une résistance britannique victorieuse ou la dislocation de l'économie mondiale que provoquerait la chute de la City de Londres, ou l'éventualité d'un conflit entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. — tout cela, ce sont les nombreux facteurs qui modifieront la corrélation des forces et l'orientation des trois forces en présence.

Nous avons dans des articles défini l'orientation générale de la bourgeoisie française et de l'état-major. Nous y avons souligné la façon dont la vie politique française tend à se former avec beaucoup de ressemblance à celle des pays balkaniques. Il faut noter ici ce qui intéresse particulièrement la classe ouvrière :

a) La dispersion économique de la classe ouvrière. Moins d'un quart des ouvriers participe activement à la production. Il faut relever sur cette base une différenciation et une détérioration constante des conditions de travail : réduction de la durée de travail hebdomadaire, baisse des salaires, travail militarisé, etc. On remarque en même temps une radicalisation croissante dans les groupes marginaux (jeunesse, chômeurs, prisonniers de guerre) : c'est la lutte pour ces groupes-là qui est au premier plan dans la politique française ; sur ce terrain, il nous faut engager une course contre la montre contre le fascisme. De la même façon, nous devons être les premiers à apporter la solution au problème essentiel des ouvriers, comment faire de nouveau tourner les usines.

b) Le mûrissement d'un état d'esprit révolutionnaire dans les masses : de façon générale, nous sommes témoins d'une fermentation politique extrêmement confuse et très active. Elle tend à se développer sous deux formes, étroitement entrelacées : le profond désir des masses de comprendre le pourquoi et le comment des récents événements, de remplacer le régime failli par un nouveau, une méfiance à l'égard de toutes les vieilles formulations — et un travail de recherche politique (ou mieux « des tentatives de regroupement ») qui vont des milieux bourgeois aux milieux ouvriers en passant par la petite bourgeoisie, qui se manifeste par la création de multiples groupes, centres, groupes, tous à la recherche d'un programme national et social. Dans l'état actuel de nos forces, il serait bon de nous concentrer sur le deuxième aspect, d'intervenir dans tous ces groupes afin de leur donner un programme d'action et des principes.

3) Ces manifestations se produisent autour de trois problèmes essentiels : le problème des responsabilités (pour la guerre et la défaite), le problème national et le problème du pain — tous, bien entendu, intimement liés entre eux.

a) La défaite a rendu très impopulaires la démocratie bourgeoise et les officiers de l'armée. Sur ce terrain la difficulté pour une utilisation fasciste de la colère des masses provient particulièrement de la profondeur de leur réaction et de leur caractère politique extrêmement aigu. Surtout parmi les prisonniers on relève déjà une tendance spontanée vers la démocratie soviétique.

b) Le problème du pain qui tend d'un côté à souder toutes les classes pauvres de la population urbaine et de l'autre à creuser un fossé entre la ville et la campagne. Le lien entre la ville et la campagne sera créé largement sur le terrain politique, par les soldats démobilisés et les jeunes.

c) Le mouvement anti-hitlérien a nécessairement un double caractère, national et social. On peut en tout état de cause relever (a) l'hostilité de plus en plus marquée des ouvriers aux forces d'occupation, renforcée par le fait que les

machines sont transportées en Allemagne, etc., (b) une hésitation permanente de la petite bourgeoisie des villes entre l'hostilité économique (« Ils mangent notre beurre ») et la sympathie politique (« Ces gars-là ont mis un peu d'ordre en France »), (c) une tendance marquée dans certains secteurs ruraux à la sympathie pour les troupes d'occupation (l'occupation et les achats de produits alimentaires à expédier en Allemagne qui en résultent ont provoqué une hausse des produits agricoles). Dans les secteurs ruraux de la zone non-occupée, au contraire, où les prix ont une tendance à baisser faute de facilités de commercialisation, un mouvement nationaliste tend à prendre racine. Mais on relève ce trait spécifique que les milieux nationalistes sentent qu'ils ne peuvent pas cristalliser le mouvement, sauf sur une base sociale. Ces contradictions nous ouvrent de larges perspectives.

4) Les organisations ouvrières

a) La C.G.T., déjà réduite à 7 ou 800 000 membres par la guerre et en outre constituée presque exclusivement de fonctionnaires ou d'ouvriers à statut (cheminots et mineurs, etc.) a été en fait complètement balayée par les derniers événements (dispersion des usines, considérable diminution du nombre de travailleurs réellement employés, rupture entre son centre (Jouhaux) et sa droite (Belin) qui est entrée au gouvernement). Une réunion de son C.C.N., qui s'est tenue discrètement il y a quelques jours, a décidé de modifier l'article 1^{er} des statuts (lutte de classes) et de le remplacer par l'interdiction des grèves. Il est néanmoins probable que la Constitution ne va pas chercher tout de suite à constituer des corporations, mais au contraire permettra aux syndicats (les syndicats qui composent la C.G.T.) de continuer. Réduits à leurs cadres, ces derniers ne peuvent se développer que dans la mesure où ils peuvent garantir du travail à leurs membres ; c'est exactement ce que les Allemands essaient de faire (coopératives de production, etc.) et c'est ce que nous devons essayer de mettre en marche — et à travers cet effort, essayer de nous assurer le plus grand nombre possible de postes de direction.

b) Le parti socialiste a définitivement scissionné du fait des événements. Les tendances de Paul Faure et Léon Blum se sont non seulement révélées par leur attitude vis-à-vis de l'Angleterre, mais aussi vis-à-vis du gouvernement de Vichy et de l'Allemagne. En réalité, les sommets du parti n'ont plus de contact du tout avec les fédérations et nous assistons à un effondrement analogue à celui qu'a connu la social-démocratie allemande : effondrement organisationnel, désintégration politique allant des extrêmes comme le ralliement à l'hitlérisme jusqu'à la sympathie pour le bolchevisme.

c) Le parti communiste s'occupe activement de remettre rapidement son appareil en place ; il déploie déjà une énorme activité, tacitement protégé par les Allemands. Les contacts au sommet, entre la direction stalinienne et la Kommandantur, sont évidents ; le front unique avec les groupes fascistes se raffermi à chaque occasion. Sur cette base, on note (a) l'influence du stalinisme dans la jeunesse comme dans les camps de prisonniers est inexistante ; (b) leur influence parmi les chômeurs est due à leur agitation, énorme, mais sans objectif ni perspective claire ; elle est incapable, à l'étape actuelle, de se traduire en action ; (c) l'importance numérique du parti et particulièrement sa cohésion interne ont beaucoup diminué. Néanmoins, même réduit à 20 ou 30 000 membres actifs militant dans l'illégalité, il reste non seulement le plus important, mais en fait le

seul parti ouvrier. Il influence une zone d'anciens « croyants », réduite de moitié, disons 200 000 ; surtout au cas de développements à l'Est il jouera encore un rôle important dans la situation en France.

d) Le P.S.O.P. a totalement cessé d'exister depuis quelques mois. Le centre (Jaquier) et la droite maçonnique se sont en fait séparés et sont devenus complètement inactifs. La réapparition de la direction centriste, une légère évolution des Francs-maçons (incapables malgré tout leur désir de trouver un accord avec les hitlériens, ils cherchent maintenant des alliés à gauche) ont abouti à un rapprochement entre le centre et la gauche ; en même temps, la gauche veut constituer avec nous une communauté d'action permanente et n'exclut pas la possibilité que nous construisions ensemble le parti révolutionnaire.

5) Le « Comité pour la IV^e Internationale » : un document (ci-joint) décrit brièvement nos positions : expliquons-nous clairement. La position exprimée par le mot « pour » ne dissimule d'aucune manière une divergence politique fondamentale avec la façon de poser le problème de la IV^e Internationale telle qu'elle a été définie par la conférence mondiale de 1938. Elle exprime simplement cette observation que l'évolution pratique de notre mouvement s'est déroulée de façon notablement différente de ce que nous avons prévu et qu'il est important maintenant de travailler à la réalisation de cette éventualité prévue en intervenant dans les différents regroupements nationaux et internationaux tout en ne négligeant pas de nous occuper de l'évolution de la situation internationale...

Organisationnellement, que représente le « Comité pour la IV^e » ?

Numériquement et politiquement, plus même que dans le cas du P.O.I., le travail de réorganisation est encore loin d'être achevé. On peut dire qu'il représente :

a) Le retour dans l'organisation d'éléments qui s'étaient pratiquement séparés de nous dans le cours des diverses crises ;

b) l'apport à la nouvelle organisation des gains de chacun des courants pendant la guerre ;

c) l'inclusion définitive d'une fraction du P.S.O.P.

Cela signifie pratiquement que, dans le cours des quelques semaines qui viennent, nous pouvons organiser dans la clandestinité de 7 à 800 militants et, à partir de cette base, développer très vite l'organisation.

En fait, pendant la guerre, un nombre assez important de camarades ont acquis des positions qui font d'eux des centres d'influence dans certains milieux : le travail dans les Auberges de jeunesse nous a permis de prendre le contrôle de la direction de cette organisation qui est numériquement et politiquement la plus importante des organisations de jeunesse (40 000 membres) ; nous avons les moyens d'influencer sérieusement les mouvements syndicaux et d'anciens combattants ; nous jouissons d'un certain prestige dans les organisations clandestines, y compris les organisations nationalistes. Pour recueillir tous les bénéfices de cette situation, certaines choses sont nécessaires. Nous voulons :

a) orienter l'activité actuelle de l'organisation vers la création de solides fractions dans différentes organisations ; leur donner une structure solide (soit par leurs moyens, soit par les nôtres) d'un certain nombre de permanents à plein temps,

b) multiplier notre activité de propagande (publication fréquente de matériel sur chaque question particulière),

c) donner à l'organisation un système extrêmement souple de fonctionnement ; mais en même temps, garantir une coordination politique et organisationnelle, et un contrôle de ce point de vue par un fonctionnement très strict de la direction et de l'appareil. D'où la nécessité de permanents.

De façon générale, nous devons surmonter notre manie de faire de l'agitation-pour-notre-propre-satisfaction et plonger chaque militant dans un milieu bien défini où il aura à travailler ; et répondre aux besoins qui y apparaissent par une application concrète de notre programme de transition.

Dans le cadre de ces remarques, nous attirons votre attention sur quelques points particuliers :

1) L'urgence pour l'organisation française d'être capable de trouver un asile sûr pour quelques camarades dans l'éventualité d'une nouvelle vague de réaction. Quelques camarades vivent dans l'illégalité, ce qui deviendrait très dangereux dans une telle éventualité. Le S.I. devrait examiner la possibilité de permettre le passage à l'étranger de quatre ou cinq camarades.

2) De même, la situation des camarades étrangers en France devient très précaire. Nous croyons que dans les conditions actuelles en Europe, la majorité d'entre eux devraient retourner dans leur pays respectifs. Mais il y a un certain nombre (dix peut-être) qu'on devrait aider à trouver un refuge.

3) Faire fonctionner l'appareil exige un effort financier immense. L'organisation française est plus pauvre qu'elle ne l'a jamais été : il y a beaucoup de chômeurs, bien des camarades dont on ne sait encore où ils sont. Le travail entrepris peut nous permettre de nous développer rapidement si nous ne sommes pas arrêtés à chaque étape par la question financière.

4) L'organisation française est très désireuse que des contacts politiques permanents soient établis entre le S.I. et le Comité pour la IV^e. Elle insiste sur le fait que cette correspondance ne devra pas avoir un caractère seulement administratif, mais essayer au contraire de créer une collaboration politique active.

5) L'organisation française demande en particulier qu'on lui donne des informations détaillées sur la situation dans les divers pays : elle demande particulièrement à être informée en permanence de la situation en Inde et Indochine.

7 août 1940

RAPPORT SUR LA FRANCE, par M[arcel] H[ic], en consultation avec I[van] C[raipeau] ; appendice auquel il est fait allusion au paragraphe 5.

1) Sous le nom de « Comité pour la IV^e Internationale » viennent juste de se regrouper les camarades de l'ancienne majorité et minorité du P.O.I. et ceux de l'ancienne minorité du P.S.O.P.

Le Comité pour la IV^e Internationale ne prétend pas, dans les circonstances actuelles, jouer en France le rôle de parti révolutionnaire qui est historiquement nécessaire.

C'est en assumant les tâches immédiates imposées par la situation, en essayant d'orienter les masses vers la solution révolutionnaire de la crise mondiale que nous poursuivons notre objectif premier : la construction du parti révolutionnaire. Nous croyons que dans le cours du développement futur de la

situation politique et économique de la France de nouveaux regroupements apparaîtront dans le prolétariat français lequel a de plus en plus perdu confiance dans les partis socialiste et communiste qui sont aujourd'hui en pièces. Nous nous considérons comme le noyau qui interviendra le plus activement pour que soit réalisé ce processus de regroupement.

2) Les principes de la IV^e Internationale constituent la base politique de notre organisation. C'est ce que nous avons voulu indiquer avec précision dans son nom même. Mais la seule existence de ces principes ne suffit pas à créer une Internationale. Pas plus qu'un parti révolutionnaire ne peut exister par décret. Au contraire, la condition indispensable de son existence est sa liaison organique avec la classe ouvrière – et de même on ne peut réellement parler d'une Internationale que dans la mesure où elle repose sur des partis bien enracinés dans la classe ouvrière. Que nous ayons ou non approuvé la création en 1938 du P.M.R.S. (IV^e), nous sommes d'accord pour noter le fait que, si les principes de la IV^e Internationale se sont révélés aujourd'hui plus justes que jamais, les bases pratiques de l'existence de l'Internationale au contraire ont été constamment rétrécies.

3) C'est un fait que les récents événements ont porté atteinte à la cohésion organisationnelle et politique du P.M.R.S. (IV^e) ; la période de la guerre a été marquée par un recul organisationnel indiscutable. Après le P.O.I., c'est le S.W.P. des États-Unis qui a été frappé par une scission qui menace son existence même. Ces deux bases essentielles étant écartées, l'existence de l'Internationale elle-même est en péril. Le comité exécutif de l'Internationale, qui n'a jamais fonctionné sérieusement, a cessé d'exister à l'époque de la crise française. Le transfert du S.I. a été réalisé de façon à rompre toute continuité dans le travail. Le refus du S.I. de créer en Europe un sous-secrétariat collectif, l'absence de tout document du S.I. sur la situation en Europe, et particulièrement en France pendant une longue période, constituent les nombreux signes de l'impossibilité actuelle de considérer cet organisme comme le centre dirigeant ou le P.M.R.S. comme l'Internationale bolchevique définitivement constituée : ils ne sont que les représentants du mouvement pour la création de la IV^e Internationale, le plus important compte tenu de leurs liaisons internationales et des cadres qu'ils ont organisés, mais ce n'est par l'Internationale elle-même.

4) Dans ces conditions, le comité central décide :

a) de demander d'être affilié au S.I. du P.M.R.S. ;

b) de prendre les initiatives nécessaires pour la création d'un secrétariat européen groupant toutes les organisations qui disent soutenir le programme de la IV^e Internationale ;

c) d'exiger de la façon la plus pressante des camarades des États-Unis qu'ils se rassemblent dans les rangs du S.W.P. en un seul bloc orienté vers la conquête des ouvriers révolutionnaires d'Amérique ;

d) de demander au S.I. de prendre l'initiative de convoquer dans les prochains mois une conférence soigneusement préparée de l'ensemble du mouvement révolutionnaire international.

Traduit par T[erence] P[helan]

G.R.

UN TEXTE INÉDIT D'ANDRÉ BRETON SUR LE PREMIER PROCÈS DE MOSCOU

Ce texte d'André Breton a été retrouvé par les chercheurs de l'Institut Léon Trotsky dans les archives de Trotsky à Harvard.

C'est André Breton qui l'avait confié à Naville, lequel le fait parvenir à Van Heijenoort afin sans doute d'éclairer Trotsky sur les idées et les positions du poète qui allait partir pour le Mexique.

Ce discours a été lu par André Breton au meeting contre le procès de Moscou le 17 décembre 1936 salle du Petit Journal devant près de 2 000 personnes. André Breton avait déjà pris la parole le 3 septembre au meeting de la salle Wagram « pour la vérité sur le procès de Moscou » en lisant une déclaration collective du groupe surréaliste¹. Il avait été l'un des premiers à adhérer au « Comité pour l'enquête sur le procès de Moscou » constitué au début du mois d'octobre. Le meeting du 17 décembre, tenu sous la présidence de Maurice Wullens, rassemblait de nombreux orateurs : Naville pour le P.O.I., Lucien Weitz pour les Jeunesses socialistes, Maurice Chambelland pour la Révolution prolétarienne et Walter Dauge pour le Parti socialiste révolutionnaire. La dernière partie du discours de Breton affirmant que la place de Trotsky ne devait pas être au Mexique mais à Barcelone fut particulièrement applaudie².

Le texte ci-dessous nous éclaire particulièrement sur son état d'esprit d'alors. Si la personnalité de Trotsky est célébrée avec lyrisme comme « le symbole des traditions impérissables de 1905 à 1917 », nous voyons à quel point Breton a été profondément bouleversé par les procès et le mécanisme des « aveux délirants ». A travers ceux-ci, il voit avant tout une dégradation des idées de « liberté », de « justice » et de « dignité humaine ». Après l'ouverture du 2^e procès il reprendra ces thèmes dans un autre discours écrit pour le meeting de Magic City le 26 janvier 1937 qu'il présidait aux côtés de Pierre Monatte et Lucie Colliard.

Ce soir-là Breton lut un texte de Victor Serge Assez de sang ! mais ne put

1. Nous avons peut-être affirmé à tort dans « Défense et Contre-enquête en France » (*Cahiers Léon Trotsky*, n° 3, pp. 61-98) que le projet de ce texte avait été rédigé par Marcel Martinet à la demande de Henri Pastoureau. Ce dernier ne se souvient pas d'avoir joué les intermédiaires, mais n'exclut pas l'éventualité d'une collaboration entre Breton et Martinet.

2. *La Lutte Ouvrière* 25 décembre 1936.

prononcer son propre discours qui fut publié dans le Bulletin du comité³. Dans ce texte, il s'élevait contre le « terrorisme » de l'« impérialisme de Staline », dénonçant à travers les procès un « climat mortel pour la pensée socialiste » et affirmant que celle-ci ne « serait plus rien du jour où elle accepterait de faire bon marché de la dignité humaine, du jour où on l'amènerait à convenir qu'elle est appelée généralement à se trahir et à se nier chez ces hommes qui l'ont porté au plus haut ». De nombreuses années plus tard dans les Entretiens, il déclarera qu'avec les procès on a laissé s'ouvrir et se développer la « plaie la plus effroyable des temps modernes ».⁴

Breton, on le voit, avait nettement tendance à poser le problème des procès sous l'angle de la morale révolutionnaire inséparable pour lui de la pensée socialiste. Mais il était en même temps parfaitement conscient de ce que signifiait l'exécution de la génération d'octobre et la dégénérescence de l'U.R.S.S. comme nous le prouve son discours du 17 décembre 1936.

Nous avons souligné dans les Cahiers n°3 l'importance du rôle joué par Breton dans le « Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou ». Il déploya une activité inlassable et n'hésita pas à payer de sa personne au moment où la plupart des intellectuels hurlaient avec les loups ou bien se réfugiaient prudemment dans une fausse neutralité. Breton, comme Trotsky, n'avait que mépris pour ces « prêtres de la demi vérité » qui se dérobaient lâchement. Il fut de toutes les réunions et manifestations ; ainsi aux côtés de Marguerite Rosmer et Magdeleine Paz devant l'ambassade d'U.R.S.S. ; ou bien encore avec Gérard Rosenthal à la sortie d'une usine de la région parisienne pour démonter les procès truqués. Il participa étroitement avec Alfred Rosmer à la Commission d'authentification des témoignages pour la Commission internationale d'Enquête.

Pierre Naville, qui avait cessé depuis de longues années toutes relations avec lui, écrivit à Mexico en annonçant l'arrivée de Breton que celui-ci s'était conduit au cours de cette période avec une « netteté parfaite » en ajoutant « ce n'est pas un homme peureux »⁵ Trotsky était ainsi prévenu que le nouvel arrivant était sinon un partisan inconditionnel du moins un des rares sur qui il pouvait compter.

G.R.

3. Bulletin Mensuel d'Information et de Presse du Comité pour l'Enquête sur les Procès de Moscou n° 1 janvier 1937 p. 14 à 17. Ce texte a été repris par Arturo Schwartz dans Trotsky-Breton et dans Tracts surréalistes et déclarations collectives 1922-39 Eric Losfeld 1980, p. 308-311 annoté par José Pierre.

4. André Breton, Entretiens, Éditions Gallimard 1969, p. 178-179.

5. Pierre Naville à Van Heijenoort, le 12 Mai 1938. Bibliothèque du collège de Harvard 6953.

DÉCLARATION D'ANDRÉ BRETON AU MEETING DU P.O.I. EN DÉCEMBRE 1936

Camarades,

D'un seul cœur, à la fin de cette réunion, je souhaite que nous puissions adresser à Léon Trotsky une lettre dans laquelle, paraphrasant celle du 9 mai 1851 d'Engels à Marx, nous lui disions : « Que les injures à ton adresse se multiplient en Russie et ailleurs, il fallait bien s'y attendre. Tu te trouves maintenant dans la fière situation d'être attaqué par deux mondes à la fois » et nous ne parlons plus de l'ancien et du nouveau mondes, nous parlons du monde capitaliste et du prétendu monde socialiste, tel qu'on a eu le front de soutenir qu'il pouvait être édifié dans un seul pays.

« Quand on passe aux calomnies, quand le philistin démocratique, ajoutait Engels, ne se borne plus à la simple conviction que l'on est le monstre le plus noir » (le philistin démocratique peut être ici remplacé par le philistin communiste), quand on t'accuse, toi, Trotsky, non seulement d'avoir fait assassiner Kirov, d'avoir voulu assassiner Staline mais encore de t'être mis pour cela aux ordres de la Gestapo, « ce n'est pas assez faire que de simplement refuser d'ajouter foi à de telles insanités ». Il est nécessaire de répondre tout de suite. Le temps n'est plus où l'on pouvait attendre quelques douzaines de ces élucubrations « pour partir à fond de train et, toujours selon l'expression d'Engels, d'un seul coup de pied écraser ces punaises ». Quant au fait de te rendre impossible le séjour en U.R.S.S., en Turquie, en France, en Norvège, ils y comptent bien au Mexique et ailleurs, « ne leur laissons plus ce plaisir ». Le temps n'est plus où Engels pouvait dire à Marx : « Les seuls gens qui puissent, en Allemagne, devenir dangereux pour nous, ce sont les assassins mais nul n'a plus le courage de lancer contre nous des gens de cette espèce. »

Il suffit qu'aujourd'hui Staline ait pris à sa solde les meurtriers : camarade Trotsky nous ne t'abandonnerons pas à leurs coups. Engels disait encore à Marx : « La racaille rouge démocratique ou même communiste ne nous aimera jamais ». C'est cette racaille même qui approuve qu'on ait instruit contre toi, contre ton fils, contre Smirnov, Kamenev et Zinoviev l'ignoble procès de Moscou d'où tu sors à nos yeux intact comme la Révolution d'Octobre toute piétinée qu'elle est, comme la Révolution mondiale que tu incarnes, de jour en jour plus persécuté, de jour en jour plus grand.

Ils ont fait de toi le symbole des traditions impérissables de 1905 et de 1917 bafouées aujourd'hui en U.R.S.S. presque sur toute la ligne mais remises pleinement en vigueur par la lutte du prolétariat espagnol pour sa libération.

D'un côté, le retour sans cesse accéléré en arrière : négation de la dictature du prolétariat au profit de celle d'un homme ; restauration de la famille, de la patrie annonçant pour demain celle de la religion ; rétablissement sous toutes ses formes de l'inégalité entre les hommes ; étouffement dans le sang de toute velléité critique ; réduction au dehors de tous les objectifs révolutionnaires à l'application du mot d'ordre : soutien incondicional de l'U.R.S.S. et, pour cela, réalisation anticipée de « l'union sacrée » pour la guerre (l'immonde guerre présentée comme issue fatale et même souhaitable, l'immonde guerre qui, de part et d'autre, une fois de plus, sera – que disons-nous, *est déjà* – travestie en dernière guerre, en guerre du droit, de la civilisation et de la liberté !). De l'autre côté le formidable bond en avant de l'Espagne : réalisation instantanée dans le danger du bloc invincible de la classe ouvrière ; élargissement des perspectives de la lutte à celle du prolétariat international ; anéantissement considéré comme primordial de tout l'appareil religieux et, nous l'espérons, *au-dessus de tout cela*, constitution d'une idéologie révolutionnaire *active*, formée à l'épreuve des faits, qui ne se préoccupe pas de reproduire telle ou telle idéologie déjà existante ou pourrissante, mais qui concilie les aspirations fondamentales tant de nos camarades de la F.A.I., de la C.N.T., du P.O.U.M. que du Parti communiste ibérique dans la mesure où ces dernières cesseront d'être attentatoires aux précédentes. Sans préjudice de l'aide matérielle accordée par l'U.R.S.S. au gouvernement espagnol et de la vaillance dont font preuve les membres du P.C. enrôlés dans la colonne internationale, nous disons qu'il règne à l'intérieur de la III^e Internationale une conception du bien social on ne peut plus alarmante, fondée qu'elle est sur la sous-estimation, sur la *dégradation* des idées de liberté, de justice et de dignité humaines, seules génératrices et garantes de progrès. Il faut en finir avec cette conception déshonorante et bestiale, sans laquelle nul ne saurait ajouter foi aux aveux délirants des seize fusillés de Moscou.

Camarade Trotsky, toi qui fus le grand organisateur de l'Armée Rouge, ta place ne serait pas au Mexique. Puisque presque toutes les frontières se sont fermées devant toi, il est du moins une porte qui devrait s'ouvrir toute grande pour te laisser passer et c'est celle de Barcelone. Mais nous voyons d'ici le chantage ! Aussi, devant l'impossibilité où nous sommes de pouvoir demain acclamer une seule cause, qui soit à la fois celle de la Révolution espagnole en la personne *indistincte* de tous nos camarades anarchistes, communistes ou socialistes et celle de la Révolution russe en ta personne comme en celles de toutes les victimes révolutionnaires du Thermidor stalinien, du moins nous imposerons le respect de ta pensée comme de ta vie, nous veillerons à ce que rien ne vienne interrompre leur témoignage irremplaçable.

17 décembre 1936

Actualité bibliographique

I COMPTES RENDUS ET REVUES *

L'assassinat de Trotsky

Pierre BROUÉ : *L'Assassinat de Trotsky*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1980, 188 p.

On dit parfois d'un livre politique qu'il se lit comme un roman policier ; et c'est un compliment ! C'est le cas du récent livre de Pierre Broué. L'enjeu de l'attentat, ses conséquences politiques, interdisent de broder abusivement sur cette dimension de « suspense » présente tout au long de ces pages ni d'insister sur « l'agrément » que l'on ressent à les lire. Pourtant, l'aspect « policier » est bel et bien présent dès le début : un couple dans un restaurant, quelque part en Suisse ; puis les têtes de chapitre mêmes renforcent cette lecture : « C'était mardi dans la soirée » ; « Les tueurs sur les traces » ; « Les espions dans la maison » ; « Les tueurs en action »...

Mais, bien entendu, outre les enrichissements en matière d'« enquête », par rapport aux livres de Gorkin/Salazar et de Don Levine, c'est le contexte éminemment politique des attentats contre Trotsky et les siens (parents, collaborateurs, dirigeants de la IV^e Internationale) que le livre de Pierre Broué met le plus spécifiquement en valeur. A deux titres. En premier lieu, il montre à quel point la survie physique de Trotsky – inutile, ici, d'insister sur ses activités politiques – devenait chaque jour plus insupportable (au sens réel de « impossible à supporter ») pour une

* Comptes rendus, revues et notes de lecture ont été faits par Michel Dreyfus, Olivia Gall, Jean-François Godchau, Jean-Paul Joubert et Gérard Roche.

direction stalinienne, embourbée dans la collaboration avec l'Allemagne nazie. Trotsky n'avait pas, certes, les masses laborieuses avec lui. Mais dans le monde en crise de 1938/40, le laisser porteur du prestige de la révolution d'octobre, c'était encore trop ! Ensuite, et surtout, ce que l'on perçoit bien au fil de ces pages, c'est le rôle des staliniens, de la base au sommet, du tueur à gages au membre du bureau politique du P.C. (mexicain par exemple) en passant par la fraction dirigeant tel syndicat et par les bandes – le mot n'est pas trop fort – de journalistes aux ordres orchestrant les campagnes de calomnies, diffusant la haine, préparant, puis, couvrant les attaques armées et le meurtre final (il faut lire, à ce sujet, les 22 pages de documents placés par Broué en annexe à son texte).

Un « événement parmi bien d'autres, dans la gigantesque tourmente » de 1940 ? Le produit de la haine inexpiable d'un dictateur traité, des années auparavant, par sa future victime, de « fossoyeur de la révolution » ? Sans doute. Mais l'événement, ici, prend toute la dimension de point de passage nécessaire d'une stratégie mondiale : la contre-révolution stalinienne.

Les lignes finales rappelant la façon employée par les P.C. mexicain et français, en 1978, pour admettre, ou « révéler » que le meurtre de Trotsky avait bel et bien été décidé au Kremlin, ne sont pas les moins intéressantes...

J.-F. G.

Du nouveau sur les tueurs du G.P.U.

Depuis sa naissance, l'Institut Léon Trotsky a ouvert à nouveau des dossiers depuis longtemps fermés, ceux des crimes du G.P.U. De ce point de vue, le n° 3 des *Cahiers Léon Trotsky* sur « Les Procès de Moscou dans le Monde » et le livre de Pierre Broué, 1940 : *L'Assassinat de Trotsky* ont apporté un certain nombre de mises au point utiles, en synthétisant nos connaissances sur un certain nombre d'individus qui ont servi cette institution en qualité de tueurs. Et notre intervention à Follonica a porté le débat, à travers la grande presse, devant le public le plus large en Italie.

Or une publication récente est venu apporter un certain nombre d'informations particulièrement utiles sur plusieurs de ces hommes. Il s'agit du livre de Cyrille Henkine intitulé *L'Espionnage soviétique. Le cas Rudolf Abel*. On connaît la thèse générale soutenue – avec beaucoup de brio – par ce livre d'un ancien collaborateur des « services spéciaux », comme écrit la « prière d'insérer » des éditions Fayard : l'homme condamné aux États-Unis comme espion soviétique sous le nom de Rudolf Abel s'appelait en réalité William Fischer, et le fait qu'il ait pu conserver son identité d'« Abel » aux États-Unis démontre la complicité avec son ancien service du très célèbre agent du G.P.U. Orlov, passé au

service des États-Unis après avoir été l'exécutant – et le chef des exécuteurs – de Staline en Espagne.

Le livre est construit à bien des égards comme une autobiographie. Cyrille Henkine, qui était né en Russie en 1916, vint en France avec sa famille en 1924. Dès la fin des années 30, et avant 1936 en tout cas, il était gagné à la cause de l'U.R.S.S., fréquentait les milieux truffés d'agents staliniens de l'Union pour le Rapatriement, était l'ami personnel des Russes blancs passés à Paris au service du G.P.U. Volontaire pour l'Espagne en 1936, il y retrouvait les mêmes et quelques autres et, plus tard, résidant en U.R.S.S., était informé de leur sort. Il a émigré en 1973 et, depuis 1975, est commentateur politique à « Radio Liberté » de Munich.

Une partie des informations qu'il donne concerne l'équipe des agents qui, à Paris, menèrent à bien les filatures de Sedov, Sneevliet et Ignace Reiss et assassinèrent ce dernier à Chamblandes¹. L'un des hommes mis en cause par la police française, Nikolai Podzniakov, avait disparu, parti en Espagne. Henkine l'avait connu à Paris, retrouvé en Espagne où il était le « capitaine André ». Représentant d'une « vieille famille moscovite », il était au G.P.U. un spécialiste dans la disparition sans traces des cadavres, et, sous le pseudonyme de « Monsieur Rémi », « irremplaçable dans le rôle de provocateur »². Henkine confirme par ailleurs que le chef de la bande parisienne, l'ancien officier blanc Sergei Efron (le mari de la poétesse Marina Tsvietaieva), fut bel et bien fusillé en U.R.S.S. où il s'était réfugié pour échapper aux polices occidentales qui le serraient de trop près³. C'est d'ailleurs en U.R.S.S. comme on l'avait également supposé à l'époque, que s'étaient réfugiés les autres membres du commando recherchés pour l'assassinat d'Ignace Reiss. Henkine précise que ces hommes et leurs familles furent logés côte à côte à leur arrivée en U.R.S.S. dans le village de Bolchevo⁴. Vadim Kondratiev qui avait, semble-t-il, dirigé l'équipe de secours, est mort de tuberculose avant l'arrestation de Sergei Efron, dont il aurait sans doute partagé le sort. Quant à Roland Abbiate, professeur de français dans une petite ville de Biélorussie, il disparut au moment de l'attaque allemande⁵.

Nous ne relèverons pas les précieuses informations données par Cyrille Henkine sur Orlov, « le Suédois » (Schwed) et son rôle en Espagne – que l'intéressé a toujours nié. Mais il donne deux informations

1. Jean-Paul Joubert, « Quand l'Humanité couvrait les traces des tueurs » *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, pp. 203-226.

2. Cyrille Henkine, *L'Espionnage soviétique*, pp. 50-51.

3. *Ibidem*, p. 49.

4. *Ibidem*, p. 59.

5. *Ibidem*, p. 237.

précieuses qui viennent corroborer les éléments connus concernant le procès des trotskystes espagnols avec ses révélations sur ceux qu'il appelle les « agents d'importation » d'Orlov. L'un d'eux, Lothar Marx, devenu « officier politique » dans une unité à « dominante trotskyste »⁶, est très vraisemblablement le fameux « Max » ou « Joan » dont le témoignage devait en principe accabler les accusés et dont René Revol indiquait dans le *Cahier* n° 3 que nous ne savions rien⁷. On sait que les trotskystes étaient accusés d'avoir assassiné un nommé Léon Narvitch⁸. Henkine a rencontré « un jeune Juif de Paris » dont il croit que le nom était Narvitch, qui avait fait partie de l'Union et était affecté à une unité de trotskystes en qualité de commissaire⁹.

D'autres noms familiers à nos lecteurs défilent dans les pages de ce livre. Certains en revanche apparaissent pour la première fois dans ce contexte, comme, par exemple, l'agent russo-danois du G.P.U. nommé Bronstedt qui travailla à Paris, puis en Espagne, parmi les anarchistes. La vérité émerge peu à peu à travers les nouveaux recoupements possibles. Elle est en dernière analyse le fruit de la crise du stalinisme qui se traduit par ruptures et révélations.

C'est à une source analogue à celle que constitue C. Henkine qu'il faut attribuer les informations parues en Espagne¹¹ au sujet de Georges Soria que nous interpellions dans le numéro 3 des *Cahiers Léon Trotsky* sur son rôle au service du G.P.U. en Espagne¹². Du temps où il mettait en scène les falsifications stalinienne en Espagne afin de mieux couvrir les traces des tueurs, Georges Soria, correspondant de l'hebdomadaire *Regards*, était toute proche de l'entourage d'Orlov : c'est à cette époque qu'il lia sa vie personnelle à celle de Julia Danilevski Rodríguez, personnage de confiance puisqu'interprète d'Orlov lui-même. D'Espagne, il regagna l'U.R.S.S. où, après un détour vers l'Iran, il devint « journaliste » à Radio-Moscou où on l'appelait le « camarade Rosen ». Il revint en France après la guerre avec des états de service et une décoration d'ancien partisan. Journaliste au quotidien du soir du P.C.F. *Ce soir*, il prit ensuite la direction de l'agence littéraire et artistique pour les relations culturelles qui organise les tournées en Europe des artistes russes. Gageons que cette fois il ne répondra toujours pas : l'homme a trop à cacher pour sortir de sa tanière.

J.-P. J.

6. *Ibidem*, p. 243.

7. R. Revol, « Procès de Moscou en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, pp. 131-132.

8. *Ibidem*, pp. 130-134.

9. Henkine, *op. cit.*, p. 243.

10. Henkine, *op. cit.*, pp. 66 et 243.

11. *Carta del Este* n° 18, Madrid 1978, « Un Chekista se confiesa », pp. 2-6.

12. *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, pp. 227-228.

Tracts surréalistes

Il nous a semblé important de signaler la parution aux éditions Losfeld d'un recueil de *Tracts Surréalistes et déclarations collectives* présenté et annoté par José Pierre. Après les documents surréalistes publiés par Nadeau, c'est l'ouvrage le plus complet et le plus riche que l'on puisse trouver sur le mouvement surréaliste. Le premier tome couvre la période 1922 à 1939 et rassemble près de 120 documents (tracts, déclarations, articles, papillons, lettres, etc.) dont de nombreux textes inédits ou introuvables. Un second tome couvrant la période 1940 à 1969 est annoncé pour la fin de l'année. Pour tous ceux qui désirent remonter aux sources vives de la prodigieuse aventure qu'est le surréalisme, la lecture de cet ouvrage est indispensable. Il fournira également, par l'abondance des notes en annexe rédigées par José Pierre avec l'aide de Marguerite Bonnet, Léo Malet et André Thirion, un outil précieux aux chercheurs et aux étudiants.

Il est malheureusement impossible de rendre compte ici de la richesse de cette somme considérable et de l'important travail critique réalisé par José Pierre et ses collaborateurs. On trouvera dans cet ouvrage plusieurs textes jamais publiés jusqu'à ce jour comme cette déclaration étonnante du groupe surréaliste parue dans l'*Humanité* du 8 novembre 1925 :

« Une simple confusion de mots a seule permis de croire à certains qu'il existait une doctrine surréaliste de la révolution. Rien n'est plus faux [...] Il n'y a jamais eu de théorie surréaliste de la révolution. Nous n'avons jamais cru à une "révolution surréaliste" »¹.

Nous pouvons ainsi reconstituer dans toute sa complexité le cheminement difficile de Breton et ses amis vers le communisme ; depuis la lecture enthousiaste de l'ouvrage de Trotsky sur Lenine par Breton que commente Marguerite Bonnet de façon pénétrante, en passant par l'adhésion collective au P.C.F. en 1927 jusqu'à la rupture définitive avec celui-ci en 1935 et le rapprochement avec Trotsky.

L'affaire Aragon qui éclate après le retour de celui-ci du congrès de Kharkov est restituée et analysée dans tous ses développements, même si nous trouvons là, dans les commentaires d'André Thirion une thèse

1. « *Tracts Surréalistes et Déclarations Collectives* » (1922-1939), p. 64.

discutable présentant Breton comme un compagnon de route du stalinisme. Thirion écrit après avoir expliqué qu'il a tout fait dans le P.C.F. pour éviter la rupture et faciliter l'entrée du Breton dans l'A.E.A.R., qu'en 1931-1932 « Breton était devenu proche du stalinisme [...] Avec le recul du temps on peut penser que la clarification n'a été faite qu'en 1938 par le manifeste pour un Art Révolutionnaire Indépendant »². S'il est vrai que Breton garde ses distances et même une certaine hostilité vis-à-vis de l'Opposition de Gauche, il se heurte très tôt à la politique du P.C.F. et il s'alignera très vite dans l'A.E.A.R. sur l'Opposition. Nous trouvons pratiquement la totalité des textes politiques du surréalisme dont certains inédits comme la très intéressante *Lettre à nos amis de Londres* rédigée par les surréalistes parisiens pour convaincre le groupe londonien animé par Penrose de constituer une section de la F.I.A.R.I.

Si tous ces textes sont présentés avec soin, nous ne partageons cependant pas toutes les réflexions voire les critiques qui s'y rapportent. Ainsi, à propos de la constitution de la F.I.A.R.I., José Pierre écrit :

« [...] L'importance attachée par Trotsky à la constitution de la F.I.A.R.I. n'est pas sans nous surprendre un peu. Serait-ce que le révolutionnaire russe avait alors perdu tout espoir dans un éventuel sursaut du prolétariat pour ne plus rien attendre que des artistes et des écrivains révolutionnaires [...] C'est peut-être de "l'idéalisme" que de reporter tous ces espoirs sur l'art lorsque tout le reste ne peut plus inspirer que le désespoir »³.

En juillet 1938, Trotsky n'avait aucun désespoir mais une confiance absolue dans les capacités de la classe ouvrière à surmonter les obstacles – y compris – la guerre. Il nous semble pour le moins curieux de caractériser la F.I.A.R.I. comme une entreprise « idéaliste ». La F.I.A.R.I. n'a jamais eu le caractère des comités « Amsterdam Pleyel » pour lesquels Trotsky et les surréalistes avaient une profonde aversion. Trotsky n'a jamais reconnu le droit aux intellectuels de parler et d'agir en lieu et place du prolétariat.

La F.I.A.R.I. était pour Trotsky le prolongement de l'action du front unique de la classe ouvrière contre les atteintes du fascisme et de la bureaucratie à la liberté et la création artistique.

Une analyse approfondie de l'histoire de la F.I.A.R.I. serait nécessaire, les textes publiés par José Pierre ne peuvent que nous y inviter.

G.R.

2. *ibid* p. 472.

3. *ibid* p. 523.

Jean-Jacques MARIE, *Trotsky, le trotskysme et la Quatrième Internationale*, Paris, P.U.F. « Que sais-je », 1980, 124 pages.

Dans un style historique vivant, agile et simple – qui n'est cependant pas à l'abri de certaines erreurs de méthode comme celle qui consiste à ne pas citer le titre des ouvrages ni les numéros des pages auxquelles il fait référence – Jean-Jacques Marie s'efforce de couvrir les événements les plus importants des 80 années écoulées de ce XX^e siècle en les analysant du point de vue que Léon Trotsky a joué et joue encore tant en ce qui concerne l'évolution de la pensée et de la théorie marxistes que celle du mouvement ouvrier et communiste à l'échelle internationale.

Deux questions générales, qui ont toujours été au cœur des critiques adressées par d'autres courants politiques au « trotskysme » international, constituent la base des trois parties de ce livre, dans lesquelles l'auteur – lui-même militant du « trotskysme » français – essaie de démystifier l'image de Trotsky et du courant qu'il a créé, à travers la réponse à de nombreux aspects concrets dérivés de ces deux questions :

- 1) Qui était vraiment Trotsky – par rapport à Lénine et au bolchevisme d'abord, par rapport à Staline et à la III^e Internationale ensuite ?
- 2) Après l'assassinat de Trotsky en 1940, la IV^e Internationale telle qu'elle existe, constitue-t-elle vraiment – ou peut-elle constituer dans les années qui viennent – l'alternative révolutionnaire internationale que son fondateur attendait d'elle ?

Les deux premières parties du livre de J.-J. Marie, correspondant respectivement aux années 1903-1927 (chapitres I à III) et 1927-1940 (chapitres IV à VI) répondent largement, avec une grande richesse d'arguments théoriques et historiques, à tous les aspects concrets de la première question, dont les principaux sont les apports de Trotsky au renouvellement de la théorie marxiste, l'évolution des rapports entre Lénine et Trotsky, le rôle de Trotsky dans la révolution de 1917, etc. jusqu'à l'explication des événements qui ont conduit à son expulsion d'U.R.S.S. en 1927, son combat pour l'Opposition de gauche internationale, puis la IV^e Internationale et finalement son assassinat par un homme du G.P.U.

Mais en contraste avec la richesse des deux premières parties, la troisième et dernière partie du livre ne répond que de façon très superficielle et surtout beaucoup trop descriptive à des questions que pose l'auteur lui-même, mais qu'il ne développe pas dans le cours de son raisonnement : Était-il correct de fonder une nouvelle Internationale en 1938 ? La IV^e Internationale fonctionne-t-elle vraiment comme un organisme mondial ? Pourquoi les ouvriers et paysans déçus par les organisations staliniennes ne se tournent-ils pas vers la IV^e Internationale malgré la justesse de ses positions ?

L'auteur nous semble être resté enfermé dans un discours qui

privilège en réalité les problèmes du trotskysme en France et, de ce point de vue, ne se comporte pas comme un internationaliste qui devrait, nous semble-t-il, accorder beaucoup d'importance à la discussion au sein de la IV^e Internationale et des autres formations internationales se réclamant du trotskysme au sujet des révolutions récentes du Portugal et du Nicaragua par exemple.

Si l'ambition de l'auteur était d'en finir avec les critiques du trotskysme actuel du genre de celles qui se résument dans des formules comme « Trotsky et le trotskysme ne sont pas la même chose » ou « un trotskyste est toujours divisible par deux », il n'y est pas parvenu, faute d'avoir sans doute suffisamment travaillé la dernière partie pour répondre sur un plan international à des problèmes mondiaux.

O.G.

*
* *

Leon Trotsky (1879-1940). A bibliography of independently and dependently published writings about L. Trotsky and Trotskyism (published until 1980). First edition. Compiled and edited by Wolfgang LUBITZ with assistance of Petra LUBITZ. - Berlin, Zehlendorff, l'auteur, 1981, 276-101 pages.

Cette bibliographie ne fait nullement double emploi avec les travaux de Louis Sinclair que nous avons signalés (cf. *Cahiers Léon Trotsky*, n° 4, pp. 79-80). Cette bibliographie recense les sources secondaires, les travaux de tous genres publiés jusqu'en 1980 et concernant tant Trotsky que le trotskysme. Comme l'indiquent les auteurs dans leur présentation, une telle bibliographie ne peut être que sélective, étant donné l'immensité du domaine recouvert : aussi ne signale-t-elle que des écrits parus dans une langue européenne. Par ailleurs les écrits des groupes se réclamant du trotskysme ont délibérément été laissés de côté.

Ce qui peut, dans une certaine mesure, se comprendre pour la période qui suit la mort de Trotsky nous semble plus discutable en ce qui concerne ces mêmes organisations du vivant du fondateur de la IV^e Internationale. Ont été également laissées de côté toute recension, toute présentation des journaux et bulletins intérieurs se réclamant du trotskysme : un tel objectif nécessiterait un travail particulier... aussi important que celui demandé par cette bibliographie ! Ne sont pas signalés, non plus, et cela nous semble justifié, les ouvrages généraux sur la période, la révolution russe, etc. qui auraient doublé en volume la présente bibliographie mais ne l'auraient guère rendue plus utile.

Le résultat n'en est pas moins impressionnant : deux mille trois cents livres et articles traitant de Trotsky et du trotskysme sont ainsi recensés. 38 % d'entre eux ont été rédigés en anglais, 21 % en russe,

18 % en allemand, 14 % en français, 4 % en italien, 3 % en espagnol ; les 2 % restant ont été rédigés en onze autres langues européennes. Les documents recherchés ont été publiés de 1917 à 1980 et un supplément est annoncé... Plusieurs index complètent ce travail : index thématique, index des titres cités, index des noms de personnes figurant dans les titres des travaux analysés. L'index chronologique de toutes ces publications montre une baisse de la production littéraire de 1929 à 1935 ; les années 1936-1938 sont au contraire plus « productives », en liaison vraisemblablement avec la campagne internationale contre le trotskysme menée à l'occasion des procès de Moscou. De 1939 à 1963 environ, les publications se font à nouveau plus rares et témoignent de la « traversée du désert » que connurent tant la personne et l'œuvre de Trotsky que le mouvement trotskyste. A partir des années 1964-1965 la tendance s'inverse à nouveau et les publications sont plus nombreuses, montrant un nouvel intérêt tant pour Trotsky que pour le trotskysme. Un index des publications par langues, un index des collections éditoriales, un index des revues dépouillées complètent cet énorme travail.

M.D.

*
* *

Antonella MARAZZI, *Trotsky in Italia. Bibliografia sistematica*, Roma, Controcorrente, 1980, 128 p.

Antonella Marazzi s'est intéressée à la période 1918-1979 : dans une première partie, elle a recensé les travaux de Trotsky, dans une seconde, les travaux qui lui sont consacrés.

Le classement est fait à la fois suivant l'ordre chronologique de parution et l'ordre alphabétique. La recension des écrits isolés de Trotsky est présentée comme systématique, mais il y a eu dans le dépouillement des critères de choix privilégiant les organes de partis ou groupes qui font « explicitement référence au mouvement ouvrier ou à des courants démocratiques de gauche ».

On peut se demander si cette recension couvre réellement la presse italienne antifasciste de l'exil : ni *La Donna* journal féministe italien des années 1930, ni *Italia Libera*, ni *Il Grido del Popolo*, du P.C., n'apparaissent dans l'index, pas plus que *L'Informateur italien* qui paraissait sous le patronage de Barbusse et Romain Rolland. Il est vrai qu'une telle recherche devrait être menée en liaison avec les principales bibliothèques et centres de documentation spécialisés.

Ces remarques n'ont pour but que de mieux préciser le travail d'A. Marazzi, et de souligner les réflexions qu'il peut susciter. Il s'agit d'un travail utile dans un domaine précis. Index analytique des sujets, index des auteurs et éditeurs facilitent l'utilisation.

M.D.

II NOTES DE LECTURE

Lev Davidovitch TROTSKY Natalia Ivanovna SEDOVA TROTSKY, *Correspondance 1933-1938*, préfacée, traduite et annotée par Jean van Heijenoort, Paris, Gallimard, 1980, 180 p., collection Témoins.

La publication de cette correspondance était attendue : on savait depuis le troisième volume de *Deutscher* quelle tourmente morale Trotsky avait connue en 1937 à la suite de sa rencontre avec Frida Kahlo, la femme de Diego Rivera.

Que les amateurs de sensationnel ou d'anecdotes ne se précipitent pas ! Dans *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Trotsky*, Jean van Heijenoort avait traité l'épisode et il n'y a plus de « révélations » ! C'est lui qui a réuni, traduit, présenté et annoté les lettres.

Cette correspondance nous montre un Trotsky inhabituel, dans des relations conjugales et affectives. Rien pourtant n'y échappe à l'arrière-plan politique qui était l'essence de la vie de Trotsky. C'est là l'intérêt principal du livre qui donne par ailleurs de précieuses indications de chronologie.

M.D.

*
* *

Cahiers marxistes, numéro hors série, « Le Parti communiste de Belgique (1921-1944) » Bruxelles, Fondation Joseph Jacquemotte, 1921-1944, 152 p.

Le « collectif d'histoire et d'études marxistes » : (C.H.E.M.A.) a tenu le 28 avril 1979 à Bruxelles une journée d'études sur l'histoire du P.C. belge.

On trouvera dans les rapports de ce colloque les éléments que ce P.C. veut bien aujourd'hui livrer de son passé, quelques informations sur la naissance de l'Opposition, le contexte qui explique la base ouvrière de cette dernière.

Cahiers du C.E.R.M.T.R.I. (Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux, 88 rue Saint-Denis 75001 Paris).

– N° 13 : « Bibliographie des textes, bulletins intérieurs, adresses de « Contre le Courant », organe du Groupe communiste trotskyste pour la IV^e Internationale (Groupe G. Vereeken, Belgique) 1940-1944 ».

– N° 14 : « Bibliographie des textes, bulletins intérieurs et journaux du parti socialiste révolutionnaire (devenu parti communiste révolutionnaire – section belge de la IV^e Internationale) ».

Il s'agit d'un recensement des textes déposés dans les archives du Centre et qui couvrent une période et un aspect importants de l'histoire du mouvement trotskyste en Belgique.

M. D.

Kostas KASTRITIS. – *Mpōsebikismos kai trotskismos etin Hellada*. – Ekdoseis « Ergatike Protoporeia », 1981, 224 p.

Il s'agit du quatrième tome de cette histoire du trotskysme en Grèce dont nous avons signalé les premiers volumes in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 1, p 127 et n° 2 p. 127 également. Signalons à cette occasion que des documents rares sur le trotskysme et d'autres courants d'extrême-gauche sont entrés depuis peu à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine à Nanterre.

M. D.

*
* *

L'Internationale dans la guerre (1940/46), Tome 2 des « Congrès de la IV^e internationale », La Breche, Paris, 1981, 476 p.

Ce recueil de documents confectionné par Rodolphe Prager s'ouvre au début de la deuxième guerre mondiale pour se terminer, la guerre finie, à l'époque de la préparation du second Congrès mondial de la IV^e Internationale. C'est peu de dire que les textes présentés ici ne sont pas très connus : certains sont disponibles pour la première fois. Pour donner le ton, le livre commence par la « Déclaration des communistes internationalistes » enfermés au camp de concentration de Buchenwald ; peu après que les staliniens n'adoptent le slogan « A chacun son boche », les trotskystes, le 20 avril 45, optent pour la « Fraternisation révolutionnaire avec les troupes d'occupation » !... Des problèmes de fond sont traités dans ce volume : la question nationale dans les pays d'Europe occupés ; la question de la participation aux mouvements de partisans ; la dissolution de l'Internationale communiste par Staline en 1943 ; les perspectives d'après guerre jugées de façon très (trop ?)

optimistes propices aux soulèvements insurrectionnels et à l'effondrement du stalinisme ; enfin, les questions stratégiques et tactiques posées à la IV^e Internationale que des militants jeunes, peu nombreux, dispersés et persécutés par le stalinisme et le fascisme, s'efforçaient de (re)construire... Un livre important sur une période peu connue de l'histoire en général, de celle du mouvement trotskyste en particulier (à compléter par l'édition de *La Vérité (1940-1944), journal trotskyste clandestin* sous l'occupation nazie, Paris, EDI, 1977, 270 p.)

J.-F. G.

Il Ponte « Trockij nel movimento operaio del XX secolo », anno XXXVI, n° 11/12, 30 novembre-31 décembre 1980, pp. 1114-1512.

Certains des articles que comporte ce numéro ont été publiés antérieurement, parfois sous une forme modifiée. « Lev Davidovič » de Jean Van Heijenoort avait paru dans *Fourth International* en juillet 1941. Nous avons signalé l'étude de Norman Geras, « Literature of Revolution », in *Cahiers*, n° 2, p. 122 ainsi que le travail éditorial de Ulf Wolter sur les textes de l'Opposition de gauche en Union soviétique de 1923 à 1928 in *Cahiers*, n° 1, p. 128. La présentation qu'il fait de ces textes est l'objet d'un article de ce n° d'*Il Ponte*. Les articles de Hermann Weber sur le K.P.D. et l'Opposition de gauche en Union soviétique et de Peng Shu-tse sur la contribution de Trotsky à l'étude des problèmes de la révolution chinoise ont déjà également été publiés par ailleurs². Mais plus nombreux sont les articles originaux qui étudient les divers aspects de la vie et de l'œuvre de Léon Trotsky. Attilio Chitarin et David Bidussa, qui ont conçu et mené à bien ce numéro, se sont efforcés de trouver un équilibre entre ces divers aspects, ont cherché à aborder les facettes essentielles de l'œuvre de Léon Trotsky – tâche difficile entre toutes qu'ont eu également à affronter les organisateurs du colloque de Follonica. Michael Lowy (« Trotsky et les paysans »), Jean-Luc Dallemagne (« Trotsky de la guerre à la N.E.P. ») traitent de problèmes rencontrés par le dirigeant de l'Union soviétique. L'article détaillé de David Bidussa sur « La question d'Occident ; Trotsky, le front unique et le Parti communiste français, 1921-1923 » nous rappelle que Trotsky fut aussi l'un des principaux dirigeants du Comintern dans ses premières années, qu'il guida dans ses premiers pas le jeune parti communiste français ; il nous montre les efforts de Trotsky pour faire de ce parti un réel parti révolutionnaire, comprenant les nécessités du Front unique préconisé dès la fin de l'année 1921 par l'Internationale communiste.

2. Cf. *Die Sozialismusdebatte*, ouvrage collectif, Berlin-Ouest, Olle und Wolter Verlag, 1977. Le texte de Peng Shu-tse est paru en préface au recueil *Leon Trotsky on China*, New York, Monad Press, 1976, 688 pages.

Les cinq articles qui suivent traitent de l'activité de Trotsky dans les années 1930. Ernest Mandel montre l'originalité de l'analyse du fascisme chez Trotsky, sa compréhension de ce phénomène qui explique l'acharnement de sa lutte en faveur du front unique entre organisations ouvrières au moment où l'Internationale communiste donnait priorité à la lutte contre le « social-fascisme ». Michel Dreyfus retrace la préhistoire de la fondation de la IV^e Internationale, de la formation de l'Opposition de gauche internationale en 1930 à l'apparition de groupes révolutionnaires indépendants à la veille de l'époque des Fronts populaires, question traitée en détail par Jean-Paul Joubert qui montre bien l'analyse précise qu'en faisait Trotsky et sa volonté de combattre cette politique se prononçant « pour les comités d'action : et « pas le Front populaire », dès le 26 novembre 1935. L'analyse de la révolution espagnole de 1936 par Trotsky, les enseignements qu'il pouvait tirer de l'expérience de la Révolution russe – ce qui ne signifie pas une transposition des conditions de la Russie de 1917 à l'Espagne de 1936 – font l'objet d'un article particulier de Giorgio Rovida qui forme le complément indispensable des deux articles précédents. Enfin Attilio Chitarin étudie les rapports politico-intellectuels qui existèrent entre Léon Trotsky et Victor Serge de 1926 à 1936 et qui contiennent les germes de la rupture qui survint entre eux, deux ans et demi après la sortie d'Union soviétique de Victor Serge.

Dans deux articles contradictoires, Yvan Craipeau et Michael Löwy abordent cette question essentielle entre toutes chez Trotsky : la nature sociale de l'U.R.S.S., la définition de la bureaucratie – caste ou nouvelle classe ? – cependant que Pierre Naville tente de dresser un bilan plus général de la pensée de Trotsky.

Enfin Jean Van Heijenoort retrace l'histoire des archives de Trotsky, les conditions difficiles dans lesquelles elles furent constituées, préservées et comment finalement elles entrèrent à la Houghton Library de Harvard où elles sont accessibles au public depuis le 2 janvier 1980³. Une note sur la situation des éditions de Trotsky en Italie écrite par Paolo Fornaciari et rendant compte des conditions politiques qui expliquent les diverses éditions de Trotsky dans ce pays, met un point final à ce numéro.

M. D.

3. Ce texte a d'abord été présenté sous forme d'exposé par Jean van Heijenoort lors d'une cérémonie qui s'est tenue à Harvard le 7 janvier 1980. Il a été publié in *Harvard Library Bulletin*, volume XXVIII, n° 3, July 1980, pp. 291-298 sous le titre « The history of Trotsky's papers ».

Un instrument précieux et vivant...

« LE MAITRON »

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

Sous la direction de Jean MAITRON

IV^e Partie

1914-1939 De la première à la seconde guerre mondiale
par J. MAITRON et C. PENNETIER
dont le premier volume, le XVI, vient de paraître

Cette partie contient plusieurs centaines de biographies de militants
trotskystes dont la liste est donnée dans le vol. XVI

*
* *

Jean-Michel BRABANT a fourni l'essentiel des biographies,
complétées par Michel DREYFUS et Rodolphe PRAGER

*
* *

RAPPEL

Première partie : 1789-1964 – De la Révolution française à la fondation de la
Première Internationale, 3 vol.

Deuxième partie : 1864-1971 – La Première Internationale et la Commune,
6 vol.

Troisième partie : 1871-1914 – De la Commune à la Grande Guerre, 6 vol.

Achévé d'imprimer le 1^{er} février 1982 sur les presses de l'Imprimerie Carlo
Descamps à Condé-sur-Escaut.

Le directeur de publication : Jean-François Godchau - N^o édi. 288-76

Dépôt légal : février 1982

N^o d'impression : 2447

CAHIERS LÉON TROTSKY

Après les articles sur les collaborateurs de Trotsky et le congrès de fondation de la IV^e Internationale (n^o 1), un grand numéro spécial sur les procès de Moscou dans le monde (n^o 3), la découverte dans les papiers d'exil à Harvard de « Trotsky et le bloc des oppositions » en 1932 (n^o 5), les *Cahiers Léon Trotsky*, avec leurs deux numéros spéciaux sur « les Trotskystes en Union soviétique », ont mis à la disposition de leurs lecteurs les documents les plus précieux des « papiers » de Harvard, les thèses écrites sur des feuilles minuscules, sorties de prison dans des boîtes d'allumettes, les lettres entre déportés d'Asie centrale en Sibérie.

Nous sommes en mesure d'annoncer que le numéro 10, consacré à l'Espagne, comportera bien des documents inédits : vingt lettres d'Espagne de Trotsky, lettres de Nin à Trotsky déporté à Alma-Ata, ainsi que plusieurs études, J. Gutierrez sur le séjour de Trotsky en 1916, J. Maestro sur la lutte du P.C.E. contre le « trotskysme », P. Pagès et J. Cavignac sur les trotskystes pendant la guerre civile, P. Broué enfin sur la mission d'Erwin Wolf. Une bibliographie solide et encore des documents.

Le volume 11 sera consacré à l'Amérique latine avec beaucoup de nouveau, et notamment des documents sur l'histoire du mouvement trotskyste à Cuba, au Chili, au Brésil et une extraordinaire interview d'un militant brésilien.

Dans le numéro 12, grâce aux archives récemment ouvertes à Salamanque, on trouvera une étude de P. Broué sur les Jeunesses socialistes au temps où Santiago Carrillo passait pour « trotskyste », une correspondance entre Trotsky et Paul Henri Spaak, le programme de la gauche du parti socialiste polonais en 1935 et des études par pays sur l'« entrisme ».

Au sommaire du numéro 13, « Rencontres avec Trotsky » : nous espérons à ce rendez-vous les militants comme Rosmer, Martinet, van Heijenoort, les écrivains, James T. Farrell, Emil Ludwig, Malraux, Eastman et – pourquoi pas – Winston Churchill.

A l'horizon, travaux et documents sur la Grève, le Viêtnam, la Chine d'avant Mao, les intellectuels américains et la révolution, le trotskysme en Tchécoslovaquie, Rakovsky, Léon Sedov et encore des documents venus du Goulag...

La publication des *Œuvres* a commencé en 1978. Onze volumes étaient sortis à la date du 1^{er} décembre 1981.

Les *Œuvres* ne comportent pas les grands ouvrages de Trotsky édités par ailleurs, comme *Ma vie*, *l'Histoire de la Révolution russe*, *la Révolution permanente*, etc.

Elles rassemblent au jour le jour, traduit de cinq des langues utilisées par Trotsky, le texte de ses brochures, de ses articles dans la presse d'information ou la presse militante, et sa correspondance enfin.

Depuis le volume 8, les *Œuvres* offrent à leurs lecteurs le texte de la correspondance de Trotsky gardée secrète sur ses instructions jusqu'au 1^{er} janvier 1980 par la Bibliothèque Houghton de l'Université de Harvard.

Chaque volume des *Œuvres* est présenté et annoté avec soin. Un index des noms de personnes, des organisations et des thèmes, permet une utilisation facile des renseignements qui y sont contenus : les *Œuvres* sont une histoire du siècle vue à travers la plume d'un des esprits les plus puissants de son temps.

Cette édition des *Œuvres* n'a son équivalent dans aucune autre langue et elle servira de référence aux éditions à venir dans les autres pays.